

Université de Montréal

**Le mouvement de conservation des ressources naturelles pendant l'ère progressiste : la stratégie et la vision de Theodore Roosevelt.**

Par Patrick Wiley

Département d'histoire  
Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des arts et des sciences  
en vue de l'obtention du grade de  
Maître ès arts (M.A.) en histoire, option Histoire au collégial

Août, 2019

© Patrick Wiley, 2019

Université de Montréal  
{Département d'histoire}, {Faculté des arts et des sciences}

*Ce mémoire intitulé*

**{Le mouvement de conservation des ressources naturelles pendant l'ère progressiste : la stratégie et la vision de Theodore Roosevelt}**

Présenté par  
**{Patrick Wiley}**

A été évalué par un jury composé des personnes suivantes

**{Samir Saul}**  
Président-rapporteur  
**{Bruno Ramirez}**  
Directeur de recherche  
**{Nelson Ouellet}**  
Membre du jury

## RÉSUMÉ

Le mandat de Theodore Roosevelt à la Maison Blanche (1901-1909) fut marqué par de nombreux efforts dans la conservation des ressources naturelles. C'était une thématique doublement importante pour Roosevelt, car non seulement voyait-il les effets négatifs de l'industrialisation sur l'avenir des ressources, mais la nature constituait une de ses passions depuis son enfance. Ainsi, il désirait continuer à développer un mouvement conservateur qui existait depuis les années 1870. Ultimement, son objectif fut de consolider toutes les ressources naturelles sous l'autorité du gouvernement fédéral, grâce à de nombreuses politiques de développement des forêts, des terres agricoles, des cours d'eau, des pâtures et des terres minérales. Ce mémoire présente les nombreux angles à partir desquels s'est développée la conservation rooseveltienne, en plus d'examiner le rôle d'individus importants dans la communauté de conservation à l'époque de Roosevelt.

De prime abord, les efforts déployés par le 26<sup>e</sup> Président sont généralement associés aux retombées économiques des ressources ou à leur utilisation concrète et ce, avec raison. Toutefois, nous nous sommes interrogés sur d'autres enjeux de la conservation. Theodore Roosevelt était très attaché à son idée d'une nation typiquement américaine et à ce qu'il considérait comme les valeurs essentielles des États-Unis. Ainsi, nous nous sommes penchés sur le lien qui pouvait exister entre cet idéal de la nation et les efforts pour la conservation des ressources. Cette étude montre donc que, avec son projet de conservation, Roosevelt fut en mesure de rester fidèle à certains des idéaux qui, pour lui, étaient essentiels au bon fonctionnement de la société américaine.

Mots-clés : Theodore Roosevelt, États-Unis, conservation, nation, valeurs, ressources naturelles, ère progressiste

## ABSTRACT

Theodore Roosevelt's term in the White House (1901-1909) was marked by many efforts in the conservation of natural resources. This was a doubly important theme for Roosevelt, because not only did he see the negative effects of industrialization on the future of resources, but nature had been one of his passions since his childhood. Thus, he wanted to continue to father a conservationist movement that had existed since the 1870s. Ultimately, his objective was to consolidate all natural resources under the authority of the federal government, through numerous policies for the development of forests, agricultural lands, rivers, pastures, ranges and mineral lands. This thesis presents the many perspectives from which conservation developed under Roosevelt, as well as the role of important individuals in the conservation community during the Roosevelt era.

Although conservation is generally associated with the economic benefits of natural resources and their actual uses, we explore what other issues conservation could address. Theodore Roosevelt was very attached to his idea of a typically American nation and to what he saw as the essential values of the United States. Thus, we examine the link that might have existed between this ideal of the nation and the efforts to protect natural resources. Our study shows that, by putting his conservation project into practice, Roosevelt was able to remain true to some of the ideals he believed were essential to the proper functioning of American society.

Keywords: Theodore Roosevelt, United States, conservation, nation, values, natural resources, progressive era

## TABLE DES MATIÈRES

<b>Résumé</b> .....	iii
<b>Abstract</b> .....	iv
<b>Remerciements</b> .....	vii
<b>INTRODUCTION</b> .....	1
Le conservationnisme au 19 <sup>e</sup> siècle.....	1
Problématique.....	6
Revue de la littérature.....	8
État de la question.....	14
Présentation des sources.....	18
Méthodologie.....	21
Division des chapitres.....	22
<b>CHAPITRE 1 : Pionniers de la conservation</b> .....	24
1.1. Acteurs, lois et concepts.....	24
1.2. De l'Europe à l'Amérique : Bernhard Fernow.....	24
1.3. <i>Forest Management Act</i> .....	32
1.4. Gifford Pinchot : de Biltmore à Washington.....	33
1.5. <i>United States Forest Service</i> .....	43
<b>CHAPITRE 2 : Du phoque aux fleuves</b> .....	49
2.1 Theodore Roosevelt : naturaliste en herbe.....	49
2.2. Le politicien-cowboy.....	55
2.3. Le Président conservationniste.....	58
2.4. Un domaine public réaménagé.....	63
2.5. Des forêts pinchotiennes.....	71
2.6. Des fleuves fédéraux.....	78
2.7. <i>National Conservation Commission</i> .....	85
2.8. Un mouvement mitigé.....	87
<b>CHAPITRE 3 : La conservation au service de la nation chez Roosevelt</b> .....	89
3.1. L'objectif moral et logique de la nation.....	90
3.2. Le patriotisme de la nation.....	95
3.3. Le <i>leadership</i> national.....	104
3.4. L'unité nationale.....	110

<b>CONCLUSION</b> .....	119
<b>BIBLIOGRAPHIE</b> .....	129

## REMERCIEMENTS

Ce mémoire est le produit d'innombrables heures de travail, d'efforts soutenus pendant de longues journées de travail et du support de plusieurs individus qui me sont chers. Amis, connaissances, collègues, membres de famille, professeurs, vous savez qui vous êtes, donc merci. Merci de m'avoir gracieusement offert votre temps pour relire mes textes, mes chapitres et tout ce que je pensais être convenable pour un mémoire de maîtrise, mais ne l'était pas du tout! En fait, je suis heureux d'avoir rédigé ce mémoire à l'ordinateur, car si j'avais eu à l'écrire à la main, j'aurais gaspillé beaucoup trop de papier, surtout que mon sujet est la conservation des ressources naturelles...

Cela dit, j'aimerais particulièrement remercier mon directeur de recherche, M. Bruno Ramirez, qui a su me guider dans ma recherche et ma rédaction. Vos précieux conseils ont été pour moi d'une grande importance du début à la fin. Je suis aussi très heureux d'avoir pu écrire à propos de la conservation, un sujet si fascinant, mais aussi d'actualité. Merci donc de m'avoir permis de travailler sur une thématique qui, en plus d'être un sujet historique, s'est transformé aujourd'hui en un réel mouvement environnemental et une cause qui me tient à coeur. De plus, lors des dernières années, j'ai pu être en contact avec plusieurs professeurs et plusieurs individus provenant de divers milieux partout au Canada et même aux États-Unis. Je suis donc très reconnaissant pour ces expériences qui ont pu me donner une bonne dose de motivation pour continuer dans mon parcours académique.

À mon père John, merci de m'avoir encouragé dans mon parcours et de m'avoir motivé à « Get it done! ». Thanks! Gros merci à ma soeur Julie d'avoir été ma correctrice pendant toutes ces années, de mes premières années à l'Université, jusqu'au dernier chapitre de mon mémoire! Enfin, à ma mère Francine, merci, merci et encore merci pour tout, et même plus. Tu as su être toujours là pour moi. Tu avais hâte de lire mon mémoire, donc le voici!

## INTRODUCTION

« The greatest good to the greatest number for the longest time »

– Gifford Pinchot

### Le conservationnisme au 19<sup>e</sup> siècle

Le tournant du 20<sup>e</sup> siècle constitue non seulement un changement de siècle, mais représente un changement de paradigme à plusieurs niveaux aux États-Unis. Avec la révolution industrielle en marche, l'implication américaine par rapport à plusieurs enjeux internationaux – la guerre russo-japonaise, le projet du canal de Panama et l'expansionnisme américain d'outre-mer – et des thématiques socio-économiques en plein développement – le monopole économique des grandes corporations, la lutte pour la justice sociale et ouvrière – les États-Unis sont entrés dans une nouvelle ère, dont les répercussions se font toujours sentir aujourd'hui. À cet effet, si la cause écologique constitue un enjeu important aujourd'hui, le début du mouvement conservationniste de fin du 19<sup>e</sup> siècle représente les origines de la lutte actuelle.

Selon le *Forest History Society*, ce sont plus de 190 millions d'acres de forêts qui furent rasés aux États-Unis entre 1850 et 1910<sup>1</sup>. Aux dires de l'ex-Secrétaire de l'Intérieur Stewart Udall (1961-1969), il n'était pas rare de voir des villes s'enrichir rapidement – mais aussi temporairement – grâce au développement forestier. Il disait que « when the best stands [of wood] had been cut, the operator dismantled his mill and moved it farther west<sup>2</sup> ». Si Udall s'indignait contre ce déclin progressif des ressources, Theodore Roosevelt voyait cette diminution de façon plus extrême, avançant l'éventualité d'un « *woodless age*<sup>3</sup> » et d'un « *ironless age*<sup>4</sup> ». Sans pour autant accuser le peuple américain de négligence face à la nature, Theodore Roosevelt écrivit que « the idea that our natural resources were inexhaustible still obtained, and there was as yet no real knowledge of

---

<sup>1</sup> Douglas MacCleery, *American Forests, A History of Resiliency and Recovery*, (Durham: Forest History Society, 2011), xii.

<sup>2</sup> Cité dans *Ibid.*

<sup>3</sup> Theodore Roosevelt, « Opening Address by the President, Conference of Governors », (Discours, Washington, D.C., 13 mai 1908), cité dans Newton C. Blanchard, éd., *Proceedings of a Conference of Governors, In the White House Washington D.C May 13-15 1908*, (Washington D.C : United States Congress, 1909), 6.

<sup>4</sup> *Ibid.*

their extent and their condition<sup>5</sup> ». Il attribuait donc le problème à un retard en matière de connaissances par rapport au monde naturel et aux ressources naturelles.

En tant que Président des États-Unis (1901-1909), Theodore « *Teddy* » Roosevelt proposa un programme fédéral de conservation des ressources naturelles basé sur des techniques durables, efficaces et scientifiques. Même si la conservation connut plusieurs avancées sous Roosevelt et quelques-uns de ses prédécesseurs à la Maison Blanche – Benjamin Harrison (1889-1893), Cleveland (1893-1897) et William McKinley (1897-1901), cette pratique existait tout de même depuis plusieurs décennies aux États-Unis. À cet effet, quelques moments furent marquants et servirent de base pour l'établissement de la conservation comme un enjeu national.

Tout d'abord, désignées en 1832 comme le *Hot Springs Reservation* par le gouvernement fédéral, les sources thermales dans la ville de Hot Springs en Arkansas constituent le premier territoire protégé par le gouvernement fédéral pour ses qualités naturelles et récréatives. Ensuite, les bases jetées par le Président Lincoln en 1864 représentent le premier pas vers l'institution que sont devenus les parcs nationaux aux États-Unis. En proclamant le *Yosemite Grant Act* le 30 juin 1864, Lincoln affecta le gouvernement de la Californie à la protection des gorges dans les montagnes Sierra Nevada et la vallée Yosemite, « for public use, resort, and recreation<sup>6</sup> ». Finalement, le troisième événement marquant pour la conservation est la création du premier parc national, Yellowstone, établi par le Président Ulysses S. Grant en 1872. On parle du *Yellowstone National Park Protection Act* de 1872 comme un « park bill in Washington in late 1871 and early 1872 that drew upon the precedent of the Yosemite Act of 1864<sup>7</sup> ». Ainsi, les événements de 1864 sont d'autant plus importants, puisque la loi signée par Lincoln fut directement en cause pour celle de 1872. Aujourd'hui, les parcs de *Yellowstone* et de *Yosemite* sont deux des plus grands parcs nationaux aux États-Unis<sup>8</sup>.

---

<sup>5</sup> Theodore Roosevelt, *The Autobiography of Theodore Roosevelt*, (New York : Charles Scribner's Sons, 1922 [1913]), 395.

<sup>6</sup> Library of Congress, « Today in History - June 30 », 23 avril 2019, <https://www.loc.gov/item/today-in-history/june-30/>.

<sup>7</sup> National Park Service, « Birth of a National Park », 15 juin 2017, <https://www.nps.gov/yell/learn/historyculture/yellowstoneestablishment.htm>.

<sup>8</sup> *Yellowstone* et *Yosemite* sont respectivement les huitième et dix-septième plus grands parcs nationaux aux États-Unis, à l'heure actuelle. Données recueillies dans *Id.*, « How Big is it? », 23 avril 2019, [https://www.nps.gov/bibe/learn/management/park\\_sizes.htm](https://www.nps.gov/bibe/learn/management/park_sizes.htm).

Suivant les traces de la création de Yellowstone, l'intérêt pour l'environnement devint progressivement un enjeu national. Le *Timber Culture Act* de 1873, comme nous le verrons plus en détail, constitue la première loi fédérale dont le but était de protéger et de favoriser les ressources naturelles<sup>9</sup>. Par la suite, en 1874, en réaction à son voyage d'exploration dans la région du Grand Canyon, le major John Wesley Powell déclara que « there is now left within the territory of the United States no great unexplored region and exploring expeditions are no longer needed for general purposes [...] A more thorough method, or a survey proper, is now needed<sup>10</sup> ». Selon lui, aucune région du pays ne restait inconnue; il était ainsi temps de développer les régions explorées. Powell influença aussi la création du *United States Geological Survey* (USGS) en 1879, une agence fédérale d'étude des ressources naturelles.

Après l'émergence du *Geological Survey*, la cause de la conservation poursuivit sa progression, par le biais de la toute nouvelle Division de Foresterie du Département d'Agriculture, créée en 1881. Son objectif était d'examiner la qualité et la condition des forêts aux États-Unis. Grâce à deux agences fédérales dont l'objectif demeurait centré sur les ressources naturelles comme le USGS et la Division de Foresterie et à des associations citoyennes telles que le *American Forestry Association* (1875), le *Boone and Crockett Club* (1887) et le *Sierra Club* (1892), la cause de la protection des ressources naturelles avait réellement gagné en importance.

Finalement, face à cette évolution, le mouvement connut son plus gros développement en 1891, par le biais du *Forest Reserve Act* qui, comme nous le verrons, permit au Président américain de désigner des réserves forestières nationales<sup>11</sup>. Toutefois, cette loi enflamma un débat dans le domaine des ressources naturelles. Confrontée à un dilemme – protéger les forêts pour leurs ressources ou pour leurs qualités récréatives – la communauté conservacionniste se scinda en deux; entre les partisans d'une conservation effectuée à des fins utilitaires et économiques (conservacionnistes), et les individus intéressés à préserver la nature à des fins récréatives (préservationnistes).

---

<sup>9</sup> Le *Timber Culture Act* de 1873 proposait un système de récompenses aux propriétaires terriens en fonction de la quantité d'arbres plantés et maintenus. Il s'agit de la première loi fédérale. Voir chapitre 1, dans la section intitulée « De l'Europe à l'Amérique : Bernhard Fernow », pour davantage de renseignements

<sup>10</sup> Cité dans Mary C. Rabbitt, « John Wesley Powell: Pioneer Statesman of Federal Service », dans United States Department of the Interior Geological Survey, *The Colorado River Region and John Wesley Powell*, (Washington : United States Department of the Interior, 1969), 8.

<sup>11</sup> Voir le chapitre 1, à la section « De l'Europe à l'Amérique : Bernhard Fernow » pour plus de renseignements portant sur le *Forest Reserve Act*.

L'essence du préservationnisme réside dans une nature intacte, inchangée par l'action humaine. Mouvement spirituel et artistique, la préservation tira son inspiration au 19<sup>e</sup> siècle de la philosophie transcendante, qui propose notamment la bonté inhérente de l'être humain au sein de la nature. Par leur habileté à postuler la relation entre l'être humain et la nature, Ralph Waldo Emerson (1803-1882) et Henry David Thoreau (1817-1862) furent les pionniers de cet idéal, jetant par le fait-même les bases du préservationnisme<sup>12</sup>.

Les idées d'Emerson et de Thoreau survécurent ensuite jusqu'au 20<sup>e</sup> siècle grâce à John « *John of the Mountains* » Muir (1838-1914), premier défenseur de la préservation. Il écrivit en 1901 un ouvrage intitulé *Our National Parks*, dans lequel il proposa un retour à la nature. Pour lui, « going to the mountains is going home, [...] wildness is a necessity<sup>13</sup> ». Par sa passion pour la nature, Muir était un personnage très important dans le mouvement de protection des ressources naturelles. Un des événements marquants de sa carrière demeure son rôle dans le lobby s'opposant au barrage dans la vallée Hetch Hetchy en Californie. Pour lui, cet endroit avait une signification spirituelle, c'est-à-dire, que « no holier temple [had] ever been consecrated by the hearts of man<sup>14</sup> ». Face à l'opposition de Muir et du *Sierra Club*, le projet connut quelques embûches, mais fut approuvé en 1913. Muir qualifia cet événement de « *dark-damn-dam-damnation*<sup>15</sup> ».

Plus que son rôle à Hetch Hetchy, Muir connut une belle relation avec de grands acteurs environnementaux. Il put notamment s'entretenir avec Ralph Waldo Emerson, en 1871 sous les grands sequoias du *Mariposa Grove*, en Californie. Voyant lui aussi la relation entre les êtres humains et la nature, il lança à Emerson : « You are yourself a sequoia. Stop and get acquainted with your big brethren<sup>16</sup> ».

---

<sup>12</sup> Par exemple, Thoreau établissait l'importance de la nature indépendamment de l'emploi des ressources: « I think that I cannot preserve my health and spirits, unless I spend four hours a day at least--and it is commonly more than that--sauntering through the woods and over the hills and fields, absolutely free from all worldly engagements », cité dans Thoreau, Henry David, *Excursions*, (Boston: Tickner and Fields, 1863), 164.

<sup>13</sup> John Muir, *Our National Parks*, (Cambridge: Houghton, Mifflin and Company, 1901), 1.

<sup>14</sup> John M. Meyer, « Gifford Pinchot, John Muir, and the Boundaries of Politics in American Thought », *Polity*, 30, 2 (Hiver 1997) : 277.

<sup>15</sup> Robert W. Righter, *The Battle over Hetch Hetchy: America's Most Controversial Dam and the Birth of Modern Environmentalism*, (New York: Oxford University Press, 2005), 133.

<sup>16</sup> Cité dans Muir, *op. cit.*, 135.

Vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, John Muir entretenait aussi une amitié avec Gifford Pinchot<sup>17</sup>. Toutefois, à cause d'opinions divergentes – Pinchot était conservateur, tandis que Muir était préservationniste – les deux hommes durent rompre leur amitié en 1897. En désaccord avec une déclaration de Pinchot, John Muir répliqua: « Then, I don't want any thing more to do with you<sup>18</sup> ». C'est même ce conflit qui contribua à la défection des préservationnistes du mouvement de conservation. À cet effet « the deepening schism between Muir and Pinchot eventually grew into the great split between the preservation wing and the utilitarian wing of the conservation movement<sup>19</sup> ».

Finalement, John Muir se distingua aussi par sa relation avec Theodore Roosevelt. Une de ses contributions demeure son influence auprès du 26<sup>e</sup> Président. En prévision d'un voyage à *Yosemite* en 1903 avec Muir, Roosevelt formula son désir de « drop politics absolutely for four days and just be out in the open with you<sup>20</sup> ». L'idée de laisser tomber ses engagements afin de profiter de la nature constituait en fait l'essence même du préservationnisme<sup>21</sup>. Ainsi, même si Roosevelt désirait développer les ressources à des fins utilitaires, comme nous le verrons, il était aussi important pour lui de voir les qualités plus abstraites de la nature. Ce passage révèle donc la marge étroite entre la préservation et la conservation, surtout chez Roosevelt.

De son côté, John Muir tenait un discours similaire à Roosevelt. Saisissant lui aussi la dualité au sein du mouvement environnemental, il décrivait les réserves et les parcs comme « not only useful as fountains of timber and irrigating rivers, but as fountains of life<sup>22</sup> ». Sans toutefois se distancier du caractère spirituel et récréatif de la nature – « *fountains of life* » – il concédait l'importance des ressources naturelles en termes d'utilité; comme sources de bois et d'irrigation.

Face à l'industrialisation, les défenseurs de la nature durent opter pour l'alternative qui allait permettre à l'économie américaine de tirer le maximum de profits. Malgré la présence de personnages comme John Muir, d'associations telles que le *Sierra Club* et même la survivance des

---

<sup>17</sup> Gifford Pinchot était un des pionniers de la foresterie aux États-Unis, vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Voir le chapitre 1 à la section « Gifford Pinchot : de Biltmore à Washington » pour davantage de renseignements à son sujet.

<sup>18</sup> John F. Mongillo et Bibi Booth, eds., *Environmental Activists*, (Westport : Greenwood Press, 2001), 190

<sup>19</sup> *Ibid.*

<sup>20</sup> National Park Service, « Muir's Influences », 1 octobre 2017, <https://www.nps.gov/yose/learn/historyculture/muir-influences.htm>.

<sup>21</sup> Elle constitue aussi la reproduction presque identique des propos de Thoreau, écrits plus de 50 ans auparavant : « [...] absolutely free from all worldly engagements »

<sup>22</sup> Muir, *Our National Parks*, op. cit. 1.

idéaux d'Emerson et de Thoreau, la conservation devint donc – aux dépens de la préservation – la principale méthode de protection des ressources naturelles au 20<sup>e</sup> siècle.

Dès 1891, les Présidents Benjamin Harrison, (1889-1893), Grover Cleveland (1893-1897) et William McKinley (1897-1901) créèrent les premières réserves forestières, dont l'importance fut cruciale lors de la décennie 1900<sup>23</sup>. Sous Theodore Roosevelt (1901-1909), plusieurs thématiques de la conservation furent élevées à un rang d'importance supérieure, faisant de la protection des ressources naturelles une priorité nationale, au point où « the forest and water problems [were] perhaps the most vital internal questions of the United States<sup>24</sup> ».

Avant son accession à la Maison Blanche, Theodore Roosevelt connut une carrière chargée<sup>25</sup>. Toutefois, après son accession à la Présidence, son succès fut d'autant plus notable et il se distingua par son travail dans le domaine environnemental. Entre 1901 et 1909, plusieurs actions lui permirent de mettre en place un projet national de conservation. Comme nous le verrons, il protégea plusieurs millions d'acres de terres et créa une multitude de forêts nationales, de refuges aviaires et fauniques nationaux, de monuments nationaux, de parcs nationaux, tout en établissant de nombreuses lois, commissions et mesures de conservation<sup>26</sup>. Ainsi, il désirait développer les ressources de la même façon partout au pays, de sorte à ce que le pays au complet puisse en bénéficier également.

## Problématique

À une époque où les États-Unis étaient en période de développement économique et de progression sociale et à une ère où le paysage culturel était en pleine transformation, ce développement des ressources était en quelque sorte un changement de paradigme. Ainsi, le

---

<sup>23</sup> Les réserves forestières seront renommées « forêts nationales » en 1907.

<sup>24</sup> Theodore Roosevelt, « First Annual Message », (Discours, Washington D.C., 3 décembre 1901 », cité dans, The American Presidency Project, « First Annual Message », 14 mai 2019, <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/first-annual-message-16>.

<sup>25</sup> Theodore Roosevelt fut notamment Commissaire du service de police de New York, Gouverneur de l'État de New York, Assistant-Secrétaire de la Marine et Vice-Président, jusqu'en 1901. Après sa Présidence, il fut aussi chef du Parti Progressiste des États-Unis en 1912, un parti qu'il avait lui-même fondé en prévision des élections présidentielles de 1912.

<sup>26</sup> Comme nous les verrons, de bons exemples de commissions de conservations furent le *Public Lands Commission* (1903), le *Inland Waterways Commission* (1907) et le *National Conservation Commission* (1908). Pour ce qui est des lois, le plus grand accomplissement de Roosevelt fut le *Transfer Act* de 1905.

domaine de la conservation fut transformé par l'implantation de nouvelles méthodes pour remplacer des anciennes façons de faire qui s'étaient avérées inefficaces et même destructrices. Propulsé par la volonté d'établir des politiques d'exploitation et de développement du territoire à l'échelle du pays, Theodore Roosevelt redoubla notamment d'efforts dans le but d'instaurer un changement de mentalité et de paradigme, ainsi qu'un renouveau dans la gestion des terres publiques, des forêts nationales et de toutes les ressources naturelles. Ainsi, pensait-il, ce changement permettrait aux États-Unis de tirer profit de ces ressources, tout en assurant leur protection et leur durabilité.

Concrètement, tout le processus de développement des ressources naturelles fut transformé. Plusieurs pratiques furent remplacées par des techniques de conservation plus efficaces, de nouvelles méthodes administratives furent établies pour mieux pratiquer la conservation, et de nombreuses ressources – économiques, politiques et scientifiques – furent mobilisées afin d'assurer le développement adéquat des ressources naturelles. Conseillé et accompagné par une grande variété d'individus de divers milieux, Theodore Roosevelt tenta tant bien que mal de mener à terme plusieurs idéaux de conservation. Par le biais de tous ces changements dans le style de gouvernance, de l'utilisation d'une rhétorique bien planifiée et de la transformation d'un domaine peu connu et peu développé, nous tenterons de bien établir les caractéristiques principales du projet national de conservation de Theodore Roosevelt.

Au cours de ce mémoire, nous verrons aussi que l'idéal de la nation américaine était très important chez Theodore Roosevelt. En fait, il désirait renforcer le sentiment d'appartenance du peuple américain au sein d'une nation unie par des valeurs et des normes communes à tous. Selon sa vision de la nation américaine, Roosevelt avait un discours basé sur ces caractéristiques qui, selon lui, résidaient dans les fondements de la nation. Ainsi, il désirait que le peuple américain soit en mesure de poser des actions qui, peu importe leur portée, puissent contribuer à l'intérêt de toute la nation. Il demeurait aussi crucial que tous et toutes puissent rester en contact avec ces standards et ces valeurs qui, aux dires de Roosevelt, constituaient les fondements de ce que la nation américaine devait représenter. À cet effet, grâce à la littérature rooseveltienne, nous comptons déterminer que le 26<sup>e</sup> Président tenait particulièrement à une série de valeurs plus fondamentales, c'est-à-dire, de morale et de bons sens, à un idéal de patriotisme américain et de fierté nationale, au *leadership* national et à la qualité d'unité nationale partout au pays.

Cette étude se penchera sur le rôle de la nation et de ces standards au sein de la conservation. Nous souhaitons comprendre en quoi le projet conservateur de Roosevelt au début du 20<sup>e</sup> siècle était un effort conçu et exécuté, malgré l'importance économique et utilitaire des ressources naturelles, dans l'optique des intérêts nationaux et des standards de Roosevelt pour la nation.

## Revue de la littérature

Theodore Roosevelt est souvent associé à ses réalisations sur la scène internationale. De ses accomplissements majeurs, plusieurs ont eu une large portée internationale; son rôle de médiateur dans la guerre russo-japonaise en 1904-1905 – grâce auquel il a reçu le prix Nobel de la paix en 1905 – le canal de Panama en 1904 et le Corollaire Roosevelt en 1904<sup>27</sup>. Par cette portée, ces événements eurent donc naturellement une meilleure reconnaissance – et une reconnaissance immédiate – dans la littérature. Il existe à cet effet plus d'une centaine de monographies ou d'articles portant particulièrement sur le thème de Theodore Roosevelt en lien avec les affaires étrangères ou en lien avec les forces armées, et ce, largement avant les années 1980. Pour sa part, la littérature conservatrice demeure plus récente<sup>28</sup>. Toutefois, il existe un ouvrage assez important sur la conservation, publié en 1910 par Gifford Pinchot. *The Fight for Conservation* est important non seulement pour son contenu – il traite de la majorité des grands enjeux de conservation – mais parce que Gifford Pinchot est, comme nous le verrons, une figure marquante de la conservation aux États-Unis.

Malgré le livre de Pinchot, la conservation était aussi un sujet peu abordé par les historiens avant 1940; mentionnée au passage ou bien placée en dernier sur la liste d'accomplissements de Theodore Roosevelt<sup>29</sup>. Ensuite, une autre raison qui influença l'apparition tardive de la littérature de conservation est le Président Franklin Delano Roosevelt. Ce dernier, connu pour son

---

<sup>27</sup> Le Corollaire Roosevelt est un document publié en 1904, qui stipule que les États-Unis étaient dorénavant les protecteurs de l'Amérique latine, en termes d'intérêts économiques et militaires.

<sup>28</sup> Données recueillies dans Theodore Roosevelt Center at Dickinson State University, « Bibliography », 24 février 2018, [http://www.theodorerooseveltcenter.org/Research/Bibliography#\\_top](http://www.theodorerooseveltcenter.org/Research/Bibliography#_top).

<sup>29</sup> De bons exemples de ceci sont notamment dans l'œuvre de Henry Cabot Lodge, *Theodore Roosevelt*, publiée en 1919, et dans un autre ouvrage intitulé *Theodore Roosevelt*, d'Edmund Lester Pearson, publiée en 1920. Ces deux auteurs omissent de mentionner la conservation dans les accomplissements de Roosevelt. Propos dans Henry Cabot Lodge, *Theodore Roosevelt*, (New York: Houghton Mifflin Company, 1919), 45 p. et Edmund Lester Pearson, *Theodore Roosevelt*, (New York : The MacMillan Company, 1920), 159 p.

programme de réformes sociales et économiques – le *New Deal* – était aussi un grand contributeur à la conservation des ressources naturelles aux États-Unis. Dans le *New Deal*, il proposait des programmes – notamment le *Civilian Conservation Corps (CCC)* et le *Tennessee Valley Authority (TVA)* – qui permettraient de rebâtir l'économie en partie grâce au développement des ressources naturelles. Dans un contexte de crise économique, le succès de ces mesures fut crucial. C'est donc à ce moment – et surtout après la guerre – que plusieurs auteurs commencèrent à inclure la conservation dans leurs œuvres. En somme, il fallut un second Président jugé conservationniste pour confirmer l'importance des ressources naturelles dans l'histoire du pays.

Par exemple, l'historien George Mowry mena le bal après la Seconde Guerre mondiale avec son ouvrage intitulé *Theodore Roosevelt and the Progressive Movement*, en 1946. Ce dernier aborda le personnage de Gifford Pinchot comme un acteur important dans le camp conservationniste. Il écrivit que « Pinchot had been Roosevelt's source of inspiration in the conservation crusade<sup>30</sup> ». Il s'agissait d'une grande étape franchie par Mowry, car il traitait de Pinchot, qui, hormis dans la communauté historique ou chez les adeptes de la conservation, était alors peu connu du grand public. Un autre ouvrage clé de la littérature conservationniste demeure l'autobiographie de Pinchot, *Breaking New Ground*<sup>31</sup>. Publié en 1947, cet ouvrage constitue une véritable anthologie de la foresterie aux États-Unis. On dit que « it [is] an invaluable source book for students of forestry and conservation<sup>32</sup> ». Sans toutefois être un livre portant sur Roosevelt, la relation – politique et amicale – forgée par Pinchot et Roosevelt au fil des années, fait en sorte que *Breaking New Ground* est un ouvrage très pertinent pour comprendre la vision et l'opinion de Roosevelt en termes de conservation.

Après une décennie marquée par les ouvrages de Mowry et de Pinchot, l'historien Whitney Cross publia « *Ideas in Politics: The Conservation Policies of the Two Roosevelts* » (1953)<sup>33</sup>, qui sert à expliquer le lien conservationniste qui existait entre les deux Présidents et cousins Roosevelt – Theodore (1901-1909) et Franklin (1933-1945). Cross soutenait que « Cousin Franklin, facing

---

<sup>30</sup> George Mowry, *Theodore Roosevelt and the Progressive Movement*, (Madison : University of Wisconsin Press, 1946), 75.

<sup>31</sup> Gifford Pinchot, *Breaking New Ground*, (Washington D.C. : Island Press, 1998 [1947]), 522 p.

<sup>32</sup> Roy F. Nichols, « Breaking New Ground », *Pennsylvania Magazine of History and Biography*, 72, 3, (juillet 1948) : 304.

<sup>33</sup> Whitney R. Cross, « Ideas in Politics: The Conservation Policies of the Two Roosevelts », *Journal of the History of Ideas*, 14, 3 (juin 1953) : 421-438.

the actual crisis that Theodore had been trying to avert, used similar [conservation] ideas<sup>34</sup> ». Jugeant de l'influence de la conservation dans le projet de Franklin Roosevelt, Cross suggérait que le succès du *New Deal* ait été largement lié à la conservation. Pour lui, « the New Deal's welfare motivation became amalgamated with the conservation movement<sup>35</sup> ». Par ce lien, Cross attribuait à Theodore Roosevelt une part de crédit dans le règlement de la crise économique. En somme, cette réalisation ne fit qu'augmenter la présence de Theodore Roosevelt (le conservateur) dans la littérature. Effectivement, après la publication de l'article de Cross en 1953, il ne fallut attendre que quelques années avant que Paul Russell Cutright ne publie *Theodore Roosevelt: The Naturalist*, en 1956<sup>36</sup>. Il s'agit ici du premier ouvrage entier consacré à l'aspect environnemental et naturaliste de Theodore Roosevelt, où Cutright mit l'accent sur le parcours emprunté par Roosevelt pour devenir un politicien conservateur.

Pour sa part, l'historien Samuel P. Hays décida d'emprunter dès 1959 un chemin bien différent afin de traiter de Roosevelt et de la conservation. Par le biais de *Conservation and the Gospel of Efficiency: The Progressive Conservation Movement, 1890–1920*<sup>37</sup>, Hays se consacra au processus très politisé de création de mesures conservatrices, sur la multidisciplinarité des ressources et sur le regroupement des forces nécessaires à la création d'un programme de conservation des ressources naturelles. La force, justement, de cet œuvre réside dans sa capacité à bien présenter les facettes et les aspects de la conservation, plutôt que d'attribuer l'entièreté du mouvement à un seul individu, Theodore Roosevelt.

Dès 1961, Elmo Richardson s'intéressa aussi à la conservation – au processus politique et économique du projet de conservation. Grâce à *The Politics of Conservation: Crusades and Controversies, 1897-1913*<sup>38</sup>, Richardson mit l'accent sur le développement de la conservation aux États-Unis, c'est-à-dire, l'évolution du phénomène en un enjeu majeur en l'espace de quelques années. Si la conservation était « an idealistic theory shared by a few men<sup>39</sup> » au tournant du vingtième siècle, Richardson expliqua que, entre 1897 et 1913, le domaine put se transformer en

---

<sup>34</sup> *Ibid.*, 424.

<sup>35</sup> *Ibid.*, 436.

<sup>36</sup> Paul Russell Cutright, *Theodore Roosevelt: The Naturalist*, (New York : Harper & Brothers, 1956), 297 p.

<sup>37</sup> Samuel P. Hays, *Conservation and the Gospel of Efficiency: The Progressive Conservation Movement, 1890–1920*, (Pittsburgh : University of Pittsburgh Press, 1999 [1959]), 174 p.

<sup>38</sup> Elmo Richardson *The Politics of Conservation: Crusades and Controversies 1897-1913*, (Berkeley/Los Angeles : University of California Press, 1962), 207 p.

<sup>39</sup> *Ibid.*, vii

« a pragmatic policy of government that changed the course of the country's economic development<sup>40</sup> ». Malgré la pertinence des ouvrages de Hays et de Richardson, la différence entre les deux demeure que celui de Richardson présente un point de vue du projet de conservation de Roosevelt davantage nuancé<sup>41</sup>. Malgré tout, puisque les lacunes de l'une constituent la force de l'autre, les œuvres de Hays et de Richardson peuvent être considérées comme des pièces importantes de la littérature conservacionniste.

Face au désintérêt pour la conservation avant les années 1940 et à l'évolution subséquente – notamment avec Cutright, Hays et Richardson – le mouvement environnemental des années 1960 prit une tournure que l'on connaît bien aujourd'hui; l'écologie, qui englobe la science dans un idéal de protection de la nature. La biologiste Rachel Carson fut une des pionnières de ce mouvement. Ouvrage clé dans la communauté écologique, son livre *Silent Spring* (1962)<sup>42</sup> porte sur l'impact environnemental des pesticides. Puisque certains produits chimiques permettaient d'accroître la production agricole, personne avant elle n'avait osé s'y opposer. En se positionnant contre les grands empires industriels, « she [Carson] consciously questioned the dominant system of institutional arrangements and the culture's unequivocal devotion to technological progress<sup>43</sup> ». *Silent Spring* était un avertissement; « [it] alerted the world to the invisible dangers of environmental poisoning<sup>44</sup> ». Mêlant sa passion pour la nature à la science, la méthodologie précise de Carson s'apparente à celle de Gifford Pinchot que nous verrons dans les prochains chapitres<sup>45</sup>.

Un autre auteur ayant largement contribué à la création du mouvement environnemental moderne demeure Roderick Nash. Sans toutefois négliger le rôle des sciences dans la protection

---

<sup>40</sup> *Ibid.*

<sup>41</sup> Par exemple, Hays traite largement de l'opposition des États de voir le gouvernement fédéral imposer des règlements portant notamment sur la création de réserves forestières, sur la base du droit des États, mais omet de bien détailler cette opposition. Richardson poursuit donc en expliquant pourquoi les États y étaient opposés. Il donne le cas de l'Idaho comme exemple. Puisque 40% de l'Idaho était couvert par des réserves forestières, le fait d'y imposer une série de règles et de restrictions quant à l'emploi de ces forêts ferait en sorte que l'Idaho soit largement soumis aux volontés du gouvernement fédéral, et non développé et administré selon ses propres volontés. Cité dans *Ibid.*, 30.

<sup>42</sup> Rachel Carson, *Silent Spring*. (Boston : Houghton Mifflin, 1962), 368 p.

<sup>43</sup> Linda J. Lear, « Rachel Carson's *Silent Spring* », *Environmental History Review*, 17, 2, (été 1993) : 23.

<sup>44</sup> *Ibid.*

<sup>45</sup> Carson propose une variété de sciences dans la résolution de problèmes environnementaux : « *science of range management* », « *science of biological control* », « *science of forest hygiene* » et d'autres. Citées dans Carson, *op. cit.* Il s'agit justement du même type de méthodologie empruntée par Gifford Pinchot à la fin du 19<sup>e</sup> siècle et au début du 20<sup>e</sup> siècle, c'est-à-dire, la science de la foresterie et tous les secteurs rattachés. Pour davantage de renseignements sur Gifford Pinchot et la foresterie, voir le chapitre 1, à la section « Des forêts pinchotiennes ».

de l'environnement, Nash s'interrogea, à l'instar de John Muir au début du siècle, sur le concept de *wilderness* et de nature vierge. On écrit à son sujet que « the pioneering work of Roderick Nash on the "wilderness" allows for the rehabilitation of figures such as [...] John Muir<sup>46</sup> ». Dans *Wilderness and the American Mind* (1967), Nash attribuait à la nature une portée supérieure; « a basis for national self-esteem<sup>47</sup> », rappelant par le fait même l'importance nationale que Theodore Roosevelt attribuait aussi à la nature.

À la lumière de Rachel Carson et de Roderick Nash lors des années 1960 et à l'engouement des années 1970, la décennie 1980 vit apparaître les premiers ouvrages présentant à la fois la vie personnelle et l'œuvre politique conservacionniste de Theodore Roosevelt. Poursuivant sur les bases établies en 1956 dans *Theodore Roosevelt: The Naturalist*, Paul Russell Cutright publia *Theodore Roosevelt: The Making of a Conservationist* (1985)<sup>48</sup>. Dans une monographie qui présente Roosevelt comme un réel héros pour la communauté naturaliste et conservacionniste, Cutright offrit un panorama des grands chapitres de la vie de Theodore Roosevelt. Bien que largement axé sur l'amour de Roosevelt pour l'environnement, *The Making of a Conservationist* demeure important afin de comprendre sa transition d'un naturaliste passionné à un politicien conservacionniste.

Si la littérature antérieure aux années 1980 présentait la conservation comme un phénomène davantage politico-économique, celle à partir des années 1980 sut capter d'autres implications de la conservation, c'est-à-dire, l'emploi des médias pour promouvoir la conservation, la rhétorique conservacionniste, le *leadership* présidentiel de Roosevelt et les enjeux rattachés à l'histoire américaine et au patriotisme. D'une part, Stephen Ponder assure l'aspect médiatique du projet de conservation de Roosevelt. Tous publiés par Ponder, *News management in the Progressive Era, 1898-1909: Gifford Pinchot, Theodore Roosevelt and the Conservation Crusade*<sup>49</sup> (thèse de doctorat en 1985), « Publicity in the Interest of the People: Theodore

---

<sup>46</sup> Fabien Locher et Grégory Quenet, « Environmental History: The Origins, Stakes, and Perspectives of a New Site for Research » (trad. William Bishop), *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 56, 4, (avril 2009) : 5.

<sup>47</sup> Roderick Nash, *Wilderness and the American Mind*, (New Haven: Yale University Press, 2001), p. 67.

<sup>48</sup> Paul Russell Cutright, *Theodore Roosevelt, The Making of a Conservationist*, (Chicago : University of Illinois Press, 1985), 285 p.

<sup>49</sup> Stephen S. Ponder, *News management in the Progressive Era, 1898-1909: Gifford Pinchot, Theodore Roosevelt and the Conservation Crusade*, (Thèse de Ph.D, University of Washington, 1985), 498 p.

Roosevelt's Conservation Crusade<sup>50</sup> » (article de 1988) et *Managing the Press: Origins of the Media Presidency, 1897-1933*<sup>51</sup> (livre de 2000) font de ce dernier un spécialiste sur Roosevelt et sa présence auprès du peuple américain, par le biais des médias. Même Leroy Dorsey, un spécialiste sur la rhétorique présidentielle rapporta que « the Ponder article has the most complete coverage I found [à propos de la Conférence des Gouverneurs sur la conservation en 1908, organisée par Theodore Roosevelt] <sup>52</sup> ». De son côté, David Greenberg, un autre auteur qui a écrit au sujet la présence de Roosevelt auprès du peuple américain, reconnaissait Ponder dans son œuvre *Theodore Roosevelt and the Image of Presidential Activism*, publié en 2011 <sup>53</sup>. Ainsi, cela témoigne de la pertinence des idéaux de Ponder, mais aussi de la collaboration qui puisse exister entre les auteurs.

D'autre part, Leroy Dorsey se pencha grandement sur le rôle de la rhétorique, du *leadership* et du patriotisme dans la conservation rooseveltienne. Par le biais de son article « The Frontier Myth in Presidential Rhetoric: Theodore Roosevelt's Campaign for Conservation<sup>54</sup> » publié en 1995 et de son ouvrage *Theodore Roosevelt, Conservation, and the 1908 Governors' Conference*<sup>55</sup> sorti en 2016, Dorsey demeure une bonne référence pour ces aspects de la conservation. Par exemple, parlant de la Conférence des Gouverneurs en 1908, Dorsey expliqua que « regarding scholarship on the Conference itself, the books/articles listed in the bibliography [of my book] are the place to start and, probably end<sup>56</sup> ». Daniel O. Buehler, dans « Permanence and Change in Theodore Roosevelt's Conservation Jeremiad<sup>57</sup> », en 1998, et Frank W. Solak, dans *Theodore Roosevelt as an Icon in Presidential Rhetoric*<sup>58</sup>, en 2010, proposent aussi un propos similaire à celui de Dorsey, concernant l'utilisation de la rhétorique par Roosevelt pour passer son message

---

<sup>50</sup> *Id.*, « Publicity in the Interest of the People: Theodore Roosevelt's Conservation Crusade », *Presidential Studies Quarterly*, 20, 3, (été 1990) : 547-555.

<sup>51</sup> *Id.*, *Managing the Press: Origins of the Media Presidency, 1897-1933*, (New York : St. Martins, 1998), 233 p.

<sup>52</sup> Leroy Dorsey, « *Theodore Roosevelt, Conservation and the 1908 Governors Conference* », (2017, 15 mars), [courriel à Patrick Wiley].

<sup>53</sup> David Greenberg, « Theodore Roosevelt and the Image of Presidential Activism », *Social Research*, 78, 4, (hiver 2011) : 1058-1077.

<sup>54</sup> Leroy G. Dorsey, « The Frontier Myth in Presidential Rhetoric: Theodore Roosevelt's Campaign for Conservation », *Western Journal of Communications*, 59, (hiver 1995) : 1-19.

<sup>55</sup> *Id.*, *Theodore Roosevelt, Conservation, and the 1908 Governors' Conference*, (College Station : Texas A&M University Press, 2016), 135 p.

<sup>56</sup> *Ibid.*

<sup>57</sup> Daniel O. Buehler, « Permanence and Change in Theodore Roosevelt's Conservation Jeremiad », *Western Journal of Communications*, 62, 4, (automne 1998) : 439-458.

<sup>58</sup> Frank W. Solak, *Theodore Roosevelt as an Icon in Presidential Rhetoric*, (Mémoire de Maîtrise, Florida State University, 2010), 137 p.

et les enjeux plus historiques et patriotiques de la conservation. De ce fait, nous verrons que ce *leadership* et tout le discours de Roosevelt pour présenter la conservation sous plusieurs angles fut très important afin de rejoindre les individus partout au pays et de différents milieux.

Finalement, les publications du XXI<sup>e</sup> siècle témoignent d'une volonté de retracer l'histoire complète de Theodore Roosevelt « le conservationniste ». En 2011 et en 2015, Douglas Brinkley et Ian Tyrrell publièrent respectivement *The Wilderness Warrior*<sup>59</sup> et *Crisis of a Wasteful Nation: Empire and Conservation in Theodore Roosevelt's America*<sup>60</sup>. Mêlant la passion de Roosevelt pour la nature à son rôle en politique, Brinkley et Tyrrell sont deux auteurs importants dans le domaine de la littérature rooseveltienne de la conservation. Un peu comme Hays l'avait fait 25 ans plus tôt, Brinkley se concentra sur le projet fédéral de conservation des ressources naturelles, c'est-à-dire, les implications politiques de la conservation, mais offrit aussi un panorama de la vie de Roosevelt. De son côté, Tyrrell, basa son propos sur les implications sociales, économiques, culturelles, et même transnationales de la conservation de Roosevelt. Il expliqua comment l'action environnementale de Roosevelt a pu redorer l'image des États-Unis à l'intérieur comme à l'extérieur de ses frontières. Par exemple, il s'attarda notamment à l'idée de fierté que pouvaient procurer les ressources et la conservation. Ensemble, Brinkley et Tyrrell ont largement ajouté à la littérature en offrant deux ouvrages qui abordent plusieurs facettes de la conservation rooseveltienne.

## État de la question

Dans cette étude, nous désirons établir le lien qui a existé entre la conservation rooseveltienne et les valeurs nationales mises de l'avant par Theodore Roosevelt. Dans la littérature conservationnistes, les idéaux roosevltiens en matière de standards à respecter existent individuellement, c'est-à-dire, que les auteurs ont plutôt choisi d'élaborer sur l'importance d'une valeur précise dans la conservation rooseveltienne. Ainsi, plusieurs auteurs se sont penchés sur l'une ou l'autre de ces valeurs, et l'ont mis en relation avec les motivations, l'exécution ou les

---

<sup>59</sup> Douglas Brinkley, *The Wilderness Warrior, Theodore Roosevelt and the Crusade for America*, (New York : Harper Collins, 2009), 940 p.

<sup>60</sup> Ian Tyrrell, *Crisis of a Wasteful Nation: Empire and Conservation in Theodore Roosevelt's America*, (Chicago : University of Chicago Press, 2015), 351 p.

résultats de Roosevelt dans son projet de conservation. Afin de pouvoir bien comprendre le point de vue de ces auteurs sur les valeurs individuelles, nous avons fait le tour de quelques-unes de leurs publications.

Pour leur part, Joshua David Hawley et Jessica Sheffield se sont penchés sur l'aspect plus moral dans la conservation de Roosevelt et dans son style politique en général. Tout d'abord, l'article de Sheffield, « Theodore Roosevelt, "Conservation as a National Duty" », présente la conservation comme un enjeu moral avant tout. Pour cette professeure en communications, la condition des ressources aux États-Unis étaient une source d'inquiétude pour Roosevelt, à un tel point que tout le mouvement de conservation était un « *crisis of conservation*<sup>61</sup> ». Son article traite du discours de Roosevelt en ouverture de la Conférence des Gouverneurs en 1908 et met l'accent sur les implications morales de la conservation. Avec des termes comme « *wastefulness* », « *greediness* », « *moral authority* » dans son texte, Sheffield est parvenue à bien cerner les implications morales de la conservation. Pour ce qui est de l'œuvre de Hawley, *The Preacher of Righteousness*, elle porte sur l'idée de moralité et de vertu qui a suivi Roosevelt tout au long de sa carrière. Dans les termes de Hawley, la politique était pour Roosevelt, « about right and wrong, duty and obligation: righteousness<sup>62</sup> ». Ainsi, les propos de Hawley sont très révélateurs des intentions de Roosevelt, qui, comme nous le verrons, parle lui aussi du concept du bien et du mal (right and wrong) et du devoir et de l'obligation (duty and obligation) dans son discours sur la conservation.

Ensuite, notamment Daniel O. Buehler et Leroy G. Dorsey se sont penchés sur la question du patriotisme dans le projet de conservation de Roosevelt. Pour sa part, Buehler a abordé le concept de « *permanence and change* » qui fait référence aux changements que Roosevelt désirait implanter en conservation. En ce qui concerne la permanence, il fit allusion aux méthodes employées par les pères fondateurs, dont Theodore Roosevelt désirait s'inspirer. À cet effet, sans toutefois en parler dans son article, le propos de Buehler concernant les pères fondateurs, comme nous le verrons, s'apparente à l'idéal agraire de Jefferson, qui fut effectivement un des pères fondateurs de la nation. Pour sa part, Dorsey s'attarda davantage à la contribution des pionniers de

---

<sup>61</sup> Jessica Sheffield, « Theodore Roosevelt, Conservation as a National Duty », *Voices of Democracy Journal*, vol. 5, (automne 2010) : 90.

<sup>62</sup> Joshua David Hawley, *Theodore Roosevelt: Preacher of Righteousness*, (New Haven: Yale University Press, 2008), 54.

la nation, c'est-à-dire, les immigrants européens venus s'installer sur le territoire américain aux 17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> siècles. Il affirma que ce sont ces individus que Theodore Roosevelt admirait comme les héros de la nation. Aux dires de Dorsey, ces individus avaient développé les fermes et les terres agricoles du pays, jetant les bases de ce qui deviendra les États-Unis et la nation américaine. Ainsi, la conservation des ressources naturelles, aux dires de ces deux experts, était intimement liée au patriotisme et à l'histoire américaine.

Pour ce qui en est du *leadership* si important pour la nation aux yeux de Roosevelt l'article de Hilary Jan Izatt, « The Precedent of a President: Theodore Roosevelt and Environmental Conservation », traite du pouvoir exécutif et de la théorie d'intendance de Theodore Roosevelt<sup>63</sup>. Théorie mettant de l'avant le Président comme l'intendant ou le gardien des intérêts nationaux, il s'agit de l'idéal d'un dirigeant fort et décisif, n'hésitant pas à se servir de tout pouvoir qui lui était conféré. Aux dires d'Izatt, cela était une des principales raisons pour lesquelles Theodore Roosevelt fut en mesure d'accomplir plusieurs actions en conservation, notamment par la proclamation de plusieurs ordres exécutifs. Ainsi, pour elle, le projet de conservation put connaître du succès grâce à cette union de tous les Américains sous les soins d'un Président concerné par les opinions et les volontés de la nation. Pour sa part, Frank W. Solak se pencha sur l'influence du 26<sup>e</sup> Président sur ses successeurs à la Maison Blanche, en termes d'action en conservation. Solak affirma que l'héritage de Roosevelt fut non seulement de développer la conservation, mais aussi de mettre en place un nouveau style administratif présidentiel, basé sur l'action exécutive posée au service de l'intérêt national.

Le *leadership* de Roosevelt existe aussi en lien avec son habileté à s'adresser à la nation au complet comme le dirigeant du peuple américain. Leroy Dorsey, dans *Theodore Roosevelt, Conservation, and the 1908 Governors' Conference*, expliqua que la rhétorique rooseveltienne, diffusée en outre dans les médias, assura une grande portion du succès du projet de conservation du 26<sup>e</sup> Président. Tenant pour acquis que Roosevelt était un orateur habile, Dorsey reprit en fait les propos de Jeffrey Tulis. Auteur de *The Rhetorical Presidency* (1987)<sup>64</sup>, ce dernier avait développé le concept de « rhétorique présidentielle », que Dorsey appliqua alors au domaine de la conservation. Tulis établit la rhétorique comme une partie intégrale de la stratégie politique de

---

<sup>63</sup> Hilary Jan Izatt, « The Precedent of a President: Theodore Roosevelt and Environmental Conservation », *Sigma: Journal of Political and International Studies*, 22, 6, (décembre 2004) : 84-101.

<sup>64</sup> Jeffrey Tulis, *The Rhetorical Presidency*, (New Jersey : Princeton University Press, 1987), 224 p.

Roosevelt. Sans toutefois négliger cette pratique chez d'autres Présidents, Tulis attribua à la rhétorique une plus grande influence dans la prise de décisions chez Roosevelt que chez ses prédécesseurs. Tulis affirma aussi qu'il s'agissait d'une force pour Roosevelt, en termes de son influence auprès du peuple américain. C'est donc pour cette raison que la rhétorique était importante aux yeux de Dorsey pour l'établissement d'un projet fédéral de conservation.

Finalement, en termes d'unité nationale, deux des auteurs qui ont traité de cet aspect en conservation sont Samuel P. Hays et Elmo Richardson. L'objectif de ces derniers dans leurs ouvrages respectifs était de présenter l'évolution du mouvement de conservation à l'époque du tournant du 20<sup>e</sup> siècle. En présentant la conservation dans son entièreté, ils furent en mesure de bien cerner tout l'enjeu national et fédéral de la conservation sous Roosevelt. En fait, Hays fit le tour de toutes les ressources développées à l'époque du 26<sup>e</sup> Président – l'eau, le bois, les pâtures et les ressources sous-terraines, et y présenta les agences, les institutions et les acteurs qui ont contribué à ce développement. En mettant l'accent sur toutes les ressources politiques, économiques, scientifiques et administratives qui ont été mobilisées au niveau fédéral, il fut donc en mesure de montrer en quoi la conservation était une affaire nationale. Plus encore, il utilisa l'expression « *interstate bickerings* » pour qualifier les conflits entre les États au sujet de projets de conservation interétatiques. C'était ici une référence aux difficultés qui pouvaient survenir en l'absence de projets nationaux de conservation dirigés par le gouvernement fédéral. Pour sa part, Richardson plaça la force de Roosevelt dans son habileté à transformer la conservation en un mouvement d'envergure, chapeauté par le gouvernement central du pays. Face aux propos de ces deux auteurs, nous voyons donc que la question de l'unité nationale a effectivement sa place dans la littérature conservacionniste.

Pour sa part, Stephen Ponder fit aussi allusion à cette unité nationale, par l'habileté de Roosevelt « to lead public opinion by skillful management of the news media<sup>65</sup> ». Aux dires de Ponder, le 26<sup>e</sup> Président présenta son projet à tout le peuple américain en organisant une variété d'événements, de voyages et de conférences dans le but de passer un message à toute la nation. Ainsi, l'objectif de Roosevelt était de rejoindre les individus partout au pays et ainsi tenter de les rallier derrière son idée de conservation. C'est pour cette raison que Roosevelt multiplia les

---

<sup>65</sup> Stephen S. Ponder, « 'Publicity in the Interest of the People' », *loc. cit* : 1.

discours et les adresses concernant la conservation, dans le but d'accroître la visibilité de la conservation auprès de tous.

Toutefois, si Hays, Richardson et Ponder mirent de l'avant un propos suggérant l'inclusivité de Roosevelt dans son message et dans ses méthodes, l'historien Gary Gerstle, lui, souligna plutôt les politiques raciales et culturelles de Roosevelt comme facteur d'exclusion de certains individus. Dans son article « Theodore Roosevelt and the Divided Character of American Nationalism<sup>66</sup> », ce spécialiste du nationalisme américain expliqua que le 26<sup>e</sup> Président avait un certain mépris envers certains groupes ethnoculturels et raciaux au sein du pays. Sans toutefois parler de la conservation, il s'agit tout de même d'une thématique en lien avec cet idéal rooseveltien d'unité et qui, comme nous le verrons, se rattache à la conservation.

### **Présentation des sources**

Cet idéal national de Theodore Roosevelt fut largement développé dans une variété de sources provenant directement de la plume ou de la voix du 26<sup>e</sup> Président. Afin de cerner ce qui constitue les grandes lignes et les éléments plus particuliers de cette vision, nous avons retenu plusieurs lettres, discours et ouvrages provenant de Theodore Roosevelt. Pour ce qui est des lettres, à défaut de consulter les lettres originales, nous les avons consultées publiées dans les volumes trois à six de l'ouvrage d'Elting Morison, *The Letters of Theodore Roosevelt*<sup>67</sup>. Historien et auteur, Morison (1905-1990) fut directeur du *Theodore Roosevelt Research Project* au *Theodore Roosevelt Association* et effectua la compilation de ces lettres de Roosevelt entre 1951 et 1954. Les lettres du 26<sup>e</sup> Président étaient adressées à une multitude de gens, incluant des politiciens, des dignitaires et des membres de son entourage personnel, c'est-à-dire, sa famille et ses amis. Dans ses lettres, Theodore Roosevelt écrivit à propos d'une panoplie de sujets, variant de thématiques plus larges comme la politique nationale ou internationale à des événements plus précis comme ceux relevant de sa vie personnelle.

---

<sup>66</sup> Gary Gerstle, « Theodore Roosevelt and the Divided Character of American Nationalism », *The Journal of American History*, 86, 3, (décembre 1999) : 1280-1307.

<sup>67</sup> Les volumes 3 à 6 contiennent les lettres écrites entre 1901 et 1901, soit les années de la Présidence de Roosevelt. Elting Morison, *The Letters of Theodore Roosevelt*, vol 3-6, (Cambridge : Harvard University Press, 1951-1953), 710 p. (vol. 3), 727 p. (vol. 4), 864 p. (vol. 5), 850 p. (vol. 6).

Ensuite, pour ce qui est des discours, les adresses du *State of the Union* ont retenu notre attention, de même qu'une variété d'autres adresses prononcées par Roosevelt tout au long de sa Présidence et de sa carrière en politique, largement sur le thème des ressources naturelles. Nous avons donc inclus dans notre corpus de sources ses adresses entre 1901 et 1908, de même qu'une dizaine d'autres adresses, toutes prononcées à un public varié, c'est-à-dire, des politiciens, des sociétés de conservation et des citoyens ordinaires. Les discours du *State of the Union* nous ont permis de bien cerner l'importance de la conservation au sein des objectifs de Roosevelt dans sa politique nationale et internationale. Pour leur part, les adresses concernant la conservation furent importantes afin de mieux comprendre les idéaux rooseveltiens en matière de ressources et de développements précis. Ainsi, des discours comme celui au *Society of American Foresters* en 1903, au *Grand Canyon* en 1903 ou au *Forest Congress* en 1905 furent utiles afin de juger de la position de Roosevelt face à des thématiques particulières, comme l'utilité des forêts ou bien l'importance des espaces naturels. Le discours de Roosevelt en ouverture de la Conférence des Gouverneurs en 1908 fut particulièrement important, pour plusieurs raisons. Premièrement, Roosevelt y traita de l'évolution de l'emploi des ressources naturelles – des méthodes utilisées par les Égyptiens et les Grecs lors de l'Antiquité, de l'état des ressources à l'ère de la fondation des États-Unis à la fin du 18<sup>e</sup> siècle et des méthodes devenues problématiques à la fin du 19<sup>e</sup> siècle. Deuxièmement, il s'agit d'un discours qui, selon Leroy Dorsey, marqua le début d'un grand changement de mentalité en termes de conservation. Le professeur en histoire à l'Université *Texas A&M* écrivit que « this Governors' Conference included Roosevelt's masterful opening speech that rhetorically positioned conservation in a way that reassessed America's past actions and presaged its possible future if nature was not saved<sup>68</sup> ». Finalement, ce discours demeure très important, en termes de l'avenir des ressources américaines. Roosevelt traita de mesures à prendre dans l'immédiat, notamment l'importance du *Inland Waterways Commission*<sup>69</sup> ou l'importance d'assurer la survie des terres pour le bien-être des générations actuelles, mais aussi des précautions à prendre à long terme « [for] the prosperity of our children and our children's children<sup>70</sup> ».

---

<sup>68</sup> Leroy G. Dorsey, *Theodore Roosevelt, Conservation, and the 1908 Governors' Conference*, *op. cit.*, 14.

<sup>69</sup> Le *Inland Waterways Commission* (IWC) est une commission établie en 1907 par Theodore Roosevelt dans le but de développer les cours d'eau partout au pays. Pour davantage de renseignements à propos du IWC, veuillez consulter le chapitre 2, à la section « Des fleuves fédéraux ».

<sup>70</sup> Roosevelt, « Opening Address by the President », *op. cit.*, 8.

Toujours dans l'intérêt de cibler les sources provenant de Roosevelt lui-même, nous avons aussi retenu trois ouvrages du 26<sup>e</sup> Président, dans lesquels il propose des éléments importants quant à sa vision nationale et aux caractéristiques importantes de la nation. L'ouvrage *Winning of the West*, publié en 4 volumes entre 1889 et 1896, retrace la conquête et le développement de l'ouest américain, de même que le parcours des immigrants européens venus s'installer sur le territoire au 17<sup>e</sup> siècle. Roosevelt y traite des qualités démontrées par ces individus, culminant en la création de la nation américaine. *Winning of the West* est d'autant plus intéressant car, comme nous le verrons, l'Ouest américain vierge – avant d'être développé – fut très important pour Roosevelt, y ayant vécu pendant plusieurs années et ayant stimulé son intérêt pour la nature et les enjeux s'y rattachant. Dans l'optique d'établir les éléments importants de la nation américaine, ce livre fut donc d'une grande utilité<sup>71</sup>. Ensuite, l'ouvrage *American Ideals*, écrit en 1897, traite des idéaux et des valeurs importantes dans la société américaine. Ainsi, il fut important en termes de la vision que Theodore Roosevelt s'était faite de la nation américaine. Non seulement le contenu du livre est-il révélateur, mais la date de parution de l'oeuvre, 1897, l'est tout autant, car il s'agit là de l'époque où Roosevelt commença à occuper un plus grand rôle sur la scène politique nationale. Ainsi, c'est à ce moment-là que Roosevelt commença à voir les enjeux de la nation au complet, lui qui fut Assistant-Secrétaire de la Marine de 1897 à 1898, Vice-Président en 1901 et Président de 1901 à 1909, en plus de servir dans l'armée des États-Unis lors de la guerre face à l'Espagne en 1898. Par conséquent, les propos et les opinions de Roosevelt en 1897 sont représentatifs d'un intérêt marqué pour les valeurs nationales.

Enfin, l'ouvrage le plus important que nous avons utilisé est l'autobiographie de Roosevelt, écrite en 1913, car elle relate nettement la pensée du 26<sup>e</sup> Président sur une variété de sujets, dont les ressources naturelles des États-Unis<sup>72</sup>. L'intérêt de l'autobiographie réside aussi dans la richesse du propos. Non seulement en termes de qualité, mais Roosevelt aborde tous les principaux sujets qui ont marqué sa vie. Ainsi, ce fut l'occasion pour lui d'écrire à propos de certains individus marquants dans sa vie et dans certains secteurs de sa vie publique. Notamment, des grands acteurs en conservation comme Gifford Pinchot et Frederick Haynes Newell – que nous verrons plus en détail dans les prochains chapitres – furent l'objet de plusieurs pages dans

---

<sup>71</sup> Nous avons surtout retenu les propos du premier volume. Theodore Roosevelt, *American Ideals vol. 1*, (New York : The Review of Reviews Company, 1904 [1897]), 372 p.

<sup>72</sup> À cet effet, l'autobiographie de Theodore Roosevelt comporte un chapitre entier consacré aux ressources naturelles, intitulé « The Natural Resources of the Nation », aux pages 393-422.

l'autobiographie de Roosevelt. De la sorte, l'ouvrage constitue non seulement un témoignage sur la vie de Roosevelt, mais offre aussi un bon panorama sur ceux qui ont été dans son entourage.

De plus, non seulement ces ouvrages sont-ils des bons indicateurs de la pensée de Roosevelt – tout comme le sont ses lettres et ses discours, mais offrent aussi une prise de vue de l'idéologie de Roosevelt durant un grand laps de temps, c'est-à-dire, à l'époque de *Winning of the West* (1889), de *American Ideals* (1897) et de son autobiographie (1913). Pour leur part, les lettres et les discours de Roosevelt sont contemporaines à sa Présidence, c'est-à-dire, entre 1901 et 1909. Ainsi, ce corpus de sources nous a permis de bien comprendre et de relater la pensée de Roosevelt pendant une grande partie de sa vie adulte et sa carrière, soit avant, durant et après sa Présidence.

## **Méthodologie**

Avec ces sources, plusieurs facteurs ont été importants à considérer dans l'analyse du contenu. Nous avons commencé en lisant toutes les lettres de Theodore Roosevelt rédigées lors de sa Présidence. De cette manière nous avons pu déterminer lesquelles étaient pertinentes en termes du rôle de la nation et des valeurs et standards nationaux. Des lettres pertinentes, nous avons ensuite pris soin d'en retirer les passages précis qui traitaient de la nation américaine, c'est-à-dire, au niveau des caractéristiques du citoyen et du dirigeant, des principes essentiels de la nation américaine et des valeurs à privilégier pour le bon fonctionnement du pays. Nous avons ensuite répété ce processus avec les discours de Theodore Roosevelt, particulièrement dans ses adresses du *State of the Union* de 1901 à 1908. Nous avons donc pris soin de distinguer les passages qui, à l'instar des lettres, témoignaient des caractéristiques importantes pour la nation selon Roosevelt. Avec en main plusieurs caractéristiques et éléments portant sur la vision nationale de Theodore Roosevelt, nous avons pu les classer selon leur appartenance aux thématiques les plus courantes, et que nous avons déterminé comme étant les valeurs et les principes de la nation américaine, c'est-à-dire, un idéal moral et logique, le patriotisme, le *leadership* et l'unité nationale.

Finalement, l'intérêt de ce processus dans ce mémoire réside dans l'application de ces valeurs nationales au projet de conservation des ressources naturelles. En analysant et en étudiant les grandes lignes et les modalités de la conservation de Roosevelt durant sa Présidence, nous sommes donc restés à l'affût des instances où ces valeurs de la nation furent respectées ou non

dans le projet de conservation. Ainsi, dans les influences, les méthodes et les résultats du projet, nous avons été en mesure de déterminer si la conservation avait été une façon de rester fidèle à ces normes et ces principes si importants dans l'essence et pour le bon fonctionnement de la nation américaine.

## **Division des chapitres**

Afin d'établir le lien entre les valeurs de Roosevelt et son projet de conservation, nous proposons de diviser ce mémoire en trois chapitres. Tout d'abord, nous présenterons une histoire du travail en conservation effectué en dehors du projet national de Roosevelt. Nous verrons les efforts des acteurs, des agences et des dirigeants à l'œuvre avant l'arrivée au pouvoir de Roosevelt. Nous verrons aussi les efforts de Gifford Pinchot, qui joua un rôle crucial dans la réorganisation de la foresterie aux États-Unis, et dont le travail débuta avant même le mandat de Roosevelt à la Maison Blanche en 1901, mais se continua durant l'ère Roosevelt. Ce faisant, nous pourrions mieux comprendre le contexte dans lequel se développa le projet de conservation de celui qu'on surnomma « *The Great Conservationist* ».

Ensuite, nous proposons dans le second chapitre de traiter plus en détail de la vie et de l'œuvre de Theodore Roosevelt, avec un regard davantage axé sur son parcours en naturalisme et en conservation. Nous survolerons les grandes étapes de sa vie avant qu'il ne se lance en politique. C'est dans ce chapitre que nous traiterons en détail de la plateforme fédérale de conservation des ressources naturelles de Roosevelt. Il s'agira ici de l'occasion de présenter les étapes concrètes du plan rooseveltien de développement et d'exploitation des ressources naturelles partout au pays<sup>73</sup>. Nous verrons les causes, les modalités, le déroulement et les résultats du projet de conservation, mais nous proposons aussi de porter une attention particulière aux implications économiques, politiques et scientifiques du projet.

Dans le troisième chapitre, nous traiterons spécifiquement de la vision rooseveltienne de la nation américaine, c'est-à-dire, des normes et des standards prescrits par le 26<sup>e</sup> Président pour la nation et le peuple des États-Unis. Ainsi, grâce à l'étude de Theodore Roosevelt et de la conservation dans les chapitres précédents, nous serons en mesure de retracer cette vision dans la

---

<sup>73</sup> En fait, Roosevelt désirait développer trois grands types d'espaces: les terres publiques, les forêts et les fleuves.

politique fédérale de conservation des ressources naturelles. Nous irons donc dans le détail des lettres, des discours et des ouvrages de Roosevelt, afin d'en faire ressortir les éléments en lien avec sa vision nationale, tout en posant un regard critique quant au caractère exclusiviste du nationalisme rooseveltien. Par conséquent, nous serons donc en mesure de déterminer jusqu'où et en quoi la conservation de Theodore Roosevelt était un projet à caractère national et pour les valeurs de la nation américaine.

Pour ce qui est de l'intérêt de ce mémoire au sein de la littérature, il s'agit d'une étude qui existe en conjonction avec les auteurs ayant écrit sur la conservation rooseveltienne. Ceux-ci ont distingué ce qui, selon eux, a constitué la force de Roosevelt pour mener à terme son projet, que cela soit sous l'angle des valeurs morales (Sheffield et Hawley), du patriotisme (Buehler et Dorsey), de l'unité nationale (Hays et Richardson) ou du *leadership* (Izatt et Solak). En fait, ces angles sont des sujets que Roosevelt avait abordés dans sa propre littérature, et que nous avons interprétés comme les standards essentiels pour la nation américaine selon Roosevelt. Ce mémoire donc s'insère dans la littérature comme une façon de mettre de l'avant les propos et les accomplissements de Theodore Roosevelt en conservation, selon ces angles de l'intérêt national. Ainsi, cette étude intègre le propos des auteurs à une thématique plus large, c'est-à-dire, les implications du projet de conservation sur le standard national et les valeurs nationales privilégiées par Theodore Roosevelt.

## CHAPITRE 1 : PIONNIERS DE LA CONSERVATION

### 1.1. Acteurs, lois et concepts

Afin de bien cerner les débuts de la conservation des ressources naturelles et du mouvement qui s'en rattache, ce chapitre fera le point sur les acteurs, les événements et les concepts qui ont marqué la lutte pour la protection de la nature. Bien que Theodore Roosevelt ait été le premier Président à élever la conservation à un statut de priorité ou d'importance nationale, ce sont toutefois d'autres individus qui ont permis à ce domaine de prendre racine. Par conséquent, il est tout aussi important d'offrir un panorama des événements survenus et des actions accomplies en dehors du projet de Roosevelt. Nous verrons que des hommes tels que Bernhard Fernow et Gifford Pinchot, des lois telles que le *Forest Reserve Act* et le *Forest Management Act* et des principes comme l'interdépendance et la coordination des ressources ou la maximisation du potentiel des terres furent des éléments très importants de la conservation. Ce chapitre sera donc une façon de définir l'utilité de ces individus, de ces mesures et de ces concepts au sein du mouvement de conservation. Par conséquent, nous serons bien en mesure d'établir ce qui permit à Theodore Roosevelt de mettre en œuvre son projet au début du 20<sup>e</sup> siècle.

### 1.2. De l'Europe à l'Amérique : Bernhard Fernow

Aux dires de l'historien Arthur A. Ekirch Jr., la conservation existe en Europe depuis le Moyen-Âge. Il explique que « reforestation extended back in time as far as Charlemagne<sup>74</sup> ». Sans dire qu'il y avait un lien entre la conservation carolingienne du Moyen-Âge et les mesures de conservation aux États-Unis des 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles, nous verrons que plusieurs des connaissances en conservation – surtout en foresterie – furent des idéaux d'inspiration européenne, importés par des individus qui, comme nous le verrons, vécurent ou étudièrent en Europe. Selon le *National Academy of Science*, plusieurs pays étrangers possédaient d'excellents programmes de foresterie, qui devaient servir de modèles pour la foresterie américaine. Pour l'*Academy*, « so many of the general features are common to all foreign forest systems [...] which appear to afford good models

---

<sup>74</sup> Arthur A. Ekirch Jr., « The Utilitarian Emphasis » dans Roderick Nash, éd., *Environment and Americans: The Problem of Priorities*, (Huntington : R. E. Krieger Publishing Co., 1979 [1972]), 39.

for our consideration<sup>75</sup> ». La France, pour sa part, possédait un système d'administration forestière centralisé, en plus de posséder deux écoles de foresterie à Barres et à Nancy<sup>76</sup>. De son côté, l'Allemagne se distinguait par l'efficacité et l'étendue de son programme de conservation. L'historien Gregory Allen Barton désira faire le point sur ce que les États-Unis pouvaient apprendre de l'Allemagne. À cet effet, ce pays avait un système de foresterie très développé, se spécialisant surtout dans « (1) A system of forest management; (2) survey techniques; (3) proper methods of taking inventory ; (4) how to settle rights; (5) how to conduct experiments on measuring the rate of tree growth; and (6) how to suit the soil to a tree<sup>77</sup> ».

Les foresteries française et allemande furent importantes aux États-Unis grâce à deux individus, Bernhard Fernow et Gifford Pinchot. Pionniers dans le domaine, ces deux hommes ont étudié la foresterie en Europe – respectivement en Allemagne et en France. Originaire de Prusse, Fernow fréquenta l'académie forestière de Münden, avant de travailler pour le gouvernement prussien. Dès son arrivée en Amérique en 1876, il se mit rapidement à l'œuvre pour appliquer les principes de conservation forestière allemands au contexte nord-américain. Comme le précisa l'historien et spécialiste du conservationnisme Char Miller, « [...] these principles, which shaped his understanding of the proper role of government in developing, maintaining, and controlling the American landscape, were at once the product of his training in the Prussian Forestry Department ». <sup>78</sup> Une de ses premières contributions à la foresterie américaine fut sa participation au *American Forestry Congress* (AFC) à Cincinnati et à Montréal en 1882. Son implication au sein du *American Forestry Association* ne passa pas sous le silence, vu son accession à la chefferie de la Division de Foresterie du Département d'Agriculture en 1886.

Fernow est reconnu pour son habileté et son aptitude à adapter ses principes philosophiques à un contexte forestier<sup>79</sup>. Il publia tout au long de sa carrière plusieurs œuvres – bulletins, rapports, discours, circulaires et autres – dont *Report upon Forestry Investigations of the United States*

---

<sup>75</sup> National Academy of Sciences, *Report of the National Academy of Sciences for the Year 1895*, (Washington, D.C. : National Academy of Sciences, 1896), 34.

<sup>76</sup> Le succès de l'école de Nancy réside notamment dans l'accueil de plus de 1400 étudiants entre 1824 et 1887. Cité dans National Academy of Sciences, *op. cit.*, 36

<sup>77</sup> Gregory Allen Barton, *Empire Forestry and the Origins of Environmentalism*, (Cambridge : Cambridge University Press, 2004), 15.

<sup>78</sup> Char Miller, « Wooden Politics: Bernhard Fernow and the Quest for a National Forest Policy, 1876-1898 », dans Harold K. Steen, éd., *The Origins of National Forests*, (Durham : Forest History Society, 1992), 288.

<sup>79</sup> *Ibid.*

*Department of Agriculture 1877-98* (1899), une de ses principales publications<sup>80</sup>. En fait, malgré le fait que sa vision et sa contribution soient souvent à l'ombre de celle de son successeur à la Division de Foresterie, Gifford Pinchot, on juge toutefois que ce sont les efforts de Fernow qui sont à la base de la foresterie moderne. Aux dires de l'historien et ex-président du *Forest History Society* Harold K. Steen, « Pinchot built Fernow's legacy into a powerful conservation movement<sup>81</sup> ». Quoique Fernow ne fut pas une des grandes têtes d'affiche en conservation au 20<sup>e</sup> siècle, comme le furent Pinchot, Roosevelt et d'autres, sa contribution fut assurément importante pour le développement de la foresterie. Pour Steen « his report [*Forestry Investigations and Work of the Department of Agriculture*] provides a rich reference to American forestry during the last two decades of the nineteenth century<sup>82</sup> ».

Malgré ses compétences en foresterie, Bernhard Fernow demeura peu investi et mal équipé à participer à l'aspect politique de la conservation<sup>83</sup>. Il contribua tout de même à l'établissement des premières réserves forestières fédérales aux États-Unis. En 1888, il proposa le projet de loi S. 1779 – *for the Protection and Administration of the Forest on the Public Domain*. Élaboré entre les murs du *American Forestry Association*, le projet de Fernow prévoyait l'interdiction pour quiconque de s'installer à proximité de la source d'un cours d'eau, l'inspection annuelle des forêts publiques par un corps exécutif, la protection des aires boisées par les forces de la Marine et le droit au Président américain de créer des réserves forestières<sup>84</sup>. Bien que ces mesures étaient pour le moins inhabituelles, la dernière proposition, au sujet des réserves forestières sera, comme nous le verrons, très importante pour la suite des choses en conservation. Pour sa part, Gifford Pinchot fut impressionné par la proposition de Fernow et écrivit que « there was no little good in it, and it was the ancestor of many bills that followed<sup>85</sup> ». À cet effet, parmi les mesures du projet de 1888, le concept de réserves forestières fut retenu par les autorités gouvernementales et le *Forest Reserve Act* fut promulgué en 1891. Grâce à la nouvelle loi, le Président des États-Unis obtint alors la permission de réserver des aires forestières à des fins de protection. On pouvait y lire :

---

<sup>80</sup> Bernhard E. Fernow, *Report upon Forestry Investigations of the United States Department of Agriculture 1877-98*, (Washington D.C. : United States Department of Agriculture, 1899), 401 p.

<sup>81</sup> Steen, « Bernhard Fernow on Forest Influences and Other Observations », *Forest History Today Spring/Fall 2005 Issue* : 30.

<sup>82</sup> *Ibid*, 27.

<sup>83</sup> *Ibid*.

<sup>84</sup> Pinchot, *Breaking New Ground, op. cit.*, 84.

<sup>85</sup> *Ibid*.

« The President of the United States may, from time to time, set apart and reserve, in any state or territory having public land bearing forests, in any part of the public lands, wholly or in part covered with timber or undergrowth, whether of commercial value or not, as public reservations; and the President shall, by public proclamation, declare the establishment of such reservations and the limits thereof<sup>86</sup> ».

Toutefois, même si l'antécédent direct de cette loi fut l'effort de Fernow, elle avait un autre antécédent, la *Timber Culture Act* de 1873. Cette loi avait créé un système de récompenses afin de promouvoir la plantation d'arbres. À cette époque, le manque d'arbres contribuait largement à la sécheresse dans plusieurs régions des États-Unis. Afin de pallier ce problème, les *homesteaders*<sup>87</sup> pouvaient, sous les dispositions du *Timber Culture Act*, obtenir une subvention de 160 acres de terre sans frais, à condition de s'engager à planter et faire vivre un certain nombre d'arbres sur un quart de ce terrain<sup>88</sup>. Ainsi, si les conditions étaient remplies, ces colons pouvaient donc devenir officiellement propriétaires de la terre et y poursuivre leurs activités.

Comme plusieurs individus jugeaient les conditions du programme très ardues, le taux de réussite fut assez bas. D'après le géographe C. Barron McIntosh, « [farmers] found the requirements of this law nearly impossible to meet. [...]»<sup>89</sup>. Dans son rapport annuel de 1888, le *General Land Office* rapporta certains points de vue dans différentes régions du pays :

« Mitchell, Dakota . . . It is valueless as now constructed as a means of securing . . . any sort of a growth of forest trees or other timber.

Garden City, Kansas . . . It is almost impossible to raise trees here without irrigation at great expense.

The Dalles, Oregon . . . The really successful cultivation of timber in this district is a rare exception<sup>90</sup> ».

S'ajoutant à la difficulté de répondre aux conditions, il y existait aussi un problème de fraude. Pour plusieurs, la loi de 1873 était une façon d'obtenir une terre gratuitement pendant treize années. Dans plusieurs cas, « farmers and ranchers saw the law as a way to get free use of the land

---

<sup>86</sup> Cité dans Gerald W. Williams, *The USDA Forest Service – The First Century*, (Washington D.C. : USDA Forest Service Office of Communication, 2005), 8.

<sup>87</sup> Les *homesteaders* étaient des individus qui s'installaient sur des terres inhabitées des États-Unis, surtout dans les grandes plaines centrales du pays et éventuellement vers l'ouest du pays. Ils subsistaient surtout grâce à leur propre production agricole. Leur importance fut dans le peuplement graduel de l'ouest américain, majoritairement vierge et inhabité jusque lors des premières décennies du 20<sup>e</sup> siècle.

<sup>88</sup> C. Barron McIntosh, « Use and Abuse of the Timber Culture Act », *Annals of the Association of American Geographers*, 65, 3, (septembre 1975) : 349.

<sup>89</sup> *Ibid.*

<sup>90</sup> General Land Office, *General Land Office Report, 1888*, cité dans McIntosh, *loc. cit.* : 360.

for 13 years. They filed a claim, but did not prove up. In the meantime, they could raise a crop or graze their cattle without investing in land or a house<sup>91</sup> ». Face à une loi devenue problématique et à la suggestion de Fernow d'établir des réserves forestières fédérales, le *Federal Reserve Act* de 1891 arriva comme un vent de changement. De son nom officiel, « *A Bill to Repeal the Timber Culture Act* », la loi de 1891 constitua donc une façon de remédier au problème de fraude et de conditions impossibles du *Timber Culture Act*, en plus de permettre au Président de réserver des territoires forestiers, de sorte à les protéger.

De ce fait, la conservation des ressources naturelles – dans ce cas, la gestion des forêts – passa entre les mains du gouvernement fédéral, plutôt que de laisser libre champ aux *homesteaders* d'adhérer ou non à l'idéal de conservation<sup>92</sup>. Approuvée et signée par le Président Benjamin Harrison, la loi de 1891 eut l'effet désiré en 1893. Le nombre de forêts nationales passa d'une seule forêt en 1891 à quinze en 1893, représentant alors 13 417 000 acres de territoire<sup>93</sup>. Par contre, la loi de 1891 ne contenait aucune disposition pour leur administration. La seule clause qui traitait de l'emploi des réserves forestières était une série de notices placées aux limites des réserves et dans les journaux. Par cette notice,

« all persons are hereby warned not to settle upon, occupy, or use any of these lands for agricultural, mining, or other business purposes; nor to cut, remove, or use any of the timber, grass, or other natural products thereof, except under such regulations as may hereafter be prescribed<sup>94</sup> ».

Avec l'interdiction de s'installer dans les forêts, ce fut ici un avant-goût du débat entre conservation et préservation, qui éclata en 1896 avec le conflit entre John Muir et Gifford Pinchot<sup>95</sup>. De ce fait, plusieurs entrepreneurs s'indignèrent contre l'impossibilité d'y installer leurs activités économiques, notamment l'industrie du *lumber*. Pour Gifford Pinchot, « the attitude of Western people toward public timber was natural and inevitable. Without lumber there could be

---

<sup>91</sup> State Historical Society of North Dakota, « Section 3: Timber Culture Act », 5 juin 2018, <https://www.ndstudies.gov/gr8/content/unit-iii-waves-development-1861-1920/lesson-2-making-living/topic-4-federal-legislation/section-3-timber-culture-act>.

<sup>92</sup> Sous le *Timber Culture Act* en 1873, la plantation et la protection d'arbres restaient entre les mains des *homesteaders*, qui pouvaient décider ou non d'adhérer au système entériné par la loi de 1873.

<sup>93</sup> United States Department of Agriculture (USDA), *Land Areas of the National forest System*, (Washington, D.C. : United States Forest Service, 2011), 243.

<sup>94</sup> Cité dans John Fedkiw, « National Forests and the Performance of the Organic Act of 1897 », *Forest History Today*, 1998 Issue, (1998) : 13.

<sup>95</sup> Pour davantage de renseignements au sujet de la relation entre John Muir et Gifford Pinchot, veuillez consulter l'introduction, aux lignes portant sur Muir.

no development<sup>96</sup> ». Avec cette opinion publique de plus en plus présente, certains politiciens saisirent l'occasion afin d'introduire cette question économique dans l'arène politique. En 1893, le représentant du Congrès Thomas McRae de l'Arkansas présenta le *McRae Bill*, dont l'objectif principal était d'offrir une marge de liberté aux entrepreneurs et aux individus voulant s'y établir. Ce dernier désirait laisser les « prospectors, miners, farmers, herdsmen, and all American citizens, under proper restrictions, enter and labor, do their mining, cutting that timber which is authorized to be cut, and no other<sup>97</sup> ».

Plus encore, même si le *Forest Reserve Act* fut en mesure de satisfaire le désir de certains de voir des forêts intactes et inchangées par l'action humaine, sauvegardant ainsi ce que John Muir qualifie de « *non-economic values*<sup>98</sup> », il restait toutefois des enjeux à régler, puisque certaines forêts demeuraient exposées à des fléaux destructeurs. En 1900, 70 % des forêts au pays demeuraient sous propriété privée, et par conséquent, nullement soumises à la réglementation fédérale<sup>99</sup>. En l'absence de restrictions, il était possible d'y couper les arbres librement. De ce fait, non seulement la déforestation était-elle un grand enjeu, mais des fléaux tels que les feux de forêts, les maladies des arbres et l'érosion par le vent et l'eau continuaient à ravager les forêts. À cet effet, les forêts étaient aux prises avec une déforestation accélérée – près de 3500 hectares d'arbres étaient coupées quotidiennement pour laisser place à l'agriculture – l'éclatement de feux de forêts, rasant annuellement entre 8 et 20 million d'hectares, et une érosion significative à certains endroits<sup>100</sup>.

Dans une logique de défense des ressources naturelles, le *Forest Reserve Act* semblait de moins en moins pertinent. Les 30% des aires forestières au pays qui étaient sous juridiction fédérale étaient donc peu utiles, voire inutiles, en termes de potentiel économique et récréatif<sup>101</sup>. De plus, l'absence d'intervention laissait celles-ci à la merci des aléas naturels, sans que quiconque ne

---

<sup>96</sup> Pinchot, *Breaking New Ground*, *op. cit.*, 86.

<sup>97</sup> Cité dans United States Congress, *Congressional Record: Proceedings and Debates of the Fifty-Third Congress*, (Washington, D.C. : United States Congress, 1893), 2433.

<sup>98</sup> Plutôt que de voir la forêt par son potentiel économique et utilitaire, John Muir voyait la forêt pour les sentiments qu'elle peut procurer à l'être humain et à sa valeur abstraite, c'est-à-dire, « non-économique ». Cité dans John M. Meyer, « Gifford Pinchot, John Muir », *loc. cit.* : 284.

<sup>99</sup> Douglas MacCleery, « Re-inventing the United States Forest Service: Evolution from Custodial Management, to Production Forestry, to Ecosystem Management », 5 juin 2018, <http://www.fao.org/docrep/010/ai412e/AI412E06.htm>.

<sup>100</sup> *Ibid.*

<sup>101</sup> *Ibid.*

puisse les protéger. C'est pour cette raison qu'il s'agissait, selon certains, de « useless protection of dead timber<sup>102</sup> ».

Spécifiquement, lorsque ces critiques parlaient de « *dead timber* », ils s'opposaient à la quantité de réserves forestières, mais aussi à la superficie des réserves.<sup>103</sup> La proclamation du 22 février 1897 par le Président Grover Cleveland provoqua le mécontentement de plusieurs politiciens de l'ouest du pays. Ce dernier utilisa son pouvoir présidentiel pour établir ou agrandir 13 réserves forestières, totalisant plus de 21 milliards d'acres<sup>104</sup>. Bien que Cleveland eût reçu la recommandation du *National Academy of Science* de procéder à ces changements<sup>105</sup> et était en toute légalité de poser un tel geste, il reçut malgré tout une part d'opposition. Des politiciens de l'ouest, notamment le représentant au Congrès Thomas Carter du Montana, qualifièrent cet acte d'un affront aux intérêts du peuple et à leurs représentants élus<sup>106</sup>. Le grief du sénateur Carter ne se plaçait pas en lien avec la nécessité de réserves forestières, mais avec l'autorité présidentielle, jugée trop élevée, de Cleveland.

L'autre source de mécontentement quant aux nouveaux territoires protégés était la supposée insouciance dans l'établissement des frontières des réserves et, encore une fois, le manque à gagner relié au potentiel économique des forêts. À cet effet, on jugea que « the boundaries of the new reserves were carelessly drawn and included much land better suited for mining, agriculture and other pursuits<sup>107</sup> ». Plus encore, les législatures de certains États demandèrent même l'abolition de l'ordre de Cleveland. Carter présenta au Sénat une résolution expliquant que « we, the legislative assembly of the State of Montana [...] respectfully request that this order be at once revoked<sup>108</sup> ». Finalement, face aux opposants et aux problèmes découlant du

---

<sup>102</sup> Richardson, *The Politics of Conservation*, *op. cit.*, 1

<sup>103</sup> Les Présidents Harrison et Cleveland avaient créé entre 1891 et 1893 un total de 15 réserves forestières, totalisant 18 millions d'acres de terrain, mais n'en n'ont créé aucune entre 1893 et 1897. Les actions de Cleveland furent donc ce qui provoqua le mécontentement des certains et ce qui les poussa à exprimer publiquement leur mécontentement. Cité dans Williams, *The USDA Forest Service*, *op. cit.*, 8.

<sup>104</sup> En raison de la date de la proclamation de Cleveland, le 22 février, soit l'anniversaire de George Washington, la série de réserves créées ou agrandies était surnommée *Washington's Birthday Reserves*.

<sup>105</sup> À propos du rapport, on peut y lire: « You will observe that the report recommends the establishment of thirteen additional forest reservations, containing an aggregate area 21,379,840 acres », cité dans National Academy of Sciences (NAS), *Report of the National Academy of Sciences*, *op. cit.*, 17.

<sup>106</sup> Richardson, *op. cit.*

<sup>107</sup> James E. Bernstein, et al. « Clearcutting: Can You See the Forest for the Trees? », *Environmental Law*, 5, (1974): 96.

<sup>108</sup> United States Congress, *Congressional Record: Proceedings and Debates of the Fifty-Fourth Congress*, (Washington D.C. : United States Congress, 1897), 2548.

*Forest Reserve Act*, le Congrès favorisa une loi assurant une meilleure gestion des réserves forestières; le *Organic Act of 1897*, mieux connue sous le nom de *Forest Management Act*. Par définition, c'était une loi qui permit au Secrétaire de l'Intérieur d'établir un plan de gestion des réserves forestières. Selon les dispositions de la nouvelle législation « the Secretary of the Interior shall make provisions for the protection against destruction by fire and depredations upon the public forests and forest reservations [...] to regulate their occupancy and use and to preserve the forests thereon from destruction<sup>109</sup> ».

En somme, la nouvelle loi concernait l'entièreté du territoire forestier protégé auparavant, les 21 milliards d'acres de forêts établis par Cleveland et toutes celles qui seraient placées sous réserve dans le futur, afin qu'elles soient soumises à une réglementation toute nouvelle. Ces nouveaux standards de gestion, orchestrés et exécutés par le *General Land Office* – une division du Département de l'Intérieur – permirent d'implanter une série de mesures afin d'assurer un développement plus adéquat des forêts. Le *Land Office* se vit ainsi confier la tâche de contrôler l'exploitation des ressources par les compagnies minières, hydroélectriques et de bois et les éleveurs, de protéger les arbres contre les maladies et les feux de forêt et d'assurer la régénération des forêts, notamment par de meilleures techniques de coupe et de reforestation. Le *Forest Management Act* avait aussi certaines dispositions permettant au Département de l'Intérieur de s'immiscer dans les efforts de développement des aires boisées du domaine public<sup>110</sup>. Il s'agissait de la permission pour le *General Land Office* de réserver certaines sommes d'argent afin d'effectuer des études sur les terres forestières du domaine public. Somme toute, l'objectif était de mettre l'accent sur le développement de toutes les forêts, que cela soit dans les réserves forestières ou bien dans les espaces boisés du domaine public. Concrètement, on donna au Commissaire du *Land Office* le mandat d'octroyer de plus larges sommes d'argent « for the survey and resurvey of lands heavily timbered, mountainous, or covered with dense undergrowth<sup>111</sup> ».

---

<sup>109</sup> United States Congress, *The Statutes at Large of the United States of America [...] vol. XXX*, (Washington, D.C. : United States Congress, 1899), 35.

<sup>110</sup> Le domaine public est constitué des terres qui appartiennent à l'ensemble des citoyens, sans distinction. Ainsi, le développement de ces terres devait se faire selon la volonté des citoyens, c'est-à-dire, grâce aux décisions des dirigeants élus au gouvernement et au Congrès. À l'inverse, même si les réserves forestières appartenaient aussi à la nation, leur développement restait la responsabilité du gouvernement fédéral.

<sup>111</sup> *Ibid*, 33.

### 1.3. *Forest Management Act*

De son vrai nom, le *Forest Service Organic Administration Act* permit au gouvernement fédéral d'étendre sa juridiction sur toutes les réserves forestières au pays. Il s'agissait d'une étape franchie vers l'implantation d'une politique fédérale de conservation. Plus encore, non seulement cela était-il une façon pour le gouvernement fédéral de gérer le tout à sa façon, mais se distingua aussi par la création de nouvelles collaborations et l'adoption de nouveaux concepts de conservation.

À cet effet, une des nouveautés dans le *Forest Management Act* fut la collaboration entre les agences gouvernementales. Sous les dispositions du *Forest Reserve Act* de 1891, le Département de l'Intérieur possédait la juridiction face aux forêts, mais aucun de ses fonctionnaires n'étaient des experts en foresterie; plutôt des politiciens assignés à la supervision des forêts. Toutefois, dès 1897, le *Forest Management Act* changea cette situation; le *General Land Office* fit preuve d'une certaine ouverture face aux conseils externes. Sans avoir un rôle officiel dans l'administration des forêts, la Division de Foresterie du Département d'Agriculture put néanmoins servir de conseiller auprès de son homologue au *Land Office*. En plus de se doter des conseils de la Division, le Département de l'Intérieur décida de déléguer ses experts du *United States Geological Survey* (USGS) afin de mener les inspections et la cartographie en forêt. Ainsi, « the surveys herein provided for [would] be made, under the supervision of the Director of the Geological Survey [...] »<sup>112</sup>. En somme, ce sont trois groupes – le *General Land Office*, le *Forestry Division* et le *Geological Survey* – qui purent joindre leurs forces afin d'assurer la gestion des forêts.

Plus encore, l'établissement du *Forest Management Act* en 1897 fut lui aussi le fruit d'une étroite collaboration. En 1896, le Secrétaire de l'Intérieur Hoke Smith avait fait appel au *National Academy of Sciences (NAS)* afin de mener une enquête et de publier un rapport sur la condition des forêts. Mis à part la recommandation de créer 21 milliards d'acres de réserves forestières, le document du *Academy* fut aussi à la base de la création du *Forest Management Act*. À cet effet, « the study led to the Organic Administration Act of 1897 (30 Stat. 34-36), which established

---

<sup>112</sup> *Ibid*, 34.

standards for the use and protection of the Nation's forest reserves<sup>113</sup> ». Tout compte fait, cette collaboration et ces standards uniformes furent des composantes importantes pour la transformation de la conservation en un enjeu fédéral au tournant du 20<sup>e</sup> siècle.

La loi de 1897 introduit et mit aussi de l'avant quelques nouveaux principes en conservation. Tout d'abord, le *Forest Management Act* fit allusion à l'interdépendance et la coordination des ressources. Dans le texte accompagnant la loi, nous pouvons constater l'emploi des termes comme « *supply of timber* » et « *continuous water supply* ». En fait, le *Forest Management Act* concrétisa l'idée selon laquelle les arbres et les cours d'eau sont essentiels les uns pour les autres. Ce faisant, l'effort de protection des arbres allait contribuer à conserver les cours d'eau, et vice versa. Comme le mentionna Kevin Dennehy du *Yale School of Forestry*, « that's what that late-19<sup>th</sup> early-20<sup>th</sup> century generation understood: that there's a link between forest health and water flows<sup>114</sup> ».

L'autre concept mis de l'avant en 1897 est la classification de terres. La loi stipula « the intention to exclude from these reservations, as far as possible, lands that are more valuable for the mineral therein, or for agriculture, than for forest purposes<sup>115</sup> ». En d'autres mots, on proposa de diviser les terres selon les ressources que l'on y trouvait, que cela soit des minéraux, du bois, de l'eau, des terres agricoles ou d'autres. Avec ce procédé, il était donc possible de distinguer quels endroits seraient les plus aptes à accueillir un type d'exploitation. L'objectif ultime était de déterminer quel type de développement était le plus profitable d'installer sur un territoire donné, de sorte à maximiser le potentiel des lots de terres, en tenant compte de la quantité et de la qualité des ressources.

#### **1.4. Gifford Pinchot : de Biltmore à Washington**

Dans cet élan d'efficacité et de maximisation du potentiel des terres, l'homme qui se démarqua rapidement comme un des *leaders* en conservation et plus particulièrement en foresterie

---

<sup>113</sup> Robert D Baker, Robert S. Maxwell et. al., *Timeless Heritage: A History of the Forest Service in the Southwest*, (College Station : USDA Forest Service, 2008), 56.

<sup>114</sup> Kevin Dennehy, « First Forester: The Enduring Conservation Legacy of Gifford Pinchot », 28 mai 2018. [<http://environment.yale.edu/news/article/first-forester-the-conservation-legacy-of-gifford-pinchot/>].

<sup>115</sup> United States Congress, *The Statutes at Large of the United States of America [...] vol. XXX, op. cit.*, 35.

est Gifford Pinchot. Après Bernhard Fernow, Pinchot fut le second individu à étudier la foresterie en Europe avant de rentrer en Amérique. Il accéda à la chefferie de la Division Forestière en 1898.

Gifford Pinchot étudia à la prestigieuse école de foresterie de Nancy, en France, de 1889 à 1890. S’inspirant de l’héritage de Fernow, il reçut de grands éloges pour son travail en foresterie. Dans son autobiographie, Theodore Roosevelt affirma que « Gifford Pinchot is the man to whom the nation owes most for what has been accomplished as regards the natural resources of our country<sup>116</sup> ». Pour sa part, Char Miller insista sur les efforts de Pinchot, dans un domaine tout nouveau. Ainsi, « [...] Pinchot’s single-minded (and at times single-handed) conversion of a hesitant nation to the cause of forestry and conservation<sup>117</sup> ».

Effectivement, le champ d’études de la foresterie était relativement nouveau lorsque Pinchot revint en Amérique. À cet effet, aux dires de Roosevelt « he [Gifford Pinchot] was practically breaking new ground<sup>118</sup> ». Seulement quelques individus – notamment Nathaniel H. Egleston de la Division de Foresterie, Bernhard Fernow et le Dr. Franklin Hough du Bureau de Foresterie – y avaient travaillé avant lui. Cependant, malgré leur expertise et leur volonté de pouvoir développer le domaine, la loi leur offrait peu de possibilités. Le problème, disaient-ils, demeurait dans leur incapacité à agir. Au lieu de confier la gestion des réserves aux spécialistes de la Division de Foresterie – renommée le Bureau de Foresterie en 1901 – la loi de 1897 chargea plutôt le *General Land Office* de gérer les forêts. Malheureusement pour elle, le rôle de la Division se limita à quelques conseils auprès du *Land Office*.<sup>119</sup> Même si cela pouvait contribuer à la collaboration entre les différentes agences forestières, cela restait insuffisant aux yeux de plusieurs. Pour Gifford Pinchot, il était déplorable que le *Bureau* soit « entirely without authority to carry out the measures necessary to the preservation and proper use of the 62,000,000 acres of forest set aside by the authority of Congress as Forest Reserves [...]<sup>120</sup> ». Face à la supposée incompétence des fonctionnaires du *Land Office*, Pinchot lutta pour que le domaine de la foresterie soit géré par

---

<sup>116</sup> Roosevelt, *Autobiography*, *op. cit.*, 394

<sup>117</sup> Char Miller, *Gifford Pinchot and the Making of Modern Environmentalism*, (Washington: Island Press, 2001), 78.

<sup>118</sup> Roosevelt, *op. cit.*, 294. Les propos de Roosevelt sont d’autant plus intéressants puisque non seulement le point central de travail de Pinchot était le sol – « *ground* » en anglais, mais l’autobiographie de ce dernier, publiée en 1947, s’intitule *Breaking New Ground*.

<sup>119</sup> Williams, *The USDA Forest Service – The First Century*, *op. cit.*, 17.

<sup>120</sup> Pinchot, *Breaking New Ground*, *op. cit.*, 242.

des individus qualifiés pour comprendre les modalités de la foresterie<sup>121</sup>. Il gagna son pari en 1905, comme nous le verrons, avec le *Transfer Act*<sup>122</sup>. En attendant, le parcours de Pinchot demeure tout aussi important pour comprendre sa contribution au mouvement de conservation aux États-Unis.

Né en 1865 de James et Mary Eno Pinchot à New York, Gifford Pinchot venait d'une famille ayant fait fortune dans l'industrie du bois. Motivé par des pressions financières et par les dommages environnementaux engendrés par la déforestation, James encouragea son fils à étudier la foresterie. N'ayant pas travaillé dans le domaine, il y voyait toutefois l'importance. Il jugeait la conservation comme un gage de réussite individuelle et commerciale, mais aussi comme une composante importante du « *national welfare*<sup>123</sup> ». Pareillement, Gifford Pinchot fit son choix de carrière selon une logique de bienfaits pour le monde et pour la nation. Il confia son « lively and deep-seated desire to be of use in the world, and occasional questionings as to whether [he] could best serve as a minister, a doctor, or a forester<sup>124</sup> ». Pendant toute sa vie, il tint un discours imprégné de souci pour le bien-être public. Dans son ouvrage *The Fight for Conservation*, il écrivit que « conservation means the greatest good to the greatest number for the longest time<sup>125</sup> ».

Plus encore, pour lui, la conservation signifiait l'extension du bien commun et la continuation des valeurs fondatrices des États-Unis. Faisant directement référence à la Déclaration d'Indépendance des États-Unis, Pinchot établit le lien entre la conservation et le patriotisme en affirmant que « so long as oppressed by the lack of such ownership and control [of resources], so long will they [the people] continue to be cheated of their right to life liberty and the pursuit of happiness<sup>126</sup> ». Face à ce désir de servir la nation et de répondre aux principes américains, il voyait aussi en la conservation le moyen d'exprimer la démocratie. Selon ses dires « conservation is the most democratic movement this country has known for a generation<sup>127</sup> ». Concrètement, Pinchot

---

<sup>121</sup> On s'attaqua à eux comme des « *clerks wholly without knowledge of forestry* », cité dans Roosevelt, *Autobiography*, *op. cit.*, 399.

<sup>122</sup> Le *Transfer Act* était une loi qui transférait la gestion des forêts au Département d'Agriculture, sous les auspices du tout nouveau *United States Forest Service*. Pour davantage de renseignements, veuillez voir la section intitulée « United States Forest Service » du présent chapitre.

<sup>123</sup> Pinchot, *Breaking New Ground*, *op. cit.*, 2.

<sup>124</sup> *Ibid.*, 5

<sup>125</sup> *Id.*, *The Fight for Conservation*, (New York : Doubleday, Page & Company, 1910), 48.

<sup>126</sup> *Id.*, *Breaking New Ground*, *op. cit.*, 506. À cet effet, la Déclaration d'Indépendance des États-Unis dit : « [...] *unalienable Rights, that among these are Life, Liberty and the pursuit of Happiness* », cité dans National Archives, « Declaration of Independence: A Transcription », 16 mai 2019, <https://www.archives.gov/founding-docs/declaration-transcript>.

<sup>127</sup> Pinchot, *The Fight for Conservation*, *op. cit.*, 81.

jugeait que la prospérité d'une nation reposait sur la disponibilité des ressources naturelles. À cet effet, dit-il, « if we are to have prosperity in this country, it will be because we have an abundance of natural resources available for the citizen<sup>128</sup> ».

Dans le but d'en apprendre autant que possible sur la discipline qui faisait l'objet de sa passion, Gifford Pinchot se dirigea vers l'Université Yale afin de suivre plusieurs cours en lien avec la foresterie – l'astronomie, la botanique, la géologie et la météorologie. Malgré son enthousiasme envers la discipline, les principaux experts aux États-Unis, notamment le Dr. George B. Loring et le professeur Charles S. Sargent de l'Université Harvard, n'entrevoyaient pour lui aucune possibilité de carrière dans le domaine. Selon eux, « [...] there was little chance to find work in Forestry. And little need for it anyhow, because "there was no centralized monarchical power," and because the country was so vast and [its] growth so rapid<sup>129</sup> ». Par contre, puisque la foresterie était déjà développée en Europe, Pinchot se dirigea vers l'École nationale forestière de Nancy, en France.

Après un séjour d'une année à l'institution française, il put mettre à profit ses connaissances sur le domaine de l'entrepreneur George Vanderbilt – le *Biltmore Estate* – en Caroline du Nord. Motivé, mais aussi désœuvré par l'absence de protection des forêts, Gifford Pinchot arriva à *Biltmore* en mission. Plusieurs années plus tard, il fit part de son mécontentement dans son autobiographie. Il écrivit : « When I came home [from France] not a single acre of Government, State, or private timberland was under systematic forest management anywhere on the most richly timbered of all continents<sup>130</sup> ». Appelé à gérer la forêt du large domaine, Pinchot affirma que son travail représentait la première application pratique de techniques forestières aux États-Unis. La forêt au *Biltmore Estate* « was the first piece of woodland in the United States to be put under a regular system of forest management whose object was to pay the owner while improving the forest<sup>131</sup> ». Son objectif était d'améliorer la santé générale de la forêt, c'est-à-dire, de créer des programmes de reforestation, d'implanter des meilleures techniques de coupe afin de réduire le gaspillage de bois et de prendre des mesures afin de diminuer le risque de feux de forêt, tout en augmentant les profits générés par la vente de ressources. Au terme de son mandat à *Biltmore*,

---

<sup>128</sup> *Ibid.*, 102.

<sup>129</sup> Pinchot, *Breaking New Ground*, *op. cit.*, 5.

<sup>130</sup> Cité dans Williams, *The USDA Forest Service – The First Century*, *op. cit.*, 14.

<sup>131</sup> Pinchot, *Breaking New Ground*, *op. cit.*, 50.

Pinchot déclara que ses efforts avaient permis de récolter 1 220, 56 dollars<sup>132</sup>. Par conséquent, il lança : « to that extent we made it pay<sup>133</sup> ». En somme, il voulut démontrer que la meilleure façon de protéger la forêt était de l'utiliser. La forêt Biltmore « could be made to prove what America did not yet understand, that trees could be cut and the forest preserved at one and the same time<sup>134</sup> ».

Le travail de Pinchot dans le *Biltmore Estate* fut d'une courte durée – de février à août 1892 – mais ce dernier sut donner à la foresterie la reconnaissance qu'il désirait. En 1893, à l'occasion de l'exposition universelle de Chicago, Pinchot eut l'occasion de présenter son travail. Dans une présentation servant à montrer les résultats de ses efforts, Pinchot mit l'accent sur l'avant et l'après de son travail à Biltmore. Son objectif était de prouver qu'il était possible de faire revivre et d'améliorer une forêt<sup>135</sup>. Plus encore, le dépliant de l'exposition – *Biltmore Forest: An Account of its Treatment, and the Results of the First Year's Work*<sup>136</sup>, rédigé par Gifford Pinchot – fut un réel succès. Distribué gratuitement, Pinchot y détailla ses objectifs, son travail et ses résultats<sup>137</sup>. Jugeant de la popularité du document, le propriétaire du domaine, George Vanderbilt, commanda dix mille copies additionnelles, « for the good of the forestry cause<sup>138</sup> ». De son côté, Pinchot envoya plusieurs exemplaires à des journaux et à des éditeurs partout au pays. Selon ses dires, « forestry was gaining ground not only in the woods but also in print and conversation »<sup>139</sup>.

Plus encore, le travail de Pinchot suscita des réactions favorables dans le cadre professionnel de la foresterie et dans les médias. Pour sa part, Sir Dietrich Brandis, botaniste et forestier européen, avait pour Pinchot des propos encourageants. Il lança: « the successful management of a large forest area in your own hands will, as far as I can see, make you master of the position in the U.S<sup>140</sup> ». D'autres virent plutôt le travail de Pinchot à une échelle plus globale.

---

<sup>132</sup> *Ibid.*, 54.

<sup>133</sup> *Ibid.*

<sup>134</sup> *Ibid.*, 49.

<sup>135</sup> Justement, Pinchot mit l'accent sur des illustrations montrant la forêt avant et après son travail au *Biltmore Estate*.

<sup>136</sup> Pinchot, *Biltmore Forest: The Property of Mr. George W. Vanderbilt; an Account of Its Treatment, and the Results of the First year's Work*, (Chicago : The Lakeside Press R. R Donnelly & Sons Co.), 1893, 46 p.

<sup>137</sup> Ces renseignements incluaient des données météorologiques, topographiques et économiques, les types d'arbres, des méthodes forestières et plusieurs images.

<sup>138</sup> Harold Pinkett, *Gifford Pinchot Public and Private Forester*, (Chicago: University of Illinois Press, 1970), 26.

<sup>139</sup> Pinchot, *Breaking New Ground*, *op. cit.*, 57.

<sup>140</sup> Brian Balogh, *The Associational State: American Governance in the Twentieth Century*, (Philadelphia: University of Pennsylvania Press, 2016), 59.

Le journal d'horticulture, d'art paysager et de foresterie *Garden and Forest* publia en 1894 un éditorial disant que « the appearance of the short report [le pamphlet de Pinchot] ... marks what must be considered a most important step in the progress of American civilization [...] »<sup>141</sup>.

Au-delà de cette préoccupation pour la foresterie et du prestige de Pinchot, le discours utilisé en relation avec l'œuvre de Pinchot au *Biltmore Estate* révèle une mesure de fierté nationale et d'intérêt pour le bien-être de la nation et du peuple américain. La revue *Forest and Stream* publia en 1894 une colonne portant sur le travail de Pinchot et se réjouit face au « work which promise[s] to yield results to the utmost value to the general public<sup>142</sup> ». On parla du travail de Pinchot comme « a service to his country of the highest practical value<sup>143</sup> » et comme « a most important step in the progress of American civilization<sup>144</sup> ». Pinchot avait donc gagné son pari; de faire connaître la conservation comme un enjeu important pour le succès de la nation américaine.

Face au succès à *Biltmore* en 1892, Pinchot poursuivit un travail similaire entre autres dans la forêt de *Pisgah* en Caroline du Nord et au parc *Nehasane* à New York. Il se lança aussi dans des projets de consultation forestière à New York et pour le *United States Geological Survey* au New Jersey<sup>145</sup>. Tout au long de sa carrière, Gifford Pinchot préconisa les mêmes valeurs afin de pratiquer une foresterie efficace. Tout d'abord, Pinchot voyait l'importance de l'expertise. Pour l'historien Brian Balogh, « expertise was another crucial component. Without trained foresters to mark the trees that should be cut, oversee the cutting, and develop plans to protect forests from fires and pilfering, sustained yield and preservation were impossible<sup>146</sup> ». Notamment, Pinchot développa et introduisit des nouvelles techniques et des nouvelles méthodes à la foresterie américaine. Celles-ci prévoyaient quels arbres couper et comment les couper. Il expliqua :

« Before any trees were cut they were first carefully chosen by myself or my assistant. Each tree was then blazed breast high at the ground, and each blaze stamped with the matching hatchet. The stump of every tree felled had to show the Circle V brand of the hatchet. Each marked tree was notched with an ex, under the direction of the foreman, and thrown by the loggers as nearly as might be where it would do the least harm to young growth. [...] Each trunk was shaved into cordwood lengths, and the sawyers went on to the

---

<sup>141</sup> « Mr. Vanderbilt's Forest », *Garden and Forest*, 7, 13, (Février 1894) : 71.

<sup>142</sup> « The Biltmore Forest », *Forest and Stream. A Weekly Journal of the Rod and Gun*, 42, (Janvier-juin 1894) : 2.

<sup>143</sup> « Mr. Vanderbilt's Forest », *loc. cit.* : 72.

<sup>144</sup> *Ibid*, 71.

<sup>145</sup> Pinchot, *Breaking New Ground*, *op. cit.*, 64-75

<sup>146</sup> Balogh, « Scientific Forestry and the Roots of the Modern American State: Gifford Pinchot's Path to Progressive Reform », *Environmental History*, 7, 2, (avril 2002): 209.

next, leaving the splitting by wedge and mallet to another gang, which also cut the tops into cordwood and unsalable piles of brush [...] ». <sup>147</sup>

Il prévoyait ensuite que les forêts soient gérées comme le serait une entreprise. Il désirait mettre de l'avant les idéaux du Secrétaire de l'Intérieur James Wilson, qui avait écrit dans une correspondance que les ressources des réserves forestières « must be brought about in a thoroughly prompt and businesslike manner <sup>148</sup> ».

Au-delà de ses deux objectifs de base, Pinchot avait une approche à trois étapes qui permettrait de rendre une application pratique aux valeurs qu'il jugeait fondamentales à une foresterie efficace. Selon l'expert en foresterie au *Wilderness Society*, H. Michael Anderson, et le professeur de droit au Colorado, Charles Wilkinson, « the first step was to determine whether the land was suitable for harvesting, based on reforestation potential, watershed protection and relative utility <sup>149</sup> ». Il s'agissait ici de déterminer si une terre demeurait adéquate à l'exploitation, un peu comme le concept de classification des terres. Ce faisant, il demeurait possible de déterminer la rentabilité de la forêt. Toujours aux dires de Anderson et Wilkinson, « one of the foremost points to be studied is the reproduction of the forest under various conditions [...] Good reproduction and in mixed forest reproduction of the most valuable species must be assured before a sale can be recommended <sup>150</sup> ». En réalité, cette étape permettait de déterminer quels types d'arbres (« most valuable species ») étaient plus aptes à être coupés, dans quelles conditions (« under various conditions ») et à quels endroits.

La seconde étape pour Pinchot demeurait plus concrète. Ainsi, « the second step was to determine the optimal method or system of harvest <sup>151</sup> ». C'est lors de cette étape que pouvaient se déployer les techniques concrètes de coupe, destinées à assurer notamment la reforestation <sup>152</sup>. Tout

---

<sup>147</sup> *Ibid.*, 53.

<sup>148</sup> James Wilson, cité dans *Ibid.*, 261.

<sup>149</sup> H. Michael Anderson et Charles, Wilkinson, *Land and Resource Planning in the National Forests*, (Washington D.C.: Island Press, 1987), 133.

<sup>150</sup> *Ibid.*

<sup>151</sup> *Ibid.*, 134.

<sup>152</sup> Une variation parmi tant d'autres, la coupe de méthode « *shelterwood* », développée notamment par le directeur-général du service de foresterie prussien Georges-Ludwig Hartig (1811-1837), et plus particulièrement le « *Group Shelterwood System* » fut une des méthodes privilégiées par Gifford Pinchot afin de favoriser la régénération des forêts uniformément. Propos tirés de British Columbia Ministry of Forests, Lands, Natural Resource Operations and Rural Development, « Shelterwood Systems Variations », 17 mai 2019, <https://www.for.gov.bc.ca/hfp/training/00014/varshel.htm#shelter>.

compte fait, cette procédure donnait à Pinchot une idée de comment couper les arbres destinés à être coupés.

Finalement, la troisième étape de la foresterie pinchotienne servait à déterminer la corrélation entre la coupe et la repousse d'arbres, afin de déterminer la quantité d'arbres à abattre. Pour le forestier, « a third step for timber planners was to calculate the annual allowable cut on the basis of approximate annual growth<sup>153</sup> ». Par ce calcul, il pouvait s'assurer que la quantité d'arbres coupés ne soit pas supérieure à la prévision de croissance. Naturellement, on pouvait aussi contrôler l'offre afin que les ventes de bois ne dépassent pas le niveau de *sustainable-yield*<sup>154</sup>. Tout compte fait, le processus d'étude, de coupe et de repousse demeurait méticuleusement planifié, du début à la fin.

À cet effet, ces valeurs et ces méthodes purent être enseignées dans des cours et des programmes de foresterie dans les grandes écoles. À la toute fin du 20<sup>e</sup> siècle, Pinchot travailla conjointement avec l'Université Columbia afin d'y organiser un cours de foresterie. Même si son partenariat avec Columbia ne put se concrétiser, d'autres chances s'offrirent à lui pour influencer le milieu académique. En 1898 et en 1900, Gifford Pinchot et son père James créèrent et financèrent des écoles de foresterie aux Universités Cornell et Yale. En l'absence de fonds provenant du Congrès américain, plusieurs hommes d'affaires du *American Forestry Association* offrirent leur support financier à l'école de foresterie de Yale. Leur contribution permit d'y avoir un préposé à temps plein et de collecter la somme nécessaire de 125 000 \$ afin d'y installer une chaire de recherche<sup>155</sup>. Plus encore, le *Yale School of Forestry & Environmental Studies* affirme, dans sa mission académique, que « since its founding, it has been the School's mission to turn Pinchot's vision of conservation into educational and professional reality<sup>156</sup> ». Avec ce développement de la foresterie en milieu académique et à des techniques graduellement plus efficaces, Pinchot s'attaqua à l'aspect politique de la foresterie: le transfert des réserves forestières du Département de l'Intérieur au Département d'Agriculture.

---

<sup>153</sup> Anderson et Wilkinson, *Land and Resource Planning in the National Forests*, op. cit., 134.

<sup>154</sup> Le *sustained-yield* est le concept qui établit que le niveau de production d'une ressource (i.e. la vente de bois) ne dépasse pas la capacité à reproduire cette ressource (i. e. la repousse d'arbres)

<sup>155</sup> Hays, *The Gospel of Efficiency*, op. cit., 30-31.

<sup>156</sup> Yale School of Forestry & Environmental Studies, « History », 17 mai 2019, <http://environment.yale.edu/about/history/>.

Depuis plusieurs années déjà, Pinchot, accompagné de Theodore Roosevelt, avait lutté pour ce transfert. Par des manœuvres politiques – des négociations au Congrès et au Sénat, des concessions aux entrepreneurs en échange de leur support et du pouvoir présidentiel de Roosevelt – les deux hommes continuèrent à défendre leur position en faveur du transfert, qui, selon eux, constituait la meilleure option afin de développer les forêts. Tenant *mordicus* à ce que les réserves soient débarrassées de l'autorité de l'incompétent – disaient-ils<sup>157</sup> – *General Land Office*, Pinchot opta pour des mesures assez drastiques.

Hésitant à permettre une ouverture trop grande des réserves aux intérêts commerciaux, il savait que les associations d'éleveurs et les grandes entreprises de bois, de bétail et minières pouvaient l'aider à obtenir des appuis pour le transfert. Par conséquent, « as his most persuasive argument he advocated that reserves be opened more fully to commercial use<sup>158</sup> ». Une des concessions les plus révélatrices et intéressantes de Pinchot fut de révoquer certains droits de chasse en forêt. Jugeant que les compagnies minières, agricoles, hydroélectriques et de bétail avaient plus d'influence en politique que les associations et les clubs de chasse, Pinchot décida donc d'établir des interdictions de chasser, au profit de permis d'exploitation pour ces compagnies. Cela fut toutefois une décision difficile à effectuer pour Pinchot et pour Roosevelt, puisque les deux étaient des partisans du « *big-game hunting*<sup>159</sup> ».

De plus, le transfert était si important pour Gifford Pinchot, qu'il ne fut accompli sans subir les conséquences de son travail acharné. Il écrivit dans une lettre que, dans les mois précédant le transfert en 1905, il était « "pretty near the edge of what I can do and stand it. I weigh less just now than at any time for the last ten years. My digestion is out of order and I find I have to be a little careful"<sup>160</sup> ». Plus encore, l'absence d'entrées dans son journal personnel entre la proposition et l'adoption du *Transfer Act* révèlent aussi à quel point il était dévoué. Dennis Roth, du *United States*

---

<sup>157</sup> L'opposition de Pinchot au *Land Office* était telle qu'elle relevait du domaine personnel. Il parla de « routine, political stupidity, and wrongheaded points of view » et de « The Tide of crookedness and incompetence in the Land Office [...] ». Cité dans Pinchot, *Breaking New Ground*, *op. cit.*, 196-197.

<sup>158</sup> *Ibid.*, 39.

<sup>159</sup> Roosevelt et Pinchot allèrent aussi loin que de révoquer certains droits du *Boone and Crockett Club*, un club de chasse que Roosevelt lui-même avait fondé et dont Pinchot était membre. Les deux hommes étaient si convaincus de l'utilité de ce transfert, qu'ils n'hésitèrent pas à porter atteinte à une cause et à une organisation auxquelles ils demeuraient personnellement attachés.

<sup>160</sup> Pinchot, cité dans Dennis Roth et Gerald W. Williams, « The Forest Service in 1905 », 5 juin 2018, <https://webcache.googleusercontent.com/search?q=cache:3Kt1bJA5pFYJ:https://www.fs.fed.us/newcentury/1905%2520Renaming%2520the%2520Forest%2520Service.doc+&cd=2&hl=en&ct=clnk&gl=ca>.

*Department of Agriculture*, et Gerald W. Williams, du *United States Forest Service*, écrivirent que « Pinchot pursued his goal of transferring the forest reserves from Interior to Agriculture with such single-minded devotion that he, who was normally a faithful diarist, made no entries from the fall of 1903, when a transfer bill was introduced in Congress, to the summer of 1905<sup>161</sup> ».

Une grande victoire pour les conservationnistes, le *Transfer Act* fut signé le 1<sup>er</sup> février 1905 et stipulait :

« The Secretary of the Department of Agriculture shall, from and after the passage of this Act, execute or cause to be executed all laws affecting public lands heretofore or hereafter reserved under the provisions of section twenty-four [sic] of the Act entitled “An Act to repeal the timber-culture laws, and for other purposes,” [...]<sup>162</sup> »

Il permit tout d’abord au Département d’Agriculture de gérer les forêts, sous les auspices du tout nouveau *United States Forest Service*. Plus encore, le *Transfer Act* représentait un changement de mentalité. Par l’entremise du *Service*, le statut de la foresterie fut élevé, obtenant un rôle à part entière dans le gouvernement fédéral. Cela est d’autant plus impressionnant puisque moins d’une décennie auparavant, en 1898, certains Républicains au Congrès avaient même proposé l’abolition de la Division de Foresterie [Bureau de Foresterie en 1901]<sup>163</sup>. Ainsi, le *Transfer Act* constitue tout un revirement de situation, en faveur de Pinchot et de la foresterie. Dans les mots de Pinchot, « the question at the Capitol was no longer whether to cut down or cut out its [the Bureau’s] appropriations, but how much it should be increased<sup>164</sup> ».

En somme, grâce à cette loi, le Département d’Agriculture possédait dorénavant toute juridiction sur les réserves forestières nationales établies sous le *Act to repeal timber-culture laws* de 1891, ou *Forest Reserve Act*. Aux dires des conservationnistes, la force du *Transfer Act* de 1905 était de libérer les réserves de l’emprise du « narrowly legalistic point of view<sup>165</sup> » du *General Land Office* (GLO). On accusait justement ce dernier à cause de son approche fautive. Pour l’auteur Samuel P. Hays, « trained as lawyers, they [employés du GLO] had no large views of the possibilities of forest management but adhered strictly to narrow interpretations of law and

---

<sup>161</sup> *Ibid.*

<sup>162</sup> United States Congress, *Public Laws Passed by the United States of America*, (Washington, D.C. : United States Congress, 1905), 628.

<sup>163</sup> Daniel P. Carpenter, *The Forging of Bureaucratic Autonomy: Reputations, Networks, and Policy Innovation in Executive Agencies, 1862, 1928*, (Princeton: Princeton University Press, 2001), 278.

<sup>164</sup> Pinchot, *Breaking New Ground*, *op. cit.*, 255.

<sup>165</sup> Roosevelt, *Autobiography*, *op. cit.*, 395.

emphasized formal procedures rather than results<sup>166</sup> ». Justement, c'était aussi la position de Roosevelt, qui accusa le *Land Office* d'une approche trop légale et bureaucratique en raison du fait que la majorité des employés au *Land Office* n'avait jamais même mis le pied dans les forêts pour lesquelles ils étaient responsables<sup>167</sup>. La seule façon de remédier à cette situation, disait-il, était le transfert des réserves à l'Agriculture et au *Forest Service*.

## 1.5. United States Forest Service

Comme nous l'avons vu, les efforts de Pinchot portèrent fruit. À l'occasion du transfert, plus de 63 millions d'acres de forêt et plus de 500 employés du Département de l'Intérieur passèrent sous les soins du *United States Forest Service*<sup>168</sup>. Pour plusieurs raisons, les événements de 1905 installèrent un large renouveau dans la gestion des forêts. Premièrement, le *Forest Service* possédait beaucoup plus de liberté d'action et demeurait plus indépendant de l'autorité départementale que la Division Forestière ou le Bureau de Foresterie l'avait été auparavant. Ce faisant, le *Forest Service* avait aussi une plus grande possibilité d'obtenir des subventions.

Deuxièmement, le *Forest Service* fut constitué d'experts formés selon de hauts standards de qualité. Malgré les critiques de Pinchot face au *General Land Office*, certains employés du *GLO* purent toutefois rejoindre les rangs du *Forest Service*. Cependant, chaque employé du *USFS*, peu importe ses origines et ses expériences antérieures, dut suivre un rigoureux processus de sélection et de formation, incluant une série d'examens théoriques et pratiques prescrits par Pinchot. Selon Gerald Williams, du *Forest Service*, « these new standards helped create a workforce that was well-qualified, satisfied and inspired by Pinchot's leadership<sup>169</sup> ». Cela était la vision de Gifford Pinchot, qui préconisait toujours l'expertise – une expertise qu'il avait acquise lors de sa propre formation en foresterie en Europe – comme un des piliers d'une foresterie efficace<sup>170</sup>. Pinchot était déterminé à transformer « the negative stigma of the GLO's reign from 1897 through 1905 to a

---

<sup>166</sup> Hays, *The Gospel of Efficiency*, *op. cit.*, 38.

<sup>167</sup> *Ibid.*, 399-400.

<sup>168</sup> Roth et Williams, « The Forest Service in 1905 », *op. cit.*

<sup>169</sup> Williams, *The USDA Forest Service*, *op. cit.*, 17.

<sup>170</sup> Pinchot considéra même inscrire sur les affiches de recrutement du *Forest Service* « Invalids Need Not Apply », comme façon de décourager les individus n'ayant aucune expérience en foresterie de poser leur candidature. Cité dans Williams, *The USDA Forest Service – The First Century*, *op. cit.*, 20.

positive image of professional Forest Service employees, dedicated to “scientific forestry” and public service<sup>171</sup> ».

Concrètement, le *Service* obtint plusieurs responsabilités, puisqu’il était tenu de prendre en considération tous les enjeux qui pouvaient exister en milieu forestier. Un des mandats de la nouvelle agence était d’explorer et de cartographier les forêts, de sorte à améliorer l’accès aux forêts et à identifier les endroits les plus propices pour y installer des installations de développement des ressources. Notamment, « much of the ranger’s activity centered on mapping, providing trail access, administering sheep and cattle permits [...] »<sup>172</sup>. Puisque le pâturage avait été source de discorde par le passé<sup>173</sup>, les efforts du *Forest Service* furent profitables en termes de médiation des conflits entre les éleveurs soucieux de s’installer sur les meilleures terres. Ainsi, « the old conflicts between farmers and cattlemen and between cattlemen and sheepmen remained, but their focal point now shifted to forest officials who became deeply entangled in intra-Western strife »<sup>174</sup>. Comme nous le verrons, les conflits sur la division des pâtures pouvaient facilement devenir violents, mais avec le nouveau rôle du *Forest Service*, il s’agissait d’une façon de calmer les tensions.

La nouvelle agence désirait aussi protéger les forêts contre les nombreux fléaux qui pouvaient y nuire. Pour ce faire, les gardes forestiers restaient à l’affût des intrus – éleveurs illégaux, braconniers, fraudeurs de terres et autres – sur les réserves forestières nationales. De plus, ils restaient aussi aux aguets des fléaux naturels pouvant affecter la santé des forêts, c’est-à-dire, la déforestation, les maladies végétales, les feux de forêts et d’autres. Par conséquent, le *Service* s’associa avec des agences spécialisées en conservation des plantes, tels que le *Bureau of Plant Industry* et le *Bureau of Entomology*<sup>175</sup>. Il se dota aussi progressivement d’un programme de prévention contre les feux de forêts<sup>176</sup>. Ce rôle élargi du *United States Forest Service* permit donc,

---

<sup>171</sup> Williams, *The USDA Forest Service – The First Century*, op. cit., 20.

<sup>172</sup> *Ibid.*, 18.

<sup>173</sup> Pour davantage de renseignements à propos des conflits concernant les pâtures, veuillez consulter le chapitre 2, à la section « Un domaine public réaménagé ».

<sup>174</sup> Hays, *The Gospel of Efficiency*, op. cit., 58.

<sup>175</sup> Le *Bureau of Plant Industry* pouvait aider Pinchot et le *Forest Service* à déterminer les meilleures techniques et conditions optimales de reproduction pour les différents types de plantes et d’arbres. De son côté, le *Bureau of Entomology* pouvait servir à identifier, évaluer et régler les problèmes en lien avec les infestations et/ou les maladies engendrées par les différents insectes en milieu forestier.

<sup>176</sup> Puisque le *Forest Service* demeurait tout nouveau, des résultats concrets prirent encore quelques années avant de se manifester. Par exemple, en termes de prévention de feux de forêt, le travail du *United States Forest Service* en matière de réduction des feux de forêts avaient engendrés des résultats en 1908, soit 3 ans après la création du *Service*.

en termes de gestion plus spécialisée, de concevoir les forêts avec une vision plus globale des enjeux qui pouvaient s’y retrouver. Aux dires de Roosevelt, l’adoption de méthodes plus concrètes, comme celles proposées par le *Forest Service*, allaient être beaucoup plus bénéfiques. Pour lui, « the reserves themselves, being handled from the point of view of the man in the field, instead of the man in the office, will be more easily and more widely useful [...]»<sup>177</sup> ».

Ensuite, déjà *leader* en termes de protection des forêts et de développement des ressources forestières, le *Forest Service*, créa dès 1905 un tout nouveau programme de recherche expérimentale en milieu forestier. La nouvelle agence mit sur pied un département de *Research & Development* de sorte à consolider sa mission de « improve the health and use of [the] Nation's forests and grasslands<sup>178</sup> ». Dès lors, l’agence opta de séparer le territoire selon des secteurs forestiers et de réduire la taille de certaines forêts, de sorte à faciliter la tâche des gardes forestiers. De la sorte, ces derniers pouvaient se concentrer sur les enjeux particuliers de plus petits territoires, plutôt que de prendre en compte les enjeux variés d’énormes espaces. Plus encore, Pinchot décida aussi de créer les premières stations expérimentales, dont la première ouvra ses portes en 1908. *Fort Valley*, dans le *Coconino National Forest*, en Arizona, fut le premier endroit que l’on surnomma un *experimental forest*, créé dans le but d’y faire des tests et des études sur la multitude d’enjeux que l’on pouvait retrouver en milieu forestier<sup>179</sup>. Ce faisant, il s’agissait d’une occasion de mettre en pratique des notions théoriques dans un milieu contrôlé – les forêts expérimentales – avant d’appliquer des notions et des méthodes à l’entièreté des forêts. Ainsi, cela était une façon de gérer les forêts plus efficacement et de manière plus pragmatique.

---

Aux dires de Theodore Roosevelt, 86% des feux de forêts qui faisaient rage en 1908 avaient été contenus dans des espaces de cinq acres ou moins, réduisant ainsi les dommages qu’ils pouvaient causer. Cité dans Roosevelt, *Autobiography, op. cit.*, 405. Plus encore, les bases établies par Pinchot dès 1905 purent avoir une utilité concrète lors de la décennie 1910. À cet effet, des tours d’observation équipées avec plusieurs technologies de détection et basées sur des connaissances des années auparavant, construites en réaction aux feux de forêts de 1910 dans l’ouest du pays – en Idaho, au Montana, au Washington et même en Colombie-Britannique, permirent de sauver près de 50 000 dollars en dommages potentiels dû aux feux de forêts. Cité dans Diane M. Smith, *Sustainability and Wildland Fire The Origins of Forest Service Wildland Fire Research*, (Missoula: United States Forest Service, 2017), 32.

<sup>177</sup> Roosevelt, « Fourth Annual Message », (Discours, Washington United States Congress, Washington, D.C., 6 décembre 1904), cité dans American Presidency Project, « Fourth Annual Message », 30 mai 2019, <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/fourth-annual-message-15>.

<sup>178</sup> United States Department of Agriculture Forest Service, « About R&D », 7 août 2019, <https://www.fs.fed.us/research/about/>.

<sup>179</sup> Un concept toujours actuel aujourd’hui, il existe trois types de stations expérimentales : des stations d’étude des végétaux, d’étude des pâtures et d’étude des bassins versants. Cité dans United States Department of Agriculture Forest Service, « Experimental Forests and Ranges », 21 janvier 2019, <https://www.fs.fed.us/research/cfr/>.

Finale­ment, dans la foulée de la réorgani­sa­tion des réserves forestières, une des grands accomplissements de Gifford Pinchot fut le *Use Book* du *United States Forest Service*. Un manuel d'instructions de format poche accessible à tous, le livret conçu par Pinchot avait pour but de faire connaître à tous la réglementation à respecter en milieu forestier, tant au niveau de la fréquentation des réserves que de l'utilisation des ressources en forêt. Pinchot désirait aussi faciliter le travail des gardes forestiers, qui pouvaient alors avoir accès à une multitude de renseignements regroupés dans un endroit. Le *Use Book* contenait toute l'information utile à la protection, à l'exploitation, au développement et à la vente des ressources dans les réserves forestières, ainsi que la documentation nécessaire afin de bien encadrer et de faciliter les transactions<sup>180</sup>. Considérant la quantité de ressources disponible au développement et à l'achat et la variété de conditions applicables à la vente, le *Use Book* fut donc de toute utilité non seulement pour les consommateurs de ressources, mais aussi pour le *Forest Service*.

Concrètement, le manuel de Pinchot laissait aux forestiers la possibilité de travailler plus ou moins indépendamment, tout en suivant les mêmes directives. En ce sens, le *Use Book* constitue un bon exemple de l'efficacité souhaitée par Pinchot, puisqu'il permettait d'accomplir plusieurs projets simultanément, tout en respectant des standards de qualité uniformes. De plus, le langage utilisé par Pinchot témoigne de la volonté d'accessibilité chez Pinchot. Avec des termes comme « the benefit of the community and the home builder », « the welfare of every community » et « the Nation's timber supply », le forestier en chef du *Service* désirait passer un message, c'est-à-dire, que les ressources forestières appartenaient à la nation et que le peuple américain était libre de s'en servir pour son propre bénéfice<sup>181</sup>. Tout compte fait, le transfert de 1905, la création du *United States Forest Service* et la confection du *Use Book* sont tous trois des événements qui, accomplis ou influencés par Gifford Pinchot, s'inscrivent aisément dans les succès du mouvement de conservation des ressources naturelles.

---

<sup>180</sup> Parmi les conditions de vente et d'achat, on pouvait retrouver la qualité et la quantité de bois, le type de consommateur, le type de paiement, la période d'achat, et bien d'autres facteurs, qui pouvaient rendre les transactions plus complexes.

<sup>181</sup> Pinchot, *The Use of National Forest Reserves*, (Washington, D. C. : United States Department of Agriculture Forest Service, 1905), 8-12.

Avant le transfert de 1905, il existait 50 réserves forestières, comprenant un total de 56 millions d’acres de territoire<sup>182</sup>. Dès 1910, on dénombrait 150 forêts nationales<sup>183</sup>, représentant 172 millions d’acres protégés, grâce aux efforts de Pinchot et du *United States Forest Service*<sup>184</sup>. Une autre contribution concrète de Pinchot à la conservation demeure sa collaboration avec les autres sous-aspects de la conservation. Plutôt que de voir le domaine comme plusieurs forces travaillant indépendamment vers un seul objectif, ce dernier vit la conservation comme un travail d’équipe. Un peu comme l’avait permis le *Forest Management Act* en 1897, Gifford Pinchot concevait aisément l’importance de l’union et de la collaboration des individus, des groupes et des agences.

À cet effet, même si son domaine d’expertise demeurait la foresterie, Pinchot contribua aussi à la cause de l’eau, des droits de chasse et au développement du pâturage et de l’industrie minière. Notamment, son association avec le directeur du *Reclamation Service*<sup>185</sup> Frederick Newell fut très profitable. Les deux hommes « became the nucleus of a group of federal scientists and technicians whose search for greater efficiency in economic growth gradually committed the administration of Theodore Roosevelt to a wide program of natural resources conservation<sup>186</sup> ». Ils fréquentèrent des associations scientifiques ensemble, de sorte à s’aider mutuellement dans leurs causes respectives. Cette interaction permit à la fois d’élargir le programme de conservation, en plus de penser et d’utiliser les ressources en conjonction les unes avec les autres. Par exemple, Pinchot, de son côté, siégea sur le conseil du *National Irrigation Congress*, tandis que Newell, pour sa part, occupa le poste de secrétaire du *American Forestry Association*.

Outre cette collaboration, Gifford Pinchot est reconnu pour sa relation avec Theodore Roosevelt. Même avant que ce dernier ne devienne Président, les deux hommes entretenaient une relation professionnelle et amicale. Lorsque Roosevelt accéda à la Maison Blanche en 1901, il put dès lors offrir davantage de soutien à Pinchot dans sa lutte conservacionniste. En outre, Roosevelt fit ouvertement part du désir de Pinchot – et du sien – de voir les réserves forestières tomber sous la direction du Département d’Agriculture. Justement, lors de chacun de ses discours de *State of*

---

<sup>182</sup> Williams, *The USDA Forest Service, op. cit.*, 14.

<sup>183</sup> Le terme « réserve forestière » fut remplacé par « forêt nationale » en 1907.

<sup>184</sup> Williams, *op. cit.*, 14.

<sup>185</sup> Le *Reclamation Service* est l’agence qui s’occupait de retirer les terres arides du domaine public, de sorte à y construire des installations de canalisation d’eau et d’irrigation.

<sup>186</sup> Hays, *The Gospel of Efficiency, op. cit.*, 26.

*the Union* de 1901 à 1904, il prononça cette volonté devant le Congrès<sup>187</sup>. En 1901, il affirma que « the President should have by law the power of transferring lands for use as forest reserves to the Department of Agriculture<sup>188</sup> ». De plus, le sort réservé à Pinchot après la fin du mandat de Roosevelt, révèle aussi l'ampleur du support que le 26<sup>e</sup> Président offrait à son forestier en chef. Lorsque William Henry Taft succéda à Roosevelt en mars 1909, il ne fallut que quelques mois pour que Gifford Pinchot ne perde son poste au *United States Forest Service*. À la lumière de la mésentente entre Pinchot et le Secrétaire de l'Intérieur Richard Ballinger – le *Pinchot-Ballinger Controversy* – à propos de la gestion des terres de charbon en Alaska, Taft décida d'offrir son appui au Secrétaire de l'Intérieur, plutôt qu'à Pinchot. Ce congédiement rapide démontre à quel point il existait une bonne collaboration entre les deux hommes qui, après tout, entretenaient une passion pour la nature.

Afin d'expliquer cette passion chez Roosevelt, nous retournerons en arrière, afin d'étudier la vie de ce dernier, dans une optique d'intérêt pour le monde naturel. Nous regarderons les premiers pas de Roosevelt comme un jeune naturaliste passionné. Dès le début de sa vie adulte, il se lança en politique et nous verrons en quoi il dut faire des changements pour concilier sa passion pour la nature à ses nouvelles responsabilités en politique. Conditionné par ces nouvelles obligations dans l'arène politique, Theodore Roosevelt se tourna vers une nouvelle forme d'intérêt environnemental, la conservation. C'est ainsi qu'il fut qualifié de Président conservationniste, grâce à ses actions posées afin de protéger les ressources naturelles partout au pays. Nous verrons donc l'étendue de ces actions et l'influence de Theodore Roosevelt sur la conservation.

---

<sup>187</sup> Roosevelt aborda ce sujet dans ses adresses annuelles de 1901, 1903 et 1904. Disponibles dans American Presidency Project, « Annual Messages to Congress on the State of the Union (Washington 1790 - Trump 2019) », 4 juin 2019, <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/presidential-documents-archive-guidebook/annual-messages-congress-the-state-the-union>.

<sup>188</sup> Roosevelt, « First Annual Message », *op. cit.*

## CHAPITRE 2 : DU PHOQUE AUX FLEUVES

### 2.1. Theodore Roosevelt : naturaliste en herbe

Theodore Roosevelt naquit le 27 octobre 1858, de Martha Stewart Bulloch et Theodore Roosevelt Sr., à Manhattan. Dès son enfance, il fut passionné par la nature. Une de ses premières expériences naturalistes fut en 1867 lorsqu'un commerçant local lui offrit un échantillon d'une carcasse de phoque après avoir vu le jeune garçon fasciné par la créature exposée dans la vitrine de son établissement. Heureux de faire le bonheur du gamin, le marchand n'avait aucune idée de l'ampleur du geste qu'il venait de poser. Avec en main un réel spécimen animal, Theodore Roosevelt fit deux déclarations : qu'il deviendrait naturaliste, et qu'il créerait son propre musée<sup>189</sup>. Rétrospectivement, nous verrons que ses ambitions n'étaient pas infondées, mais plutôt un indicateur de ses projets futurs.

Un an plus tard, le *Roosevelt Museum of Natural History*, aménagé officieusement dans le salon familial chez les Roosevelt, comptait déjà 250 spécimens<sup>190</sup>. Theodore était le fondateur, le conservateur et le gardien du musée. Ses cousins Emlen et West étaient respectivement le secrétaire et un membre du musée. Désireux d'élargir sa collection, « [he] took the founding of his museum seriously. He wanted to see it grow and flourish. He seems to have overlooked few opportunities to add such specimens<sup>191</sup> ». Lorsque ses proches partaient en voyage, il leur donnait même des directives précises quant aux spécimens qu'il souhaitait obtenir<sup>192</sup>.

Malgré l'évolution du *Roosevelt Museum of Natural History*, le jeune garçon demeurait insatisfait de son apport à la science. Pour lui, l'idée d'une réelle contribution était un petit calepin contenant des notes sur les insectes et les poissons de la région. Ainsi, le rapport *About Insects and Fishes, Natural History*, publié en 1869, constitue sa première tentative sérieuse de collaborer concrètement à la science<sup>193</sup>. Avec son musée et sa publication de 1869, Theodore Roosevelt

---

<sup>189</sup> Cutright, *The Making of a Conservationist*, op. cit., 2

<sup>190</sup> *Ibid.*, 8.

<sup>191</sup> *Ibid.*

<sup>192</sup> Theodore Roosevelt, « To Theodore Roosevelt Sr., April 30, 1868 », dans Elting Morison, éd., *The Letters of Theodore Roosevelt Volume I, The Years of Preparation 1868-1898*, (Cambridge : Harvard University Press, 1951), 3-4.

<sup>193</sup> Cutright, op. cit., 11.

semblait être en train de devenir un naturaliste en bonne et dûe forme<sup>194</sup>. Justement, son ouvrage témoigne d'une grande précision. Notamment, il y écrit que « the double [sic] ant is made differently from the rest, half of it being red. It builds its nest on the branches of shrubs. It eats flies, caterpillars, etc. <sup>195</sup> ». Ce souci du détail démontre que le naturalisme était devenu plus qu'un passe-temps pour ce dernier, mais bien une occupation.

À une époque où « natural history museums themselves had moved from cabinets of curiosity to rigorous institutions<sup>196</sup> », le musée de Roosevelt commençait lui aussi à prendre l'allure d'une institution scientifique. Ses cousins et lui établirent une nouvelle structure administrative pour leur institution, avec une charte de principes à suivre, une banque et une bibliothèque. Même les finances de l'établissement furent représentatives de leur succès. En 1870, le musée possédait dix dollars, mais dès l'année suivante, les coffres du musée contenaient 27 dollars, disponibles pour l'entretien, l'innovation ou le développement<sup>197</sup>. Finalement, les trois garçons prirent des titres officiels : l'un « géologue, antiquaire et anatomiste », l'autre « conchyliologiste [spécialiste des coquilles], taxidermiste et entomologiste [spécialiste des insectes] », et simplement « naturaliste » pour Theodore Roosevelt<sup>198</sup>. Somme toute, grâce à l'engagement des trois cousins, le *Roosevelt Museum of Natural History* connut beaucoup de succès dès ses premières années d'existence.

Bien que « Teddy » Roosevelt ait été un jeune homme passionné et ambitieux, le soutien de son entourage fut primordial à son développement et à son succès. Tout au long de son enfance et de son adolescence, ce sont ses proches qui ont pu le guider dans de nouveaux projets et l'initier à de nouvelles choses. Tout d'abord, l'oncle de Theodore, Robert Barnwell Roosevelt, est souvent crédité pour l'intérêt naturaliste de son neveu. On écrit que « Uncle Robert and Aunt Lizzie may

---

<sup>194</sup> *Ibid.*, 13

<sup>195</sup> *Natural history on insects*. Theodore Roosevelt Collection. MS Am 1541 (286). Harvard College Library. Theodore Roosevelt Digital Library. Dickinson State University. 12 août 2019, <https://www.theodorerooseveltcenter.org/Research/Digital-Library/Record?libID=o280234>.

<sup>196</sup> Michael R. Canfield, *Theodore Roosevelt in the Field*, (Chicago : University of Chicago Press, 2015), 59.

<sup>197</sup> Cutright, *The Making of a Conservationist*, *op. cit.*, 30.

<sup>198</sup> Canfield, *op. cit.*, 59.

have fueled TR's [Theodore Roosevelt] fondness for exotic pets [...] Uncle Robert's interest in hunting, fishing, and conservation also influenced his like-minded nephew<sup>199</sup> ».

Ensuite, à l'instar de Robert Barnwell Roosevelt, Theodore Roosevelt Sr. eut également une part de responsabilité dans la passion naturaliste de son fils. L'anecdote racontée par l'auteur Michael R. Canfield à propos d'un voyage dans les *Adirondacks*, dans *Theodore Roosevelt in the Field*, est révélatrice de l'influence de Roosevelt père auprès de son fils. Aux dires de l'auteur, « as he [Theodore] was lulled to sleep by the crackle of the [campfire] and his father's voice, he was enveloped by the love and adventure of the field<sup>200</sup> ». Mis à part son influence, Roosevelt père se démarqua en utilisant son propre réseau de contacts afin de projeter les accomplissements de son fils.<sup>201</sup> En raison de son implication dans la fondation du *American Museum of Natural History*, le père accueillait fréquemment des scientifiques et des naturalistes au domicile familial. Cela permit au jeune garçon de rencontrer des grands naturalistes, comme Alexander Wilson et John James Audubon. Plus encore, ce réseautage donna la chance à Theodore d'être un des premiers visiteurs à la nouvelle institution d'histoire naturelle. De plus, voyant cet intérêt grandissant pour la nature, Roosevelt père mit son fils en contact avec le taxidermiste John Graham Bell<sup>202</sup>. Le 26<sup>e</sup> Président raconte que ce fut cet homme qui l'initia aux techniques [taxidermiques] de préparation et de présentation de spécimens<sup>203</sup>. À cet effet, l'influence de Bell se fait même ressentir aujourd'hui, puisque certains des premiers essais de Roosevelt en taxidermie sont toujours exposés au *American Museum of Natural History*.

En fait, cet accès au musée d'histoire naturelle et le contact avec Bell sont de bons exemples de toutes les possibilités qui s'offrirent à lui lors son enfance. Theodore Roosevelt grandit dans une famille noble dite de « ancient upper class<sup>204</sup> » à New York. Le père et le grand-père de Roosevelt furent parmi les individus les plus fortunés et influents à New York, laissant ainsi un

---

<sup>199</sup> Theodore Roosevelt Centre at Dickinson State University, « Roosevelt, Robert Barnwell », 16 juin 2018 [<http://www.theodorerooseveltcenter.org/Learn-About-TR/TR-Encyclopedia/Family-and-Friends/Robert-Barnwell-Roosevelt.aspx>].

<sup>200</sup> Canfield, *Theodore Roosevelt in the Field*, op. cit., 60.

<sup>201</sup> *Ibid*, 59-60.

<sup>202</sup> John Graham Bell (1812-1889) est un taxidermiste américain, reconnu comme un des principaux collectionneurs de son époque. Il est aussi connu pour son travail avec le célèbre ornithologue John James Audubon.

<sup>203</sup> Theodore Roosevelt, « My Life as a Naturalist », *The American Museum Journal*, XVIII, 5, (mai 1918) : 324.

<sup>204</sup> Kathleen M. Dalton, « Theodore Roosevelt, Knickerbocker Aristocrat », *New York History*, 67, 1, (janvier 1986) : 39.

statut social très élevé à la descendance Roosevelt<sup>205</sup>. De ce fait, Theodore fut élevé dans un environnement où il put avoir accès à presque tout, incluant des tuteurs, des serviteurs, de nombreuses occasions de voyager et, bien sûr, un accès privilégié à certains endroits ou certaines institutions, comme le *American Museum of Natural History*. De plus, cette noblesse chez les Roosevelt et chez les autres familles fortunées à New York se targuait d'une tradition philanthropique, surtout envers les musées, les bibliothèques, les hôpitaux, les parcs et les charités. Pour sa part, le futur Président désira lui aussi contribuer à cet idéal, non seulement dans l'optique de perpétuer la tradition de ces familles, mais aussi pour faire honneur à ce que son père lui avait appris. Par conséquent, « to keep up his father's good works, TR taught Sunday School, gave dinner for the newsboys, and served on various philanthropic boards [...]»<sup>206</sup>.

À cet effet, en 1872 et maintenant âgé de 13 ans, Roosevelt fut reconnu pour son don de spécimens au *American Museum of Natural History*. Son nom et sa contribution furent inscrits dans le rapport annuel du musée. On pouvait y lire : « Oct 9 – Mr. THEODORE ROOSEVELT, JR. New York City. 1 Bat, 12 Mice, 1 Turtle, 1 Skull, Red Squirrel, 4 Bird Eggs<sup>207</sup> ». Avec ce geste, non seulement ce dernier put-il rester en ligne avec la tradition philanthropique et l'implication de son père au musée, mais, malgré son jeune âge, « Roosevelt began to mark his own territory, as he now had the skills, knowledge, and pedigree to become a respected practitioner of the ancient craft of natural history<sup>208</sup> ». Par la suite, en 1877, Roosevelt – âgé de 18 ans – et son ami Hal Minot publièrent *The Summer Birds of the Adirondacks in Franklin County, N.Y.*, un livret portant sur des observations dans les Adirondacks. Imprimée à un tirage de quelques centaines d'exemplaires, la publication capta l'attention de Clinton Hart Merriam, directeur du *United States Biological Survey*, qui déclara :

« By far the best of these recent lists I have seen is that of *The Summer Birds of the Adirondacks in Franklin County, N.Y.*, by Theodore Roosevelt and H.D. Minot. Though

---

<sup>205</sup> Le grand-père de Theodore, Cornelius Van Schaak Roosevelt, fut très actif dans l'immobilier de Manhattan, devenant un des dix plus grands propriétaires de New York, et Theodore Sr. fut multimillionnaire, lui permettant de laisser à ses enfants de grands héritages financiers. Cité dans *Ibid.*, 40.

<sup>206</sup> *Ibid.*, 42.

<sup>207</sup> American Museum of Natural History, *The Third and Fourth Annual Reports of the American Museum of Natural History*, (New York : American Museum of Natural History, 1872), 29.

<sup>208</sup> Canfield, *Theodore Roosevelt in the Field*, *op. cit.*, 60.

not redundant with information and mentioning 97 species, it bears *prima facie* evidence of reliability, – which seems to be a great desideratum in bird lists nowadays<sup>209</sup> ».

Toutefois, Roosevelt souffrait d'asthme sévère, ce qui le restreignait depuis longtemps dans ses activités et l'empêchait de profiter de la vie au maximum. Ce fut le cas notamment durant le voyage familial en Europe en 1869, où plusieurs entrées de son journal personnel témoignent justement de son inconfort dû à des crises d'asthme<sup>210</sup>. Malheureusement, cela nuit aussi à l'appréciation de son voyage familial. Plus encore, ce voyage était, aux dires de Cutright, problématique pour la carrière de naturaliste de Theodore Roosevelt. Justement, il jugeait que « somehow science would be cheated if he were away for such an extended period of time<sup>211</sup> ». Cela démontre donc à quel point il était investi dans la science.

Inversement, s'il avait connu une expérience négative en Europe quelques années plus tôt – à cause de son asthme et de l'éloignement – le voyage familial en Égypte et au Moyen-Orient en 1872 fut déterminant pour Theodore. Initialement opposé à l'idée de partir en voyage à nouveau<sup>212</sup>, sa vision changea rapidement lorsque son père lui assura qu'il aurait la permission d'utiliser un fusil afin de lui-même capturer des animaux et des spécimens pour son musée<sup>213</sup>. Grâce à cette permission, l'Égypte devint alors « *Egypt, the land of my dreams*<sup>214</sup> ». Justement, il décrit le moment où il tira son premier oiseau en s'exclamant « "In the morning father and I went shooting and procured two small warblers [...] One of those was the first bird I ever shot and I was proportionately delighted"<sup>215</sup> ». Selon ses dires, ce fut le point de départ de sa carrière naturaliste. À cet effet, « [his] first real collecting as a student of natural history was done in Egypt during this journey<sup>216</sup> ». La possibilité de lui-même chasser ses animaux était de toute importance, car il avait

---

<sup>209</sup> Clinton Hart Merriam, « Lists of Birds of Central New York », *Bulletin of the Nuttall Ornithological Club*, 3, 2, avril 1878 : 85.

<sup>210</sup> *Diary of Theodore Roosevelt from September 9 to December 2, 1869*. Theodore Roosevelt Collection. MS Am 1454.55 (4). Harvard College Library. 12 août 2019, <https://www.theodorerooseveltcenter.org/Research/Digital-Library/Record?libID=o283255>.

<sup>211</sup> Cutright, *The Making of a Conservationist*, *op. cit.*, 15

<sup>212</sup> Il avait toujours en tête les souvenirs déplaisants de son voyage en Europe, affecté par de nombreuses crises d'asthme, et de son absence prolongée de son musée.

<sup>213</sup> Cutright, *op. cit.*, 39.

<sup>214</sup> Theodore Roosevelt, *Journal*, cité dans *Diaries and notebooks, 1868-1914*, Theodore Roosevelt Collection, MS Am 1454.55 (8). Houghton Library, Harvard University, Cambridge, Mass, 10 octobre 2018, [https://iif.harvard.edu/manifests/view/drs:23392680\\$30i](https://iif.harvard.edu/manifests/view/drs:23392680$30i).

<sup>215</sup> Theodore Roosevelt, 1858-1919. *Diaries and notebooks, 1868-1914*. MS Am 1454.55 (8). Theodore Roosevelt Collection, Houghton Library, Harvard University, Cambridge, Mass. 12 août 2019, [https://iif.harvard.edu/manifests/view/drs:23392680\\$61i](https://iif.harvard.edu/manifests/view/drs:23392680$61i).

<sup>216</sup> Roosevelt, *Autobiography*, *op. cit.*, 19.

dorénavant les connaissances nécessaires afin d’accomplir toutes les étapes en lien avec la taxidermie, c’est-à-dire, la capture, l’étude, la documentation, la préservation et la présentation des spécimens.

Somme toute, selon Cutright, le naturalisme était réellement devenu le point focal de la vie de Roosevelt. Pour le futur Président « [...] animal life surpasses all other interests<sup>217</sup> ». Plus encore, le futur Président entretenait l’objectif de poursuivre une carrière en sciences<sup>218</sup>. Cependant, à défaut de parler d’une carrière professionnelle en naturalisme<sup>219</sup>, il est possible de reconnaître la qualité de son travail dans le domaine. À cet effet, l’œuvre de Roosevelt se distingue favorablement de celle du naturaliste amateur Rev. Alfred Charles Smith. Ce dernier avait publié une bonne quantité de matériel portant sur les oiseaux du Nil, guidé par l’instruction du naturaliste Charles Waterton<sup>220</sup>. Malgré leur différence d’âge, les deux naturalistes amateurs se rapprochaient de par leur champ d’étude similaire. En 1868, Smith publia *The Attractions of the Nile and Its Banks, a Journal of Travel in Egypt and Syria*. Il fournit une description assez singulière et anecdotique des espèces<sup>221</sup>, tandis que Roosevelt, de son côté, offrit un portrait plus global en comparant les espèces entre elles<sup>222</sup>. L’analyse de Roosevelt – naturellement incluse de plusieurs styles de nomenclature taxonomique – était plus détaillée, également accompagnée de renseignements sur l’habitat, le régime et les habitudes des différentes espèces<sup>223</sup>.

Sans discréditer les efforts et la réputation de Smith et d’autres naturalistes, il s’agit ici d’un éloge de la qualité du travail de Roosevelt. Alors toujours adolescent, on parlait toutefois de lui comme ayant « a mind in some ways keenly adult<sup>224</sup> ». À Harvard, Roosevelt eut l’occasion de rencontrer plusieurs individus qui, comme lui, semblaient voués à un bel avenir. Il se joignit notamment au *Nuttall Ornithological Club* et rencontra Joel A. Allen, futur conservateur d’oiseaux

---

<sup>217</sup> Cutright, *The Making of a Conservationist*, op. cit., 43.

<sup>218</sup> Roosevelt, *Autobiography*, op. cit., 23.

<sup>219</sup> Roosevelt ne put étudier le naturalisme comme il l’aurait voulu, car, selon lui, « Harvard [...] ignored the possibilities of the faunal naturalist, the outdoor naturalist and observer of nature ». cité dans *Ibid*, 20.

<sup>220</sup> Charles Waterton (1782-1865) était un naturaliste et taxidermiste anglais. Il a exploré plusieurs régions de l’Amérique du Sud, et est reconnu pour son innovation dans les techniques de préservation. Plusieurs endroits en Amérique portent son nom, notamment sa résidence (*Walton Hall*) et la parc national *Waterton Lakes*, en Alberta.

<sup>221</sup> Alfred Charles Smith, *The Attractions of the Nile and Its Banks, a Journal of Travel in Egypt and Syria vol. II*, (London : John Murray, Albemarle Street, 1868), 232.

<sup>222</sup> *Zoological record*. Theodore Roosevelt Collection. MS Am 1454.37. Harvard College Library. 12 août 2019, <https://www.theodorerooseveltcenter.org/Research/Digital-Library/Record?libID=o287164>.

<sup>223</sup> *Ibid*.

<sup>224</sup> Cutright, op. cit., 73.

et mammifères au *American Museum of Natural History*<sup>225</sup>. Il fit aussi partie du *Harvard Natural History Society*, agissant même comme président en l'absence du président Nathaniel Southgate Shaler<sup>226</sup>, de clubs sociaux prestigieux comme le *Porcellian Club* et le *Hasty Pudding Club*, de la société littéraire *Alpha Delta Phi* et devint éditeur en chef du journal étudiant *The Harvard Advocate*<sup>227</sup>. Motivé par son implication dans la vie étudiante, par de bons résultats académiques à Harvard et plus tard en droit à l'Université Columbia, Theodore Roosevelt se lança en politique en 1881, à l'âge de 23 ans. Élu le 6 novembre 1881, il devint le représentant du parti Républicain à l'assemblée de l'État de New York à Albany.

## 2.2. Le politicien-cowboy

Davantage préoccupé par ses nouvelles fonctions, Theodore Roosevelt fit don de sa collection de spécimens au *National Museum of Natural History* en 1882. En guise de reconnaissance et de remerciement, le secrétaire du musée, Spencer F. Baird, écrivit à Roosevelt : « I was by no means prepared for so admirable or extensive a contribution, and beg to thank you very much for it<sup>228</sup> ». En fait, le nouveau politicien ne délaissait pas ses préoccupations pour le monde naturel, mais réalisa qu'il était le temps de se consacrer à d'autres projets.

Roosevelt continua à satisfaire son attachement envers la nature, alternant vie politique et séjours à l'étranger. Passionné par le plein air, il visita notamment les Rocheuses et les *Badlands* du Dakota du Nord. Justement, ses séjours dans les *Badlands* lui furent particulièrement profitables. Entre 1883 et 1892, Roosevelt construisit et administra deux *ranchs* au Dakota du Nord – le *Elkhorn Ranch* et le *Maltese Cross* – où il vécut pendant plusieurs mois. Ainsi, il put vivre l'expérience du *homesteader*, dans les conditions ardues de la frontière américaine, ce territoire non-développé<sup>229</sup>. Pour lui, ce style de vie – de l'individu qui avait construit sa vie par

---

<sup>225</sup> Le *Nuttall Ornithological Club* fut le premier club ornithologique aux États-Unis, fondé en 1873 et nommé en l'honneur du botaniste et zoologiste Thomas Nuttall.

<sup>226</sup> Nathaniel Southgate Shaler (1841-1906) fut un paléontologue et géologue américain, qui s'intéressa particulièrement aux implications théologiques et scientifiques de la théorie de l'évolution de Charles Darwin.

<sup>227</sup> Theodore Roosevelt, éd., *The Harvard Advocate*, 28, 1880.

<sup>228</sup> Spencer F. Baird, « To Theodore Roosevelt, Mai 26, 1882 », cité dans Cutright, *The Making of a Conservationist*, op. cit., 137.

<sup>229</sup> National Park Service, *Theodore Roosevelt The Rancher*, 30 octobre 2018, <https://www.nps.gov/thro/learn/historyculture/theodore-roosevelt-the-rancher.htm>. Pour davantage de renseignements à propos de la frontière, veuillez consulter le chapitre 3, à la section « Le patriotisme de la nation ».

ses propres moyens, en cultivant le sol – représentait l'idéal national. Selon ses dires, « the homesteaders, the permanent settlers, the men who took up each his own farm on which he lived and brought up his family, these represented from the National standpoint the most desirable of all possible users of, and dwellers on, the soil<sup>230</sup> ». En fait, l'attachement pour les travailleurs de la terre est un concept qui était central à l'idéal jeffersonien, développé par Thomas Jefferson<sup>231</sup> à l'époque de la formation des États-Unis. Dans son ouvrage *Notes on Virginia*, publié en 1785, il déclara : « Those who labor in the earth are the chosen people of God [...]»<sup>232</sup> ». De ce fait, en mettant de l'avant une idée similaire à celle du troisième Président, Roosevelt put d'autant plus assurer une continuité entre les idéaux de ce père fondateur des États-Unis et ceux au tournant du 20<sup>e</sup> siècle. Plus encore, le style de vie adopté par Roosevelt dans les *Badlands* demeurait la pierre angulaire, la doctrine du travail et d'effort physique qu'il désirait façonner en une caractéristique de l'identité américaine. Pour lui, « the strenuous life, the life of toil and effort, of labor and strife » constituait le plus grand gage de succès.<sup>233</sup> Son séjour dans les conditions ardues des *Badlands* lui fut donc profitable en termes de réussite et d'accomplissement personnel.

Plus concrètement, le passage de Roosevelt dans les montagnes façonna son inquiétude – et son appréciation – quant aux enjeux liés à l'avenir des ressources naturelles. Selon l'historien Elmo Richardson, il fut témoin direct de tous les « conflicting claims of farmers, stockmen, and other users of the lands and resources<sup>234</sup> ». Ainsi, « his experiences in the wilderness began to solidify his conservation ethic, which became a cornerstone of his political career<sup>235</sup> ».

Somme toute, l'expérience de Roosevelt dans les *Badlands* fut l'occasion pour lui de rester en contact avec sa personnalité aventurière, tout en demeurant fidèle à ses idéaux personnels. Elle fut d'ailleurs une façon pour lui de vivre son deuil, après les décès successifs de sa mère et de son

---

<sup>230</sup> Roosevelt, *Autobiography*, *op. cit.*, 94.

<sup>231</sup> Thomas Jefferson (1743-1804) fut un des pères fondateurs des États-Unis, impliqué dans la rédaction de la Constitution américaine et le troisième Président des États-Unis, de 1801 à 1809. Il est aussi connu pour sa position en faveur des *yeomen*, ces petits fermiers indépendants, et d'un mode de vie agraire, qu'il considérait comme représentant l'idéal républicain que devaient véhiculer les États-Unis.

<sup>232</sup> Jefferson, Thomas, *Notes on the States of Virginia*, (Boston : David Carlisle, 1801 [1785]), 244.

<sup>233</sup> Cette idée fut centrale à la doctrine du « *Strenuous Life* », popularisée par le discours de Roosevelt à Chicago en 1899, où ce dernier affirma que le succès de la nation américaine allait nécessairement passer par l'affrontement de nombreux obstacles et par le travail acharné de tous. Cité dans Theodore Roosevelt, « The Strenuous Life », (Discours, Hamilton Club, Chicago, 10 avril 1899), cité dans Roosevelt, Theodore, *The Strenuous Life, Essays and Addresses*, (New York : The Century Co., 1902), 21.

<sup>234</sup> Richardson, *The Politics of Conservation*, *op. cit.*, 17.

<sup>235</sup> National Park Service, *Theodore Roosevelt The Rancher*, *op. cit.*

épouse, à quelques heures d'intervalle le 14 février 1884. Dans une lettre à sa sœur Bamie (Anna) en juin 1884, il confia que « I have been having a glorious time here, and am well hardened now [...] I have never been in better health than on this trip [...] »<sup>236</sup> ». Plus encore, les *Badlands* avaient eu un si gros impact sur lui, qu'il se considérait alors davantage un homme littéraire qu'un politicien. Fort de la publication de trois livres portant sur ses expériences – *Hunting Trips of a Ranchman* (1884), *Ranch Life and the Hunting Trail* (1888) et *The Wilderness Hunter* (1893), il déclara : « I'm a literary feller, not a politician, nowadays<sup>237</sup> ».

Theodore Roosevelt reprit un rôle actif en politique en 1895. Il avait servi comme commissaire du *Civil Service Commission* de 1888 à 1895, alternant son temps entre New York et le Dakota. Il fut Commissaire de la police de New York de 1895 à 1897 et Assistant-Secrétaire de la Marine en 1897. Lorsque la guerre hispano-américaine éclata en 1898, Theodore Roosevelt quitta son poste afin de créer un régiment de volontaires, les *Rough Riders*<sup>238</sup>. À son retour de la guerre et fort de son prestige comme « héros de guerre », il se présenta pour le poste de gouverneur de New York et remporta ses élections de justesse<sup>239</sup>. Son mandat fut marqué par plusieurs réformes, notamment en termes de conditions ouvrières, certaines étant même qualifiées des « most advanced for any state in the nation<sup>240</sup> ».

Toutefois, les mesures rooseveltiennes furent jugées trop progressistes pour le parti Républicain. Le sénateur Thomas C. Platt, chef de la machine politique new-yorkaise et opposant de Roosevelt, voulait donc éviter que Roosevelt se fasse réélire comme gouverneur de New York en 1900. Par conséquent, « Platt, fearing that another two years of Roosevelt [au poste de Gouverneur] would wreck the state of the Republican Party, intended to kick him upstairs to a place on the national ticket<sup>241</sup> ». Quoiqu'un poste à la Vice-Présidence puisse signifier plus de prestige, Roosevelt était inquiet de ce que signifiait ce changement. Contrairement à sa charge de travail en politique étatique à New York, dit-il, « in the Vice-Presidency I could do nothing [...] »<sup>242</sup>

---

<sup>236</sup> Roosevelt, « To Anna Roosevelt, Juin 17, 1884 », dans Morison, *Letters, vol. 1, op. cit.*, 73.

<sup>237</sup> Cité dans Henry Pringle, *Theodore Roosevelt, A Biography*, (New York : Harcourt, Brace and Company, 1931), 115.

<sup>238</sup> En tant qu'Assistant-Secrétaire de la Marine, Roosevelt était dans l'impossibilité de servir dans l'armée des États-Unis.

<sup>239</sup> Edmund Morris, *The Rise of Theodore Roosevelt*, (New York : Coward, McCann & Geoghegan, Inc, 1979), 686.

<sup>240</sup> *Ibid.*, 699.

<sup>241</sup> Nathan Miller, *Theodore Roosevelt, A Life*, (New York : William Morrow and Company, Inc., 1992), 337-338

<sup>242</sup> Cité dans Morris, *op. cit.*, 718.

». Face à la pression de plusieurs politiciens, Roosevelt accepta la nomination, aux côtés du candidat présidentiel William McKinley. Malgré ses réticences, Roosevelt se lança à fond dans la campagne électorale<sup>243</sup>. Après la victoire républicaine en 1900, il devint Vice-Président des États-Unis. Cependant, le Président William McKinley fut assassiné en 1901 et c'est Roosevelt qui lui succéda à la Maison Blanche. En fin de compte, la manœuvre des Républicains new-yorkais échoua et propulsa Theodore Roosevelt à la présidence, lui permettant de devenir le 26<sup>e</sup> Président des États-Unis.

### 2.3. Le président conservateur

Lors de sa Présidence (1901-1909), Roosevelt voulut poursuivre ses mesures réformistes, comme en témoigne le chapitre 10 de son autobiographie, *The Presidency: Making an Old Party Progressive*. Les principaux éléments du progressisme à l'époque étaient la justice en milieu de travail, le contrôle des corporations et bien sûr la conservation des ressources naturelles. Même si la conservation s'était développée depuis la décennie 1870 et particulièrement lors des années 1890, c'est sous Roosevelt que le mouvement prit son envol.

À une époque de développement industriel rapide, Theodore Roosevelt s'inquiéta du manque de ressources, mais aussi de problèmes dans la gestion des ressources nécessaires à ce développement industriel. Pour lui, un des dangers était la concentration des ressources entre les mains des grandes entreprises et des corporations. Ainsi, dit-il « if we allow great industrial organizations to exercise unregulated control of the means of production and the necessities of life [c'est-à-dire, les ressources naturelles], we deprive the Americans of today [sic] and of the future of industrial liberty<sup>244</sup> ». En fait, cette notion de « *unregulated control* » était pour lui synonyme de monopole économique, faisant ainsi obstacle à l'égalité des chances<sup>245</sup>. C'est donc pour cette raison que les politiques de conservation de Theodore Roosevelt étaient une façon de donner à tous, mais plus particulièrement au « *small man*<sup>246</sup> » et aux « *homesteaders* », la chance

---

<sup>243</sup> Il prononça 673 discours dans 567 villes et 24 États durant la campagne électorale de 1900. Données tirées de Morris, *The Rise of Theodore Roosevelt, op. cit.*, 730

<sup>244</sup> Henry Gannett, éd., *Report of the National Conservation Commission*, (Washington : National Conservation Commission, 1909), 3

<sup>245</sup> *Ibid.*, 4

<sup>246</sup> *Ibid.*, 5.

de profiter des terres et des ressources. Selon ses dires, « our public-land policy has for its aim the use of the public land so that it will promote local development by the settlement of home makers<sup>247</sup> ». À cet effet, les « *homesteaders* » étaient d'une haute importance pour Roosevelt, puisque, comme nous le verrons, ils perpétuaient l'héritage des pionniers et les colons américains auxquels est associé l'idéal du travail de la terre. Ses idéaux et ses politiques visaient donc à empêcher que les terres publiques et les forêts nationales soient monopolisées au bénéfice de quelques individus et à court terme. Au contraire, Roosevelt désirait en faire des espaces établis pour le « *permanent public good*<sup>248</sup> ». Par exemple, pour ce qui est de la politique rooseveltienne de développement des pâturages, il s'agissait de « [an] attempt to secure public control of the open range, and thus to convert its benefits to the use of the small man, who is the home maker, instead of allowing it to be controlled by a few great cattle and sheep owners<sup>249</sup> ».

Mis à part ce souci d'équité, Theodore Roosevelt entretenait aussi une inquiétude face à l'inefficacité dans le développement des ressources. En fait, la question d'efficacité fut centrale dans le mouvement de conservation<sup>250</sup>. Comme le mentionna Samuel P. Hays, « the conservation movement was closely connected with other organizations which attempted to promote efficiency<sup>251</sup> ». Concrètement, on désira s'attaquer à des méthodes arriérées de développement des ressources. Par exemple, relativement au milieu forestier, on dit que « sawmills were inefficient, use of wood in buildings was based on custom rather than sound engineering<sup>252</sup> ». En réaction à ces pratiques et dans le but de moderniser le secteur des ressources naturelles, l'administration Roosevelt resta en contact avec les quatre principales associations d'ingénieurs, le *American Society of Civil Engineers*, le *American Society of Mechanical Engineers*, le *American Institute of Electrical Engineers* et le *American Institute of Mining Engineers*, afin d'obtenir une variété de renseignements et de données servant à mieux développer les ressources individuellement, mais aussi entre elles. De toute évidence, ces associations avaient saisi que les ressources demeuraient dépendantes les unes des autres et qu'on pouvait affecter un type de ressources en changeant la

---

<sup>247</sup> *Ibid.*, 4

<sup>248</sup> *Ibid.*

<sup>249</sup> *Ibid.*, 5

<sup>250</sup> En fait, le mouvement d'efficacité fut très important aux États-Unis lors de l'ère progressiste, c'est-à-dire, vers la fin du 19<sup>e</sup> siècle et au début du 20<sup>e</sup> siècle. On désira s'attaquer aux anciennes méthodes peu productives dans plusieurs secteurs, notamment dans l'administration gouvernementale, la production industrielle et, bien sûr, le développement et la conservation des ressources naturelles.

<sup>251</sup> Hays, *The Gospel of Efficiency*, *op. cit.* p. 123.

<sup>252</sup> MacCleery, *American Forests*, *op. cit.*, 25.

façon dont on en développait une autre. Par exemple, ces sociétés comprirent que le potentiel électrique dans les cours d'eau devait être exploité de manière à réduire l'impact et l'épuisement des réserves de charbon. De ce fait, cela permettait d'améliorer à la fois le secteur minier et la condition des cours d'eau.

L'efficacité des techniques pouvait aussi avoir des effets à plus grande échelle. Douglas MacCleery écrit que « many of these changes decreased the demand for wood while increasing agricultural productivity per land area, thereby reducing the need to clear forests for agriculture<sup>253</sup> ». Ainsi, en améliorant certaines méthodes dans le secteur agricole, on réduisait le besoin de couper plus d'arbres afin de créer de nouvelles terres agricoles, à une époque où la déforestation devenait un problème grandissant partout aux États-Unis<sup>254</sup>.

Plus précisément, un des résultats que Roosevelt désira obtenir avec l'implantation des méthodes plus efficaces fut la réduction du gaspillage. Justement, avec les anciennes techniques utilisées en foresterie, « huge volumes of wood simply rotted<sup>255</sup> ». Non seulement cela était-il un problème concret, à cause de l'inutilisation et la destruction de plusieurs ressources, mais aussi certains parlaient même de gaspillage du potentiel des ressources inutilisées. Dans une réunion au *American Society of Civil Engineers*, Charles Macdonald, président de la *Society*, cita l'ingénieur Lord Kelvin, au sujet du potentiel à gagner en développant l'hydroélectricité dans les chutes du Niagara, et lança: « I consider it almost an international crime that so much energy has been allowed to go to waste<sup>256</sup> ». Plus encore, la lutte contre le gaspillage, peu importe la nature des ressources inutilisées – ressources concrètes gaspillées ou potentiel non-exploité – était signe de modernité. Dans le *Cassier's Engineering Monthly*, on peut lire: « The Millenium will have been reached when humanity will have learned to eliminate all waste<sup>257</sup> ». L'efficacité était donc signe non seulement de progrès technologique, mais aussi d'avancement social. Ainsi, afin d'atteindre un idéal de productivité, le mouvement conservationniste fut marqué par ce que Hays qualifie de « a close kinship with the scientific and technological spirit of the Roosevelt administration<sup>258</sup> ».

---

<sup>253</sup> *Ibid.*, 27.

<sup>254</sup> L'exemple de l'Ohio demeure probant afin de relater l'ampleur de la déforestation. On dit qu'en 1800, 96% de l'actuel territoire de Ohio était couvert de forêts riches. En 1850, ce pourcentage avait diminué à 60% du territoire, en 1900, ce chiffre était de 25%. Cité dans *Ibid.*, 21.

<sup>255</sup> *Ibid.*, p. 25.

<sup>256</sup> Cité dans *American Society of Civil Engineers, Proceedings*, (New York : The Society, 1908), 254.

<sup>257</sup> Texte anonyme, dans *Cassier's Engineering Monthly*, 44, 1908, 1.

<sup>258</sup> Hays, *The Gospel of Efficiency, op. cit.*, 123.

L'arrivée au pouvoir de Roosevelt fut profitable à certains individus qui, auparavant, n'avaient pu jouer qu'un rôle marginal en conservation. Frederick Haynes Newell constitue un bon exemple à cet effet. Ingénieur et hydrographe, il fut le secrétaire volontaire du *National Geographic Society* en 1892-1893 et en 1897-1899. Sans toutefois négliger son rôle au sein de la société géographique, c'est sous le 26<sup>e</sup> Président que Newell fut en mesure de démontrer l'étendue de sa connaissance et de son talent. Si en 1899 il était un employé volontaire d'une société non gouvernementale, il devint, sous Roosevelt « one of the architects of water policy and of the entire conservation movement<sup>259</sup> ». En fait, il ne s'agit ici qu'un exemple de l'influence de Roosevelt sur la progression du mouvement de conservation.

Une des premières mesures conservationnistes de l'ère Roosevelt fut le *Newlands Reclamation Act* de 1902. Proposée par le sénateur Francis Newlands, la loi fut créée dans le but de financer des projets d'irrigation dans l'ouest du pays, par le biais du tout nouveau *Reclamation Fund*. En bref, elle prévoyait que les États vendent leurs terres publiques irrigables au gouvernement fédéral, en échange d'une somme d'argent qu'ils devaient déposer dans le fonds. Par la suite, le gouvernement fédéral s'engagerait à utiliser cet argent pour des projets d'irrigation dirigés par le *Reclamation Service*. Les conditions des terres et les conditions climatiques aux États-Unis faisaient en sorte que ces efforts de réclamation et d'irrigation étaient nécessaires. Aux dires de Frederick Newell, entre soixante et cent millions d'acres de terres en 1902 dans l'ouest du pays pouvaient bénéficier d'irrigation<sup>260</sup>. De plus, l'auteur et historien Donald J. Pisani rapporte que la sécheresse touchait aussi l'est du pays. À cet effet, seulement un peu plus de 600 000 acres de territoire étaient irrigués dans ce qu'il appelle le « *humid half* » des États-Unis<sup>261</sup>.

Pour en revenir au *Reclamation Act*, un des enjeux les plus problématiques de la loi fut les droits à l'eau. D'une part, le gouvernement fédéral désirait acquérir les terres irrigables, tandis que d'autre part, les États voulaient conserver le droit de redistribuer l'eau.<sup>262</sup> En fait, depuis 1866, ce

---

<sup>259</sup> *Ibid.*, 7.

<sup>260</sup> Cités dans Douglas J. Pisani, *Water and American Government: The Reclamation Bureau, National Water Policy, and the West, 1902-1935*, (Berkeley : University of California Press, 2002), 2.

<sup>261</sup> *Ibid.*, 4-5.

<sup>262</sup> Notamment le Wyoming fut très actif dans la lutte contre le gouvernement fédéral. Les ingénieurs d'État rédigèrent leur propre plan de redistribution, qui était basé sur une estimation préalable de la quantité d'eau disponible, sur les priorités de l'État et sur l'approbation d'un juge pour officialiser le tout. Des réactions – positives et négatives – vinrent aussi de la part du public. Les opinions variaient largement sur la nécessité d'un tel projet à ce moment, sur le financement des projets et sur l'attribution des projets parmi dans les États. Propos recueillis du DC

droit appartenait bel et bien aux États.<sup>263</sup> Malgré tout, ce ne fut pas assez pour obtenir gain de cause. Le *Reclamation Act* donna préséance au fédéral grâce à une clause stipulant que « the title to and the management and operation of the reservoirs [...] shall remain in the Government until otherwise provided by Congress<sup>264</sup> ». Avec cette victoire face aux États, les activités du *Bureau of Reclamation* commencèrent rapidement. Dès 1904, le fonds d'irrigation contenait seize millions de dollars. Les premiers projets d'irrigation furent approuvés dès mars 1903, suivis de cinq en 1904, neuf en 1905 et de quatre en 1906<sup>265</sup>. En outre, ces projets eurent des résultats concrets satisfaisants en termes de peuplement des régions irriguées. À titre d'exemple, la population de Klamath Falls en Oregon était de 447 habitants en 1905. Grâce au projet d'irrigation exécuté dans le réseau de la rivière Klamath, sa population grimpa à 2 758 habitants en 1910, soit une augmentation de plus de 600%<sup>266</sup>. Plus encore, les effets des projets de réclamation eurent un tel impact que, aux dires de Theodore Roosevelt, deux tiers des produits au Colorado étaient le produit de fermes irriguées et la valeur de ces produits avait dépassé les 15 millions de dollars<sup>267</sup>.

À la lumière de cette controverse entre droits territoriaux et droits aquatiques et des succès anticipés grâce à l'irrigation, il était dorénavant concevable que deux ressources, c'est-à-dire, les terres et les eaux puissent partager des enjeux communs. Ainsi, il fallait les unir dans une politique connexe ou similaire. Préoccupé par l'enjeu, Theodore Roosevelt affirma que « welfare is guarded by the union of the water and the land<sup>268</sup> ». À cet effet, le projet de conservation de ce dernier fut organisé en réaction à cette volonté de réclamer et d'irriguer les terres publiques de l'ouest américain<sup>269</sup>.

---

*Times* (Washington D.C., 6 juillet 1902), du *Daily Sentinel* (Colorado, 4 mars 1902), du *Heppner Gazette* (Oregon, 24 décembre 1903) et du *Weekly Independent* (Nevada, 7 février 1902).

<sup>263</sup> Une loi de 1866 permettait aux propriétaires de canaux d'irrigation la possibilité de conserver leur droit de passage, c'est-à-dire le « act granting the right of way to ditch and canal owners [...] », cité dans George P. Sanger, éd., *Statute, at Large, Treaties, and Proclamations, of the United States of America. From December, 1865, To March, 1867*, (Boston : Little, Brown and Company, 1868), 251.

<sup>264</sup> United States Congress, *Statutes at Large of the United States of America, from December, 1901, to March, 1903*, (Washington D.C. : United States Congress, 1903), 389.

<sup>265</sup> Pisani, *op. cit.*, 3-4.

<sup>266</sup> Bureau of the Census, *Thirteenth Census of the United States, Volume III Population 1910*, (Washington : Department of Commerce, 1913), 485.

<sup>267</sup> *Address of President Roosevelt at Denver, Colorado, May 4, 1903*. Theodore Roosevelt Papers. Library of Congress Manuscript Division. 12 août 2019, <https://www.theodorerooseveltcenter.org/Research/Digital-Library/Record?libID=o289782>.

<sup>268</sup> *Ibid.*

<sup>269</sup> Hays, *The Gospel of Efficiency, op. cit.*, 5.

En bref, le mouvement de conservation du 26<sup>e</sup> Président voulait que le gouvernement fédéral assure lui-même la gestion des ressources naturelles, de manière à développer le territoire américain selon un système homogène et une idéologie nationale. Roosevelt s'attarda tout d'abord à l'exploitation contrôlée des ressources comprises sur le domaine public et dans les réserves forestières nationales – renommées « forêts nationales » en 1907. Ensuite, il voulut améliorer la navigation aux États-Unis par la rénovation et la réfection de cours d'eau partout au pays. Dans son ensemble, le projet fut une façon de concilier les sphères politique, économique et scientifique, tout en gardant le cap sur les objectifs et les méthodes de chacune d'entre elles. De la sorte, il serait possible pour les politiciens d'instaurer leur propre vision de gouvernance, aux acteurs économiques de faire valoir leurs intérêts, et à la communauté scientifique – ingénieurs, géologues, hydrographes, forestiers, etc. – de collaborer activement à la conservation. En somme, l'objectif ultime de Roosevelt et de son administration était de soutenir un profit des ressources, tout en offrant aux gens un accès plus équitable et plus durable aux ressources naturelles.

#### **2.4. Un domaine public réaménagé**

Dans une optique de maximisation du potentiel des ressources naturelles sur le domaine public, c'est-à-dire, les pâtures, l'eau et le charbon, le 26<sup>e</sup> Président créa sa politique de gestion des terres publiques. Grâce à une gestion territoriale plus active, il espérait régler quelques problèmes qu'il voyait se développer, soit le monopole des terres par les grandes entreprises et l'inefficacité en termes de développement et de gestion des ressources. En fait, les terres publiques constituèrent le point de départ du projet de conservation de Roosevelt. Non seulement une de ses premières actions en conservation comme Président fut d'établir les bases pour l'irrigation des terres publiques de l'ouest du pays par le biais du *Reclamation Act* en 1901, mais les raisons avancées pour le développement du domaine public sont celles avancées pour justifier l'entiereté du conservationisme sous sa gouvernance. Justement, tout comme nous l'avons vu, il parla de « the saving of the resources on the public domain for public use<sup>270</sup> ». Il avait aussi l'objectif de « secure in permanence the fullest and most effective use of the resources of the public lands<sup>271</sup> ».

---

<sup>270</sup> Roosevelt, *Autobiography, op. cit.*, 413.

<sup>271</sup> Roosevelt, Theodore, « Message from the President of the United States [...] », cité dans Public Lands Commission, *Report of the Public Lands Commission*, (Washington : D.C, Public Lands Commission, 1905), iii.

De ce fait, le développement adéquat des terres du domaine public était, de toute évidence, crucial pour Roosevelt, car non seulement ces territoires étaient représentatifs des objectifs de Roosevelt pour le mouvement de conservation au complet, mais aussi en termes des individus, les « *homesteaders* » qui y étaient installés et continueront de venir s’y installer.

Face à l’abondance et à la variété de terres publiques partout au pays<sup>272</sup>, Roosevelt créa en 1903 le *Public Lands Commission*, qui serait en charge de planifier et de mener les projets de réorganisation territoriale. L’importance de la commission fut telle que l’économiste John Ise, auteur de *The United States Forest Policy* en 1920, rapporta que « perhaps the real genesis of the conservation movement, in this sense, is to be found in the appointment, by President Roosevelt, of the Public Lands Commission in 1903<sup>273</sup> ». En fait, l’objectif de la commission était de concilier « the divergence of opinion as to the remedies [for land management] to be adopted<sup>274</sup> ». La commission fut dirigée par Frederick Newell, Gifford Pinchot et William Alford Richards, commissaire du *General Land Office*. Ainsi, chacun allait fournir une perspective et des objectifs différents quant à l’enjeu des terres publiques, de sorte à cerner la problématique dans son entièreté. On explique que « Pinchot wanted to clarify the status and use of the forest reserves [...] Newell likewise wanted to stop erosion, on and off the forest reserves, in order to protect the dams and reservoirs [...] Richards was responsible of what remained of the public domain [...]»<sup>275</sup> ».

Tout d’abord, afin de bien pouvoir enquêter sur la condition et le potentiel des sols et des ressources, plusieurs terres furent sujettes à ce qu’on appelle des *land withdrawals* par le gouvernement fédéral entre 1903 et 1908. En fait, cette pratique consistait à retirer temporairement certains espaces du domaine public<sup>276</sup>. L’objectif de cette pratique était d’avoir accès aux terres pour pouvoir les étudier objectivement et scientifiquement, de sorte à déterminer la qualité et la quantité des ressources qui s’y trouvaient. Ce faisant, il était possible de déterminer quel type d’exploitation – minier, agricole, de bétail, de *homesteading* ou autre – serait le plus profitable à

---

<sup>272</sup> On estimait que plus d’un tiers du territoire des États-Unis était constitué de terres publiques, toutes différentes les unes des autres, « including every variety of topography and climate », cité dans Public Lands Commission, *Report of the Public Lands Commission, op. cit.*, IV.

<sup>273</sup> John Ise, *The United States Forest Policy*, (New Haven : Yale University Press, 1920), 150.

<sup>274</sup> Public Lands Commission, *Report of the Public Lands Commission, op. cit.*, IV.

<sup>275</sup> Nathan F. Sayre, *The Western Range: A Leaking Lifeboat for Conservation in the New West*, dans Richard L. Knight et al., édés., *Home Land: Ranching and a West That Works*, (Boulder : Rocky Mountain Land Library, 2007), 39.

<sup>276</sup> Il s’agit ici de l’application concrète du concept exprimé dès 1897 dans le *Forest Management Act*.

long terme. Grâce à cette étude, la prochaine étape fut de classer les terres du domaine public selon la ressource naturelle à privilégier, une pratique appelée le *land classification*. Au total, l'administration Roosevelt retira plus de 234 millions d'acres du domaine public, afin de les étudier, de les classer et de les désigner comme des terres d'exploitation spécifique<sup>277</sup>. En plus de ce total de terres classifiées, Roosevelt et le *Public Lands Commission* se démarquèrent notamment par l'efficacité et la rapidité de leur travail. En juin 1906, Roosevelt retira 50 millions d'acres du domaine public à des fins d'étude et de classement, avant que plus de la moitié de ce territoire ne soit désigné et remis en circulation que quelques mois plus tard, en mars 1907<sup>278</sup>. Pareillement, le *United States Geological Survey* effectua entre 1907 et 1909 l'étude spécialisée de plus de 740 000 acres de terres de charbon, dans le but d'établir la valeur des ressources et d'en permettre la vente<sup>279</sup>.

À la lumière de cette réorganisation, le *Land Classification Board* fut créé, afin d'accélérer et d'élargir le programme de classification. Établi en tant que division du *United States Geological Survey* (USGS), le *Board* était une délégation d'experts assignés à gérer les ressources nouvellement découvertes sur des terres déjà classées et au règlement des litiges territoriaux<sup>280</sup>. Concrètement, le *Land Classification Board* était en charge de tout changement qui pouvait se produire sur les terres du domaine public, incluant la re-classification et la conciliation de lois qui causaient controverse. Le *Board* fut donc notamment responsable d'appliquer les conditions du nouveau *Enlarged Homestead Act* – une loi qui offrait de plus grands lots de terres aux *homesteaders* – au domaine public<sup>281</sup>. Sans surprise, les responsabilités de cette nouvelle institution restaient fidèles à l'idée rooseveltienne d'octroyer aux *homesteaders* ce qui leur était dû. Aux dires de Roosevelt, « it is as much the duty of public-land officials to help the honest

---

<sup>277</sup> Charles Van Hise, *The Conservation of Natural Resources in the United States*, (New York : McMillan, 1910), 10.

<sup>278</sup> Hays, *The Gospel of Efficiency*, *op. cit.*, 83.

<sup>279</sup> *Ibid.*, 86-87

<sup>280</sup> À défaut d'avoir une politique de terres publiques homogène, il était possible de contourner certains règlements et ainsi obtenir une terre plus aisément. La fraude dans l'acquisition des terres était devenue une réelle problématique. On dit que « potential oil lands were being obtained fraudulently under other laws [...] ». Cité dans United States Geological Survey, *Beginning the Second Quarter-Century*, 14 septembre 2018, <https://pubs.usgs.gov/circ/c1050/second.htm>.

<sup>281</sup> Le *Enlarged Homestead Act* fut établi le 11 mars 1909, une semaine après la fin de la Présidence de Roosevelt, mais s'inscrit toujours dans la vision rooseveltienne favorable au *homesteading*. Notions tirées de United States Congress, *The Statutes at Large of the United States of America from December, 1907, To March, 1909*, (Washington, D.C. : United States Congress, 1909), 639.

settler to get title to his claim as it is to prevent the looting of public lands<sup>282</sup> ». Somme toute, le processus de classification des terres fut une façon pour Roosevelt de rester fidèle à son idéal d'accessibilité aux ressources, surtout pour les *homesteaders*. Plus encore, les lois de *homesteading* – le *Enlarged Homestead Act* de 1909 et le *Kinkaid Act* de 1904, comme nous le verrons – favorisèrent l'obtention de terres pour ces individus que Roosevelt admirait comme contributeurs au succès de la nation.

Mis à part la priorité attribuée au *homesteading*, la pratique de classification et de désignation des terres était également une manière d'attribuer les ressources en fonction de leur importance à la nation. En 1909, un gisement d'huile fut découvert sur une terre qui contenait aussi des minéraux – du gypse – mais qui avait anciennement été classée comme une zone d'extraction minérale. Face à l'impossibilité d'ouvrir la terre aux deux types d'extraction, elle fut désignée en 1909 comme une zone d'extraction d'huile plutôt que minière<sup>283</sup>. En fait, l'huile prit préséance sur les minéraux, puisqu'il s'agissait d'une ressource essentielle pour la Marine américaine et par extension, pour le bien-être de la nation<sup>284</sup>.

Plus encore, fidèle à un principe qui fut au cœur de son discours sur la conservation – le souci pour l'avenir et pour les besoins des prochaines générations – Roosevelt s'assura de traiter de ces enjeux dans ses mesures de développement du domaine public.<sup>285</sup> En 1908, le géologue Charles Van Hise réalisa que de grandes quantités de minéraux phosphoreux demeuraient sans protection ou vendues à l'étranger et fit part de son inquiétude à Theodore Roosevelt.<sup>286</sup> Face à l'enjeu de Van Hise, il s'agissait pour Roosevelt d'une belle occasion de concrétiser son souci pour les besoins des prochaines générations. Même si le phosphate n'était pas une ressource courante à l'époque, on entrevoyait son utilité pour la production d'engrais agricole. Par conséquent, 4.7 millions d'acres de terres furent retirés du domaine public en Idaho, au Montana et au Wyoming

---

<sup>282</sup> Roosevelt, *Autobiography*, *op. cit.*, 412.

<sup>283</sup> Cette désignation se fit le 27 septembre 1909, par le Président Taft, quelques mois après la fin du mandat de Roosevelt. Toutefois, il s'agit d'une continuation du projet lancé par ce dernier au début de la décennie.

<sup>284</sup> Dans une lettre adressée au Secrétaire de l'Intérieur James R. Garfield, George Otis Smith, du USGS, écrit : « [...] the superiority of liquid fuels [petroleum] for the Navy. For that reason I have to recommend that the filing of claims in the oil lands in the State of California be suspended in order that the Government may continue ownership of valuable supplies of liquid fuel [...] ». Cité dans Max W. Ball, *Petroleum Withdrawals and Restorations Affecting the Public Domain*, (Washington D.C. : United States Geological Survey, 1916), 104.

<sup>285</sup> Surtout la rhétorique de Roosevelt était remplie de références à l'avenir, au futur et aux générations futures. Notamment, il affirma lors de son adresse inaugurale en 1901 que « what we do will affect not only the present but future generations ». Roosevelt, « First Annual Message », *op. cit.*

<sup>286</sup> Cité dans Hays, *The Gospel of Efficiency*, *op. cit.*, 87

et furent soumis au processus de classification.<sup>287</sup> De la sorte, Roosevelt pu être rassuré, puisque ces ressources furent dorénavant protégées, pour que les agriculteurs puissent un jour y avoir accès. Il s'agit justement d'un bon exemple – parmi tant d'autres – du souci qu'entretenait Roosevelt pour le futur des ressources et pour l'éventuel besoin en ressources.

Somme toute, ce processus fut une composante importante du projet de Roosevelt, car il permit de déterminer la quantité de ressources naturelles disponible sur le domaine public. Ainsi, trois piliers importants pour Roosevelt – le *homesteading*, la contribution au bien-être de la Nation, et le respect de l'avenir et des besoins futurs – purent être adressés par ses politiques concernant les terres publiques.

Par la suite, l'administration Roosevelt tenta d'établir un plan concret de développement des terres. Avec ce qu'il nomma le *permit system* et le *leasing measure*, le gouvernement fédéral désirait assurer sa mainmise dans la conservation du territoire. Tout d'abord, le pâturage sur le domaine public fut un enjeu très complexe. À cause de l'absence de réglementation, il existait une compétition féroce chez les éleveurs, soit les éleveurs de bovins (*cattlemen*) et de moutons (*sheepmen*). Sur les pâtures, « cattle and sheepmen roamed the public domain, grabbing choice grazing areas before others could reach them first<sup>288</sup> ». À cause du piétinement continu du sol<sup>289</sup> par une population animale grandissante, Roosevelt s'inquiétait de la détérioration des terres. Ainsi, « the general lack of control of the range lands had resulted in overgrazing and in the ruin of millions of acres of otherwise valuable grazing territory<sup>290</sup> ». En effet, en Utah, en Idaho et au Montana, la population de moutons avait augmenté exponentiellement, passant de quelques centaines de milliers dans les années 1880, à plus de dix millions dans la décennie 1900<sup>291</sup>. Non seulement ce phénomène était-il nuisible à l'industrie du pâturage, mais il était devenu de plus en plus ardu pour les *homesteaders* de trouver des lots de terre adéquats. Face à cet enjeu problématique, le *Public Land Commission* en arriva à une solution, dans laquelle « authority

---

<sup>287</sup> Van Hise, *The Conservation of Natural Resources in the United States*, *op. cit.*, 10.

<sup>288</sup> Hays, *The Gospel of Efficiency*, *op. cit.*, 50.

<sup>289</sup> Le phénomène des « *transient herds* » était également un problème sur le range. Ceux-ci étaient des troupeaux qui voyageaient régulièrement de longues distances, dirigés par des éleveurs à la recherche de pâtures. À propos de ceux-ci, on disait : « They just drift around in search of good feeding grounds, and camp wherever these areas are found, regardless of the interests of anyone else ». Cité dans Public Lands Commission, *Report of the Public Lands Commission*, *op. cit.*, 12

<sup>290</sup> Public Lands Commission, *Report of the Public Lands Commission*, *op. cit.*, xxi.

<sup>291</sup> David F. Costello et Richard E. McArdle, « The Virgin Range », dans United States Department of Agriculture Forest Service, *The Western Range*, (Washington D.C. : United States Senate, 1936), 125.

should be given to the President to set aside grazing districts [...] and collect a moderate fee for grazing permits<sup>292</sup> ».

Toutefois, cette idée de districts rouva peu d'appui. Si plusieurs individus – agriculteurs et *homesteaders* – étaient opposés à l'idée de réserver des aires au pâturage, au profit de ce qui pourrait être des terres agricoles, les éleveurs, de leur côté, s'opposaient à quelconque contrôle des pâtures par le gouvernement fédéral. Plus encore, le *Kinkaid Act* de 1904 vint d'autant plus nuire à la proposition des districts de pâturage. Imaginée par le représentant au Congrès Moses Kinkaid du Nebraska, la loi offrit à certains nouveaux arrivants un lot de 640 acres pour leur *homestead*, à condition que ces derniers s'engagent à améliorer la condition du sol. Même si la nouvelle mesure représenta une victoire pour les *homesteaders* – ces individus prisés par Roosevelt – elle signifiait que moins de superficie serait disponible pour le pâturage. Cependant, certains éleveurs virent la loi positivement, car il s'agissait une façon de régler les conflits qui continuaient d'éclater entre éleveurs. Selon leurs dires, les pâtures purent alors « become something to own instead of to fight over it<sup>293</sup> ».

Malgré les opinions contrastantes, Roosevelt présenta formellement un plan de gestion – le *leasing measure* – à la Chambre en 1907. Ce plan prévoyait l'octroi de permis temporaires de pâturage aux éleveurs, afin que ces derniers puissent s'installer sur des pâtures bien délimitées, en échange d'un frais de pâturage. Par contre, il faudra attendre 1934 pour qu'il soit réalisé, par Franklin Roosevelt<sup>294</sup>. En somme, il est possible de voir l'enjeu des pâtures de deux façons. D'une part, même s'il fallut attendre jusqu'en 1934 pour le voir se réaliser, les idéaux de Theodore Roosevelt parvinrent à se concrétiser et les pâtures du domaine public permirent effectivement au gouvernement fédéral d'en soutirer une somme d'argent. D'autre part, il demeure difficile de négliger le fait que le plan de Theodore Roosevelt ne fut réalisé que trois décennies plus tard. Il s'agit donc d'un bilan mitigé pour ce qui est des pâtures.

---

<sup>292</sup> Public Lands Commission, *Report of the Public Lands Commission, op. cit.*, xii.

<sup>293</sup> H. E. Kennedy, *Proceedings of the Eight Annual Convention of the National Livestock Association*, (Denver : Colorado, National Livestock Association, 1905), 293.

<sup>294</sup> Malgré que le concept de location de pâtures ne soit devenu loi qu'en 1934 (le *Taylor Grazing Act*), il généra des revenus immédiats, soit de 3.2 millions, 11.5 millions et 12.5 millions de dollars, respectivement dans les années 1930, 1940, et de 1951 à 1956. Cité dans Bureau of the Census, *Historical Statistics of the United States, Colonial Times to 1957*, (Washington, D.C. : U.S. Department of Commerce Bureau of the Census, 1961 [1960]), 238.

Ensuite, Roosevelt désirait développer l'hydroélectricité dans le cadre de sa politique de terres publiques. Pareillement, à la politique concernant les pâtures, Roosevelt suggérait d'imposer aux compagnies hydroélectriques un frais et une série de conditions à respecter, en échange de la permission temporaire de s'installer à un endroit déterminé. Même si plusieurs compagnies finirent par accepter de se soumettre au plan de réglementation fédérale, elles refusèrent d'accepter qu'on leur impose un frais d'exploitation. Le tout sera officialisé en 1920, avec la signature du *Federal Water Power Act* par le Président Wilson.<sup>295</sup> La loi créa le *Federal Power Commission*, qui avait la charge d'exécuter les dispositions de la nouvelle loi. Notamment, le *Power Act* « established firmly the principle of federal regulation of water power projects, limited licenses to not more than fifty years and provided Government recapture of the power at the end of the franchise<sup>296</sup> ». Somme toute, la conclusion à en faire demeure similaire à celle entourant le plan de pâturage de Roosevelt. D'une part, en interprétant les actions de Wilson comme une continuation des idéaux de Roosevelt, il devient clair que la mesure imaginée par Theodore Roosevelt fut un succès. D'autre part, il est difficile d'ignorer que la mesure rooseveltienne ne sera adoptée que quinze ans plus tard et ne comportera pas de disposition financière pour que le gouvernement fédéral puisse profiter financièrement du développement aquatique. En ce sens, force est d'admettre que la politique aquatique de Roosevelt ne fut pas entièrement une réussite.

Finalement, l'autre ressource principale inscrite dans les objectifs de Roosevelt sur les terres du domaine public fut le charbon. Depuis 1873, le charbon des terres du domaine public était sujet aux conditions établies par le *Coal Act of 1873*. Cette loi stipulait que le prix de ce produit minéral pouvait être déterminé par le Département de l'Intérieur, à sa propre discrétion. Puisqu'aucune valeur n'avait changé depuis 1873, l'administration Roosevelt commanda une nouvelle évaluation du charbon, dans le but de moderniser les données. Elle détermina une valeur deux fois supérieure à celle établie sous les dispositions du *Coal Act of 1873*. Face à cette découverte, l'administration voulut appliquer au charbon une politique similaire à celle appliquée aux autres ressources du domaine public, c'est-à-dire, un système de permis et de location – le *leasing measure*, accompagné de frais d'exploitation.

---

<sup>295</sup> Pinchot avait continué à négocier, dans l'espoir de faire accepter aux compagnies ce *permit charge* et ainsi compléter la politique proposée par Roosevelt la décennie précédente.

<sup>296</sup> Pinchot, « Long Struggle for Effective Federal Water Power Legislation », *George Washington Law Review*, 14, (1945-1946) : 19.

Cependant, le concept prescrit par l'administration Roosevelt ne fit pas l'unanimité. Notamment, le sénateur Robert LaFollette du Wisconsin était insatisfait du niveau d'intervention gouvernementale dans le développement du charbon. Bien que le Président lui écrivit pour tenter de le rassurer quant aux modalités de son plan de développement, le sénateur ne fut pas impressionné par la proposition de Roosevelt<sup>297</sup>.

Advenant l'augmentation de la valeur du charbon, l'administration Roosevelt décida de permettre l'achat de terres de charbon, dans le but de récolter un profit immédiat et de tester les deux systèmes – la location de terres et la vente de terres – simultanément<sup>298</sup>. En effet, plus de 355 000 acres seront vendus entre 1908 et 1914, amassant plus de six millions de dollars en revenus<sup>299</sup>. Par conséquent, puisque son idée de location des pâtures avait échoué, le charbon fut un succès pour Roosevelt, car il put récolter une marge de profits assez rapidement. À l'inverse, tout comme dans le cas du *Federal Water Power Act* de 1920, il faudra attendre une quinzaine d'années et la Présidence de Woodrow Wilson pour qu'un *leasing measure* ne devienne loi. Le *Mineral Leasing Act* de 1920 autorisa le Secrétaire de l'Intérieur à « divide any of the coal lands or the deposits of coal [...] into leasing tracts<sup>300</sup> ».

Le développement du charbon des terres publiques se fit donc en plusieurs étapes; l'une sous Roosevelt et une autre sous Wilson<sup>301</sup>. Tout compte fait, un peu comme dans le cas des pâtures et du développement hydroélectrique, le bilan des efforts pour exploiter le charbon fut mitigé. D'un côté, l'objectif de Roosevelt fut de faire profiter les ressources et d'instaurer le *leasing measure* sur les terres riches en charbon du domaine public. Bien sûr, ces deux objectifs furent réalisés, mais, à l'inverse, la politique de location des terres n'exista qu'à partir de 1920. Somme

---

<sup>297</sup> Hays, *The Gospel of Efficiency*, *op. cit.*, 86.

<sup>298</sup> Roosevelt avait toujours espoir que le *leasing measure* devienne réalité, car il s'agissait d'une cause importante pour lui. Justement, aux dires de Samuel P. Hays, Roosevelt personally took up the fight to pass the leasing bill. Roosevelt, pour sa part, déclara dans un message spécial au Congrès en 1907 que « "the Nation [...] should retain title to its fuel resources and its right to supervise their development in the interest of the public as a whole" ». Cité dans *Ibid*, 85.

<sup>299</sup> La mesure de Roosevelt fut aussi continuée chez ses successeurs. Cité dans *Ibid.*, 87.

<sup>300</sup> United States Congress, *The Statutes at Large of the United States of America from May, 1919, to March, 1921*, [...], Washington D.C. : United States Congress, 1921), 438.

<sup>301</sup> En fait, en 1910 et en 1911, deux lois furent passées pour séparer les réserves de charbon en deux, c'est-à-dire, que le gouvernement fédéral aurait accès aux ressources sous-terraines, tandis que les particuliers auraient accès aux ressources en surface. Cité dans Hays, *The Gospel of Efficiency*, *op. cit.*, 84.

toute, c'est cela qui constitua l'échec de Roosevelt, puisque ses idéaux ne furent pas totalement réalisés pendant sa Présidence.

En conclusion, les efforts de retrait, d'étude et de classification des terres du domaine public furent de francs succès pour la politique territoriale de Roosevelt. Justement, Roosevelt et son administration se distinguèrent par la rapidité et la productivité des travaux. Toutefois, nous avons vu que le développement concret des terres et des ressources fut plus ardu pour le 26<sup>e</sup> Président, puisque la majorité des mesures conçues par Roosevelt ne furent réalisées que lors des décennies suivantes, par les Présidents Woodrow Wilson et Franklin Delano Roosevelt. Plus encore, en raison de l'apparition tardive notamment du *Federal Water Power Act* (1920), du *Mineral Leasing Act* (1920) et du *Taylor Grazing Act* (1934), Theodore Roosevelt ne put être témoin de ces dénouements car il décéda en 1919. Malheureusement pour lui, toute la question du *timing* constitue donc un bémol sur le soi-disant succès de son projet de conservation sur les terres publiques.

## 2.5. Des forêts pinchotiennes

Pour faire suite aux politiques conçues pour le domaine public, Roosevelt fut aussi impliqué dans le projet de développement des réserves forestières. En fait, le plan de développement du *United States Forest Service* établi en 1905 fut similaire aux mesures de Roosevelt pour les ressources publiques. En fait, le chef du *United States Forest Service*, Gifford Pinchot désirait établir un programme pour y développer les quatre principales ressources forestières – le bois, les pâtures, l'eau et le charbon – de même que l'agriculture et le *homesteading*. Pour ce faire, il proposa d'établir un système de permis et de frais d'exploitation, tout en laissant la propriété territoriale au gouvernement fédéral.

Grâce au *Transfer Act* de 1905, le *Forest Service* prit contrôle des réserves forestières. De ce fait, en 1906 – l'année suivant le transfert et la création de la nouvelle organisation – fut la plus grande augmentation de territoire protégé en forêt, avec la création de plus de 50 nouvelles réserves forestières et la protection de plus de 38 millions d'acres par le 26<sup>e</sup> Président<sup>302</sup>. Il s'agit à cet effet d'une bonne représentation du rôle de Roosevelt, fournissant à Pinchot la protection territoriale

---

<sup>302</sup> United States Department of Agriculture (USDA), *Land Areas of the National forest System*, op. cit.

nécessaire à l'implantation de sa politique forestière. L'exemple décrit par Pinchot dans son autobiographie demeure frappant dans l'optique de cette contribution de Roosevelt. Le forestier expliqua que « President Theodore Roosevelt in 1902 set aside, at my suggestion, the Dismal River and Niobrara Forest Reserves in Nebraska, mainly to try out our tree-planting plans [...] In time this came to be one of the great successful tree-planting projects of the world<sup>303</sup> ». En somme, lors de l'administration Roosevelt, le réseau de forêts protégées par le gouvernement fédéral grandit de près de 130 millions d'acres<sup>304</sup> ». Plus encore, non seulement Roosevelt aida-t-il Pinchot en mettant plusieurs espaces sous protection fédérale, mais se distingua également par l'adoption de certaines méthodes pour assurer cette conservation. En 1907, le sénateur Charles W. Fulton de l'Oregon fit passer un amendement qui interdit au Président d'établir de nouvelles réserves forestières dans certains États. Face à la nouvelle situation, Roosevelt trouva une façon de contourner l'amendement, afin de permettre à Gifford Pinchot de poursuivre son projet de développement des ressources forestières. Tout juste avant de signer et d'officialiser l'amendement de Fulton – retardant volontairement le processus de signature – il déclara par proclamation présidentielle l'établissement ou l'agrandissement de 17 nouvelles réserves forestières – les *Midnight Reserves* – totalisant seize millions d'acres de territoire<sup>305</sup>. Cette manœuvre demeure un bon indice de l'importance que Roosevelt attribuait à la protection des forêts et au projet de Pinchot. Non seulement était-il prêt à établir de nouvelles forêts nationales pour son forestier en chef, mais demeura déterminé à le faire avec des moyens qui, quoique légaux, demeureraient controversés<sup>306</sup>. Pour sa part, Gifford Pinchot resta très reconnaissant de la contribution de Roosevelt. Selon lui, « without TR, our enemies would have found us [le *United States Forest Service*] easy pickings<sup>307</sup> ».

---

<sup>303</sup> Pinchot, *Breaking New Ground*, *op. cit.*, 237-238.

<sup>304</sup> Scott Gurney, « Biographical Portrait: Theodore Roosevelt (1858-1919) », *Forest History Society*, (automne 2008): 61.

<sup>305</sup> Williams, *The USDA Forest Service – The First Century*, *op. cit.*, 25.

<sup>306</sup> Richard J. Ellis, *The Development of the American Presidency*, (New York: Routledge, 2015 [2012]), 296. Roosevelt lui-même fut conscient de la controverse qu'il créait en agissant de la sorte, mais révèle qu'il agit selon sa croyance en la pertinence d'un gouvernement central fort. Face aux critiques qui l'accusèrent d'abus de pouvoir, il se défendit en déclarant qu'il « not cared a rap for the criticisms of those who spoke of my 'usurpation of power'; for I know that the talk was all nonsense and that there was no usurpation. I believe that the efficiency of this Government depends upon its possessing a strong central executive ». Cité dans Theodore Roosevelt « To George Otto Trevelyan, June 19, 1908 », dans Elting Morison, éd., *The Letters of Theodore Roosevelt, Vol. 6: To Restore Confidence*, (Cambridge : Harvard University Press, 1952), 1087.

<sup>307</sup> Pinchot, *Breaking New Ground*, *op. cit.*, 260.

Cependant, même si certaines des méthodes de Roosevelt furent douteuses, d'autres furent plus traditionnelles, comme le *Forest Homestead Act* en 1906, mais eurent tout de même un grand impact sur la suite des événements en foresterie. La nouvelle loi stipulait: « [...] [forest lands] may be occupied for agricultural purposes without injury to the forest reserves [...]»<sup>308</sup> ». Par conséquent, cette loi permit de diversifier le développement forestier, puisqu'on pouvait dorénavant à la fois y pratiquer l'agriculture. Le *Forest Homestead Act* constitua une victoire à la fois pour les *homesteaders*, pour Roosevelt et pour Pinchot. D'une part, ce fut une grande victoire pour les *homesteaders*, dont plusieurs dépendaient de l'agriculture pour survivre. Parallèlement, Roosevelt put se réjouir car ce sont ces *homesteaders* que Roosevelt privilégiait comme « the most desirable of all possible users of, and dwellers on, the soil»<sup>309</sup> ». D'autre part, la nouvelle loi fut une victoire pour Pinchot, puisqu'elle s'inscrivait dans son objectif initial, c'est-à-dire, de développer toutes les ressources forestières, y compris les terres agricoles.

Ensuite, en plus de fournir à Pinchot les bases légales pour mettre de l'avant la foresterie aux États-Unis, il fut un partisan de son forestier en chef dans la majorité de ses projets. Lorsque Pinchot proposa que les réserves forestières soient transférées sous l'autorité du Département de l'Agriculture – et éventuellement du *United States Forest Service* – Roosevelt appuya rapidement Pinchot et lutta pour la cause. Comme nous l'avons vu, il répéta à plusieurs reprises l'importance que les réserves forestières puissent être gérées par les experts en foresterie du Département d'Agriculture, notamment dans ses discours du *State of the Union*. Le discours de 1904 fut particulièrement riche à ce sujet, puisque Roosevelt y présenta même des raisons concrètes pour lesquelles le transfert était nécessaire<sup>310</sup>. Tout compte fait, le transfert fut donc une des plus grandes contributions de Roosevelt au développement des forêts, car cela permit à Pinchot de profiter d'une grande liberté d'action pour mener à terme la conservation des ressources forestières.

---

<sup>308</sup> United States Congress, *The Statutes at Large of the United States of America from December, 1905, to March, 1907*, *op. cit.*, 233.

<sup>309</sup> *Ibid.*, 94.

<sup>310</sup> Roosevelt traita de l'importance d'avoir les forêts regroupées sous l'autorité d'une seule organisation (le *Forest Service*), de la pertinence d'effectuer un travail pratique plutôt qu'administratif et bureaucratique (ce qu'on reprochait au *General Land Office*) et de la possibilité que les forêts puissent générer une importante source de revenus pour le gouvernement et pour la nation américaine. Cité dans Theodore Roosevelt, « Fourth Annual Message », *op. cit.*

Nous verrons que les propos de Roosevelt eurent de l'influence, car la politique forestière de Pinchot permit en effet de produire une bonne quantité de revenus et des profits pour le gouvernement fédéral et pour les États.

Ensuite, dans la foulée de la création du *United States Forest Service*, Pinchot demeurait en faveur d'un examen rigoureux des candidats aux postes de la nouvelle organisation. Désireux de satisfaire son lieutenant en foresterie, Roosevelt émit un ordre présidentiel tout juste avant le transfert, déclarant que « no person be hereafter appointed, employed, promoted, or transferred in said service [civil service] until he passes an examination therewith [...]»<sup>311</sup> ». Ce faisant, tout individu désirant occuper un poste au sein d'un service civique – y compris le *Forest Service* – demeurait légalement mandaté de se soumettre à un examen de compétences. De ce fait, il fut davantage aisé pour Pinchot d'engager des individus compétents et qualifiés dans les rangs du *Forest Service* et de mieux exécuter les nouvelles mesures de conservation et de développement forestier.

Pour terminer, en plus de s'entendre sur plusieurs sujets en conservation, Roosevelt et Pinchot avaient forgé une relation amicale au fil des années. Par conséquent, il fut aisé pour eux de travailler ensemble au niveau professionnel, notamment en conservation. Aux dires de Dennis Roth et Gerald Williams, « his [Pinchot's] close friendship with President Roosevelt was, of course, indispensable»<sup>312</sup> ». Ainsi, le rôle de Roosevelt ne résida pas tant dans l'implantation concrète de mesures de conservation forestière, mais plutôt en termes des bases offertes à Pinchot – les réserves, la liberté d'action et des lois favorables – pour mener à terme le développement des forêts et ce, face à des membres de son propre parti sceptiques ou hostiles à certaines mesures<sup>313</sup>.

Pour ce qui en est du développement concret des forêts, la priorité de Pinchot fut de tirer profit du *timber*, tout en y augmentant l'accès pour la population. Dès le transfert des réserves forestières vers le *United States Forest Service* en 1905, Pinchot déclara que la majorité du bois des réserves forestières était disponible à la coupe et à la vente<sup>314</sup>. Pour ce faire, il était possible pour les particuliers et les compagnies de se procurer un permis d'exploitation. Même si la majorité du bois des réserves demeurait disponible, son utilisation demeurait conditionnelle au respect de règlements établis par le *Forest Service*. Parmi d'autres déclarations de la sorte, ce dernier affirma

---

<sup>311</sup> Char Miller, éd., *Gifford Pinchot, Selected Writings*, (University Park : Pennsylvania State University, 2017), 16.

<sup>312</sup> Roth et Williams, *The Forest Service in 1905*, *op. cit.*

<sup>313</sup> À propos du transfert des réserves forestières, Daniel Carpenter, auteur de *The Forging of Bureaucratic Autonomy: Reputations, Networks, and Policy Innovation in Executive Agencies, 1862, 1928*, écrit que les Républicains traditionnels – l'ancienne garde – demeureraient sceptiques face à tous les changements implantés par Roosevelt. Ainsi, « the new president did not wish to offend his party's Old Guard ». Cité dans Carpenter, *The Forging of Bureaucratic Autonomy*, *op. cit.*, 278.

<sup>314</sup> Pinchot, *Breaking New Ground*, 273.

que « all timber sold must be estimated and paid for before it was cut, and measured before it was moved. All payments must be made direct to Washington. Timber could be cut only on the area designated by the forest officer [...]»<sup>315</sup> ». Au-delà de ces modalités de coupe, le *Forest Service* s'assura aussi de réglementer la vente de bois en établissant une série de conditions concernant la valeur du bois, le coût de production et l'augmentation des prix. Par exemple, Pinchot écrivit:

« [...] the stumpage prices should be based, not on custom, but upon the actual value of the timber. This must be determined by a careful study of the quality of the timber and the cost of logging....In some sales it may be desirable to introduce a sliding scale of prices, providing for an annual increase»<sup>316</sup> ».

Rapidement, le programme de Pinchot et le *United States Forest Service* fut une réussite. Les profits engendrés par l'utilisation de bois forestier furent de 73 000 dollars en 1905, avant de monter à 238 000 dollars en 1906. Ces chiffres atteignirent leur apogée de l'ère rooseveltienne en 1908, avec des recettes de 811 000 dollars<sup>317</sup>. Somme toute, bien plus qu'un simple succès financier, ce fut un succès immédiat pour les conservationnistes.

Outre l'aspect financier du programme de Pinchot, la philosophie de ce dernier, à l'instar de Roosevelt, était axée sur l'accès pour tous aux ressources. Dans le but de venir en aide aux « many small men who needed help »<sup>318</sup>, le *Forest Service* offrit à certains individus la possibilité d'obtenir gratuitement du bois. De ce fait, les *homesteaders* et les *settlers* désirant se bâtir une maison et des installations domestiques, de même que ceux intéressés à ériger des infrastructures commerciales pour développer les ressources pouvaient obtenir du bois sans frais jusqu'à une valeur de vingt dollars. Cette offre fut aussi applicable aux écoles, aux églises, aux coopératives de colons et aux associations de districts de routes jusqu'à une valeur de cent dollars<sup>319</sup>. Cette pratique s'inscrit donc dans l'objectif d'accessibilité pour tous.

Grâce à l'innovation de Gifford Pinchot et du *United States Forest Service*, le secteur du *timber* fut assurément un des succès du projet de conservation de l'ère rooseveltienne au début du 20<sup>e</sup> siècle. Toutefois, le bois ne constituait qu'une ressource forestière dont il était possible de

---

<sup>315</sup> *Ibid.*, 274.

<sup>316</sup> Pinchot, *The Use of National Forests* (1907), cité dans Alfred A. Wiener, *The Forest Service Timber Appraisal System: A Historical Perspective, 1891-1981*, (Washington D.C. : U.S. Department of Agriculture Forest Service, 1982), 9.

<sup>317</sup> U.S Department of Commerce Bureau of the Census, *Historical Statistics of the United States*, *op. cit.*, 311.

<sup>318</sup> Pinchot, *Breaking New Ground*, *op. cit.*, 276.

<sup>319</sup> *Id.*, *The Use of National Forest Reserves*, *op. cit.*, 16-18.

soutirer un profit. Pinchot « hoped to increase these sums further by charging rentals for grazing and water power installations<sup>320</sup> ».

À l'instar des conflits qui pouvaient éclater entre les éleveurs sur les pâtures publiques, « sheep and cattle owners competed fiercely for permission to continue grazing [on the forest ranges]<sup>321</sup> ». Gérées par le *General Land Office*, les réserves forestières étaient devenues le théâtre du « far and away the bitterest issue of the time<sup>322</sup> ». Par contre, si la situation était tendue au tournant du siècle, le *Transfer Act* de 1905, comme nous l'avons vu, vint rapidement la régler. Cependant, au-delà de la médiation des conflits qui pouvaient éclater entre les éleveurs, en tant que chef du *Forest Service*, Gifford Pinchot instaura un plan qui allait réglementer le pâturage dans les forêts, de sorte à protéger les terres et les rentabiliser. Tout comme le système établi pour la vente de bois, le plan pour les pâtures était basé sur un système de permis, conditionnel au respect de nouvelles règles et au paiement d'un frais de pâturage. La nouvelle réglementation imposait notamment l'obligation pour les éleveurs d'informer le garde forestier de leur présence, de rapporter l'état de leurs troupeaux et d'acquitter leurs frais<sup>323</sup>. Dès lors, affirma Pinchot, il serait possible d'assurer la conservation des pâtures, le bien-être des animaux et la protection des colons et des nouveaux arrivants contre les conflits entre éleveurs rivaux.<sup>324</sup>

En somme, le système de Pinchot fut un succès et les revenus générés par le pâturage dépassèrent ceux générés par le bois. Dès sa création en 1906, le frais de pâturage engendra des recettes de 513 000 dollars, avant de connaître son apogée en 1909, atteignant le million de dollars<sup>325</sup>. En plus de représenter des sommes considérables, ces revenus représentaient aussi un idéal de redistribution des ressources et de profitabilité pour tous. À cet effet, une partie des fonds recueillis par le *Forest Service* – de la vente de bois et de la location de pâtures – fut rendue aux États, via un fonds de redistribution. Créé en 1906, le « *10-Percent Fund* » – renommé le *25-Percent Fund* en 1908 – avait comme objectif de redonner une partie des revenus du *Forest Service* aux États dans lesquels se trouvaient des réserves forestières. Imaginée par le représentant au

---

<sup>320</sup> Hays, *The Gospel of Efficiency*, op. cit., 45.

<sup>321</sup> Anderson, *Land and Resource Planning*, op. cit., 100.

<sup>322</sup> *Ibid.*, 102.

<sup>323</sup> Il en coûtait 25 à 35 sous par animal, pour les bovins et les chevaux, et un coût légèrement inférieur pour les moutons et les chèvres. Dans Williams, Gerald W. *The USDA Forest Service – The First Century*, op. cit., 74.

<sup>324</sup> Pinchot, *Breaking New Ground*, op. cit., 269.

<sup>325</sup> Bureau of the Census, *Historical Statistics of the United States*, op. cit., 311.

Congrès Frank Mondell<sup>326</sup>, l'adoption de cette politique signifia que le *Forest Service* devait redonner dix pour cent de ses profits générés dans les États où se trouvaient des réserves forestières. En 1908, le pourcentage redonné aux États grimpa à 25%<sup>327</sup>. En 1906, le fonds de dix-pourcent était déjà de 76 000 dollars, tandis que trois ans plus tard, en 1909, ce fond – alors de 25 pour cent – avait atteint 442 000 dollars. Sans être un paiement direct au public et aux particuliers, il s'agit d'une forme de redistribution à plus grande échelle.

Ensuite, parallèlement au développement dans le monde du pâturage, le développement hydroélectrique dans les forêts fut un enjeu notable. En fait, le système de Pinchot était lui aussi basé sur l'obtention de permis et le respect d'une réglementation fédérale. Dès 1905, grâce au *Transfer Act*, le *Forest Service* devint libre d'octroyer ses propres permis d'exploitation. Plus encore, le Département de l'Intérieur avait obtenu, en 1901, une loi lui donnant la permission explicite de distribuer des permis de construction aux compagnies hydroélectriques<sup>328</sup>. Sans trop de difficulté, le *Forest Service* put offrir plusieurs permissions pour le développement de nouvelles installations. Il exigeait en retour « an easement of tenure, a time limit for the easement [...] a requirement that construction be completed in a definite and reasonable time to prevent speculation; and an annual amount of charge that the Secretary might deem proper [...]»<sup>329</sup>.

Cependant, Pinchot, toujours appuyé par Roosevelt, eut de l'opposition de la part des États et de plusieurs compagnies privées, qui jugeaient que le développement et la redistribution de l'eau étaient un droit étatique<sup>330</sup>. Les deux hommes se tournèrent donc vers le système judiciaire afin de trancher sur l'enjeu de la distribution d'eau. Finalement, en 1908, le Procureur-général Charles J. Bonaparte « intimated that states could not assume control over the use of water in the national

---

<sup>326</sup> Frank Mondell était un représentant républicain au Congrès. Il joua un rôle important dans le *Transfer Act* de 1905. En outre, il fut impliqué dans la gestion des terres publiques, et dans le développement des fermes, des pâtures et du chemin de fer.

<sup>327</sup> Erik Steiner et al. *Forest Service Grazing & Timber Payments*, 21 janvier 2019, <http://followthemoney.stanford.edu/pages/FS.html>.

<sup>328</sup> La loi du 15 février 1901 disait : « That the Secretary of the Interior be, and hereby is, authorized and empowered, under general regulations to be fixed by him, to permit the use of rights of way through the public lands, forest and other reservations [...] for water plants, dams, and reservoirs [...] ». Avec le *Transfer Act* de 1905, ce droit fut aussi transféré au *Forest Service*. Cité dans United States Congress, *The Statutes at Large of the United States of America from December, 1899, to March, 1901, [...]*, (Washington D.C. : United States Congress, 1901), 790-791.

<sup>329</sup> Hays, *The Gospel of Efficiency*, *op. cit.*, 74-75.

<sup>330</sup> Cela avait été un enjeu dans l'exécution des projets d'irrigation dans le cadre du *Reclamation Act* en 1902.

forests<sup>331</sup> ». De ce fait, Pinchot continua à instaurer son système de permis et de conditions dans les forêts nationales.

Malgré cette décision, certaines compagnies avaient obtenu leur permis d'exploitation dès 1901. Puisque la loi de 1901 était toujours en vigueur, plusieurs refusèrent de se soumettre aux conditions du *Forest Service*, jugeant que leur présence et leurs opérations étaient justifiées par la loi de 1901. Par conséquent, Roosevelt, Pinchot et le Secrétaire de l'Intérieur James Garfield se retrouvèrent dans une impasse légale. Incapables de prouver l'illégalité des compagnies dont les installations étaient fonctionnelles depuis 1901, ils purent néanmoins révoquer les permis de celles qui n'avaient encore entrepris aucun travail.

Tout comme les pâtures et l'eau, le charbon constituait la possibilité pour le fédéral de toucher un profit. Dans les réserves forestières et sous les conditions du *Forest Management Act* de 1897, il était possible d'obtenir une terre et d'y installer une mine de charbon<sup>332</sup>. Avec le transfert de 1905, Pinchot et le *Forest Service* continuèrent l'exploitation du charbon sans problème.

Somme toute, puisque les forêts nationales étaient définies comme des terres à être développées par le gouvernement fédéral, Gifford Pinchot fut libre de mettre en œuvre toutes les idées qu'il avait imaginées afin de développer les ressources. En ce sens, l'industrie du bois, le pâturage, la production hydroélectriques et l'extraction minière furent développés de façon homogène, et ce, avec une bonne mesure de succès financier immédiat. Par conséquent, il est possible d'affirmer que la politique de Gifford Pinchot pour les forêts nationales aux États-Unis fut une réussite. Plus encore, ce dernier joua aussi un rôle, comme nous le verrons, dans le développement des fleuves partout au pays.

## 2.6. Des fleuves fédéraux

Depuis le milieu du 19<sup>e</sup> siècle, les États-Unis se développèrent grâce au chemin de fer. Celui-ci permit aux gens de se déplacer aisément d'une région à l'autre et aux marchands d'aller vers de nouveaux marchés. Toutefois, le monopole de grandes compagnies ferroviaires créa une

---

<sup>331</sup> Hays, *op. cit.*, 75.

<sup>332</sup> *Ibid.*, 82.

augmentation des prix à la toute fin du 19<sup>e</sup> siècle. Si la monopolisation et la hausse des tarifs ferroviaires amenèrent l'administration Roosevelt à créer une série de mesures pour éviter que ces compagnies ne prennent trop de pouvoir, ce fut également une occasion de développer les cours d'eau du pays – les *inland waterways* – comme alternative au chemin de fer. Face à la possibilité d'utiliser les cours d'eau du pays à plusieurs fins, Roosevelt désira aussi développer les fleuves et les rivières selon une politique qui permettrait de maximiser ces utilisations.

Dès le 19<sup>e</sup> siècle, le fédéral était déjà impliqué dans la navigation. Sans être directement responsable des projets, le Congrès offrait des subventions pour l'amélioration des ports et des cours d'eau<sup>333</sup>. À prime abord, ces sommes d'argent furent bénéfiques pour le développement de fleuves un peu partout au pays, mais cela créa une rivalité entre les régions – un « patriotisme local » – caractérisé par le désir d'obtenir davantage d'argent du gouvernement pour des projets. Dans l'optique de recevoir ces subventions, la région du *Midwest* fut très revendicatrice. Le *St. Louis Post Dispatch* rapporta que « the Atlantic and Pacific seabords have controlled the policy of this country. It is now up to the people of the interior [Mississippi Valley] to demand their share of improvements<sup>334</sup> ». À cet effet, le projet *Lakes-to-the-Gulf Deep Waterway* fut mis de l'avant comme une façon de développer la rivière Mississippi en un réseau fluvial reliant les Grands Lacs au Golfe du Mexique. Imaginé dans la foulée de l'essor de Chicago et de St. Louis, il allait, selon plusieurs, faire rayonner toute la région. Aux dires de John Barrett, le directeur du *International Bureau of American*, grâce au *Lakes-to-the-Gulf*, « the great Middle West [...] will control the trade of the entire west coast of South America once the Panama canal is completed [...]»<sup>335</sup>. En fait, il s'agissait de créer une route commerciale donnant accès à la côte ouest du pays et à l'Amérique du Sud via le canal de Panama.

Jusqu'au second mandat de Roosevelt (1905-1909), la contribution du fédéral à la navigation se limitait encore à l'octroi de subventions, sans trop d'intervention dans la planification et l'exécution des travaux. C'est pour cette raison que ce sont les États, les municipalités et les associations citoyennes qui furent les principaux acteurs des projets de

---

<sup>333</sup> Neil J. Baker, « Sections 9 and 10 of the Rivers and Harbors Act of 1899: Potent Tools for Environmental Protection », *Ecology Law Quarterly*, 6, 1, (septembre 1976) : 111.

<sup>334</sup> *St. Louis Post-Dispatch* (St. Louis), 7 avril 1907, p. 2. Cité dans Hays, *The Gospel of Efficiency*, op. cit., 92

<sup>335</sup> John Barrett (s.d.) dans William Flewellyn Saunders, « The President's Mississippi Journey », *The American Review of Reviews*, 36, (juillet-décembre 1907) : 456.

navigation<sup>336</sup>. Dès ce second mandat et grâce aux efforts de politiciens locaux, cet intérêt régional se traduisit en une reconnaissance fédérale, particulièrement de la part de conservationnistes au gouvernement – Newlands, Pinchot et Roosevelt. Ainsi, grâce aux initiatives régionales comme le projet *Lakes-to-the-Gulf*, la navigation devint un enjeu axé sur l'implication fédérale à grande échelle.

Roosevelt et ses conseillers en conservation avaient imaginé une approche multifonctionnelle, le *multi-purpose approach*. Une telle méthode, disaient-ils, allait assurer de coordonner les opinions de tous quant aux emplois possibles de l'eau, de sorte à bénéficier le pays au grand complet<sup>337</sup>. Justement, l'hydrographe du *Geological Survey*, Marshall O. Leighton, avait conçu un tel système, où la navigation pouvait être améliorée grâce à la construction d'une multitude de barrages. Grâce à ces nouvelles infrastructures, il serait non seulement possible de contrôler la vitesse d'écoulement et le niveau de l'eau – réduisant le risque d'inondation – mais aussi de produire une grande quantité d'hydroélectricité. En retour, Leighton suggérait de vendre cette énergie produite afin de financer la construction et la rénovation de ports, de canaux et, bien sûr, de nouveaux barrages. De son côté, le sénateur Newlands confirma que la navigation était bel et bien un sujet qui suscitait l'intérêt de gens aux quatre coins du pays. Il existait selon lui « a general demand from every section of the country that a broad and comprehensive plan should be inaugurated for the improvement of all the navigable waterways of the country<sup>338</sup> ». Somme toute, à travers les visions entre autres de Roosevelt, de Leighton et de Newlands, le concept du *multi-purpose* prit forme.

Le mouvement fédéral de navigation prit une tournure politique avec le *Inland Waterways Commission* créé en 1907. Son objectif fut d'étudier les causes du déclin dans la navigation et d'examiner les méthodes afin de rebâtir et d'intensifier le transport fluvial<sup>339</sup>. Les membres de la commission furent Gifford Pinchot, Frederick Newell, le chef du *Corps of Engineers* Alexander

---

<sup>336</sup> Par exemple, le projet *Lakes-to-the-Gulf* fut largement chapeauté par le *Chicago Sanitary District*, les gouvernements de l'Illinois, du Missouri et du Wisconsin, et les citoyens, notamment au *St. Louis Business Men's League* et au *Latin American Club of St. Louis*.

<sup>337</sup> Theodore Roosevelt, « To Theodore Elijah Burton, March 14, 1907 », dans Morison, *Letters*, vol. 6, *op. cit.*, 619-621.

<sup>338</sup> Pisani, « Water Planning in the Progressive Era: The Inland Waterways Commission Reconsidered », *Journal of Policy History*, 18, (2006) : 395.

<sup>339</sup> Charles K. McFarland, « The Federal Government and Water Power, 1901-1913: A Legislative Study in the Nascence of Regulation », *Land Economics*, 42, 4, (novembre 1996), 444.

MacKenzie<sup>340</sup>, le commissaire des Corporations Herbert Knox Smith, le géologue William J. McGee; et quatre politiciens de la Chambre des Représentants et du Sénat, dont Francis G. Newlands, connu pour le *Reclamation Act* de 1902. De ce fait, une des forces de la Commission fut de compter dans ses rangs quelques grandes figures du conservationnisme – Pinchot, Newell et Newlands. Plus encore, Roosevelt se servit de son prestige présidentiel pour faire avancer la Commission<sup>341</sup>.

La première tâche de la Commission fut l'étude des cours d'eau et des ports partout au pays, de sorte à y établir un portrait global. Elle rapporta rapidement l'existence de plus de 40 000 kilomètres de rivières navigables, dans 42 États<sup>342</sup>. Dans le but de maximiser le potentiel des cours d'eau, la Commission voyait elle aussi la navigation dans l'optique de l'approche *multi-purpose*. Elle déclara son intention de développer et d'appliquer des méthodes « for coordinating forestry, farming, mining, and related industries with the use of streams for commerce and for other purposes »<sup>343</sup>. Face à ces enjeux, la Commission désira se développer en tenant compte de deux grands enjeux; la quantité de ressources (40 000 kilomètres de fleuves) et l'adoption de cette approche multi-fonctionnelle afin de coordonner les ressources à sa disposition. De ce fait, la seule façon de réaliser un tel objectif, selon William McGee, était de confier le développement des fleuves au gouvernement fédéral<sup>344</sup>.

Par contre, si la Commission connut de bons débuts, elle rencontra rapidement de l'opposition. En premier lieu, le Congrès et les États furent naturellement opposés au plan gouvernemental, citant le droit des États de disposer de leurs ressources. Certains États furent également en conflit les uns avec les autres, de par leur incapacité à s'entendre sur les modalités des projets dont les cours d'eau coulaient dans plusieurs États, ce que Samuel P. Hays qualifia de « *interstate bickerings*<sup>345</sup> ». Avec ces luttes interétatiques, l'opinion de McGee – sur la nécessité

---

<sup>340</sup> Historiquement, le Corps d'Ingénieurs de l'Armée était affecté à la construction et la réfection de canaux, de fleuves et de barrages partout au pays.

<sup>341</sup> McFarland, « The Federal Government and Water Power, *op. cit.*, 445.

<sup>342</sup> Inland Waterways Commission, *Preliminary Report of the Inland Waterways Commission*, (Washington, D.C. : Inland Waterways Commission, 1908), 18-19.

<sup>343</sup> Inland Waterways Commission, *Preliminary Report, op. cit.*, 21.

<sup>344</sup> Pisani, « Water Planning in the Progressive Era », *loc. cit.*, 394.

<sup>345</sup> Hays, *The Gospel of Efficiency, op. cit.*, 101

d'un développement fédéral des fleuves – prend tout son sens. En fait, c'est lui qui avait eu l'idée d'établir une commission fédérale sur les cours d'eau et la navigation<sup>346</sup>.

En second lieu, le Corps d'Ingénieurs de l'Armée fut lui aussi opposé au *Inland Waterways Commission* et au concept de coordination des ressources, puisqu'il jugeait que chaque domaine et chaque ressource devaient être traités indépendamment. Alexander MacKenzie, du Corps, n'était pas en accord « with the thought that all the related subjects mentioned [forestry, farming, mining, and others], important and worthy of consideration by the Government as they may be, are as clearly and necessarily associated with the subject of channel improvement [...]»<sup>347</sup>.

Afin de faire évoluer la Commission et de contourner cette opposition, Newlands proposa en décembre 1907 une loi donnant beaucoup plus de pouvoir et de liberté à la nouvelle institution. À l'instar du *Reclamation Fund* – introduit en 1902 par Newlands – ce dernier suggéra l'établissement du *Inland Waterway Fund*, afin de financer les travaux de navigation. Il s'agissait, dit Newlands, de la continuation des succès du *Reclamation Act* de 1902<sup>348</sup>. De plus, la loi de 1907 stipulait la permanence du *Inland Waterways Commission*, avec la liberté de planifier, d'autoriser et d'exécuter des travaux de navigation. Pour l'historien Donald J. Pisani, « Francis G. Newlands's 1907 waterways bill promised that his commission could spend \$50 million any way it saw fit<sup>349</sup> ». En fait, Newlands proposa de donner « a comparatively free hand [...] to an administrative body of experts in the full development of projects<sup>350</sup> », sans avoir à obtenir l'approbation du Congrès. Par conséquent, cela favoriserait la réalisation des projets imaginés dans le cadre du *multi-purpose approach* de Roosevelt et de Leighton.

La mesure fut initialement bien reçue au Sénat – par les collègues de Newlands – mais le sous-comité affecté à l'étude approfondie de la mesure rendit un jugement défavorable, mettant fin aux espoirs des conservationnistes. Toutefois, toujours dans le but de donner raison à Newlands, Theodore Roosevelt fit pression sur le Secrétaire de la Guerre, William Howard Taft, afin que ce dernier y démontre son support. Puisque le Corps d'Ingénieurs fut déjà en désaccord avec la Commission, Roosevelt estimait changer cette tendance en influençant Taft – le chef du

---

<sup>346</sup> *Ibid*, 102.

<sup>347</sup> *Inland Waterways Commission, op. cit.*, 31.

<sup>348</sup> United States Congress, *Congressional Record, The Proceedings and Debates of the Sixtieth Congress, First Session*, (Washington D.C. : United States Congress, 1908), 390.

<sup>349</sup> Pisani, « Water Planning in the Progressive Era », *loc. cit.*, 400.

<sup>350</sup> *Inland Waterways Commission, op. cit.*, 31

Département<sup>351</sup>. Ainsi, même si la pression exercée par Roosevelt fut suffisante pour forcer Taft à publier une lettre favorable à la mesure de Newlands, ce ne fut pas assez pour la faire adopter, car le Président de la Commission Theodore E. Burton et la majorité du Congrès s’y opposaient<sup>352</sup>. Pour Burton, « the specific mode of providing means for improving and promoting navigation should be left to the wisdom of the Congress<sup>353</sup> ». Finalement, la mesure de Newlands ne fut pas adoptée, annonçant un échec du *Inland Waterways Commission*. Avec si peu d’appuis, la Commission fut abolie en février 1908.

Malgré cette défaite, il existait parallèlement à la commission un développement qui concernait toujours la navigation; le *General Dam Act* adopté en 1906. Celui-ci avait été créé afin d’imposer une réglementation aux développeurs privés d’hydroélectricité. Principalement, le *Dam Act* favorisa la collaboration entre la production hydroélectrique et la navigation. Selon la loi, il était obligatoire pour les compagnies de maintenir la navigation – sans obtenir de compensation financière de quiconque – sur les cours d’eaux autour de barrages hydroélectriques.<sup>354</sup> Ce jugement fut une façon d’empêcher que les producteurs d’hydroélectricité obstruent les voies navigables, pour leur propre bénéfice. Plus encore, la loi exigea que « dams shall not be built or commenced until the plans and specifications for its construction [...] have been submitted to the Secretary of War and Chief of Engineers for their approval ».<sup>355</sup> Ce fut une façon d’assurer l’uniformité des projets, afin d’éviter de voir s’ériger des installations différentes les unes des autres.

Ensuite, Theodore Roosevelt tenta d’ajouter une limite de temps pour les compagnies, afin d’éviter la spéculation. Selon lui, « natural resources should [not] be granted and held in an undeveloped condition either for speculative or other reasons<sup>356</sup> ». Malheureusement pour lui, aucune limite de temps ne fut inscrite dans la nouvelle législation. Cependant, le *Dam Act* offrait

---

<sup>351</sup> Hays, *The Gospel of Efficiency*, *op. cit.*, 111.

<sup>352</sup> Taft supporta publiquement la mesure de Newlands, que sous pression de Roosevelt. Il y était toutefois personnellement opposé. Pour ce qui en est des autres membres de la Commission, Theodore Roosevelt avait dû, au moment de choisir les membres de la Commission, inclure des politiciens qui n’étaient pas forcément en accord avec ses idéaux concernant la navigation, de sorte à démocratiser la Commission et de ne pas se faire accuser de subjectivité et de partisanerie. Pour cette raison, le Président de la Commission, Theodore E. Burton faisait partie du *Inland Waterways Commission*, mais n’était pas en accord avec plusieurs idéaux de Roosevelt en conservation.

<sup>353</sup> Theodore E. Burton « To Committee on Commerce, 20 April, 1908 », cité dans Hays, *op. cit.*, 113.

<sup>354</sup> David P. Billington et al., *The History of Large Federal Dams: Planning, Design and Construction*, (Colorado : U.S. Department of the Interior Bureau of Reclamation, 2005), 38.

<sup>355</sup> United States Congress, *The Statutes at Large of the United States of America from December, 1905, to March, 1907*, (Washington D.C. : United States Congress, 1907), 386.

<sup>356</sup> Roosevelt, Theodore, « Veto message relating to extension of time for construction of dam across rainy river », dans United States Congress, *Congressional Record*, Washington D.C. : United States Congress, 1908), 4854.

au Président un droit de veto afin de distribuer ou de révoquer certains permis de construction. Ainsi, Theodore Roosevelt put utiliser son veto pour régler l'enjeu des compagnies qui prenaient trop de temps pour ériger leurs infrastructures.

Par la suite, Roosevelt s'attaqua à l'aspect financier de la loi et essaya d'imposer aux constructeurs un frais de construction, puisque la loi n'établissait aucune disposition pour une redevance au gouvernement. Toutefois, toute la question financière fut, à l'instar de tous les démêlés qu'il avait connus en lien avec les ressources des terres publiques, assez complexe. En 1908, Roosevelt usa de son pouvoir présidentiel afin que les projets de construction soient systématiquement accompagnés d'une tarification sur l'hydroélectricité. En théorie, la manœuvre sembla avoir fonctionné, mais en pratique « there is no evidence that the Corps actually changed any plans and specifications [...] »<sup>357</sup>. En fait, Taft et le Corps d'Ingénieurs désiraient que chaque projet soit présenté au Congrès afin que les Représentants et les Sénateurs débattent de la nécessité d'un frais de permis. À cet effet, lorsque Roosevelt écrivit au Secrétaire de la Guerre en 1908 que le *General Dam Act* « would [...] authorize the Government to make a reasonable charge »<sup>358</sup>, le *War Department* lui répondit que la Constitution garantissait le pouvoir du Congrès de réglementer les barrages sur les fleuves<sup>359</sup>. Malheureusement pour la cause, le mandat de Roosevelt à la Présidence prit fin et l'arrivée du Président Taft à la Maison Blanche en 1909 annonça donc l'échec officiel de la tentative du *water power charge*<sup>360</sup>.

En conclusion, un peu comme les idéaux rooseveltiens en matière de ressources sur les terres du domaine public, la réfection du réseau de navigation en un système *multi-purpose* fut marquée d'obstacles. En fait, les deux principales idées du plan de Roosevelt ne furent que partiellement accomplies. En premier lieu, bien que le *Inland Waterways Commission* ait été en mesure de dresser un portrait global des rivières et des fleuves aux États-Unis et d'établir l'importance de traiter les ressources entre elles plutôt que séparément, il ne parvint toutefois pas à obtenir le pouvoir que ses dirigeants – notamment Newlands – désiraient avoir. En second lieu, l'autre facette du programme fut d'uniformiser les projets de navigation, par une réglementation fédérale et l'implantation d'un frais d'exploitation à tous les entrepreneurs. Encore une fois, ce

---

<sup>357</sup> Hays, *The Gospel of Efficiency*, op. cit., 118.

<sup>358</sup> *Ibid.* 117.

<sup>359</sup> *Ibid.*

<sup>360</sup> Cette incapacité d'imposer un frais de permis semble être la tendance en matière de développement hydroélectrique, car cela avait aussi été le cas sur les terres du domaine public à partir de 1903.

fut une réussite incomplète pour Roosevelt. D'une part, il parvint à faire adopter une série de règlements via le *General Dam Act* – l'interdiction d'obstruer les voies navigables, l'approbation du Corps d'Ingénieurs et la limite de temps grâce au droit de veto – mais d'autre part, il ne parvint pas à faire payer les compagnies pour leur permis d'exploitation. De plus, avec l'impossibilité de charger ce frais d'exploitation, cet échec mit fin aux espoirs de financer la réfection du réseau de navigation avec la vente d'hydroélectricité.

## 2.7. *National Conservation Commission*

Ayant travaillé pour assurer le développement des terres publiques, des forêts et des cours d'eau partout au pays, Theodore Roosevelt créa en 1908 le *National Conservation Commission*. Son objectif était d'avoir une entité en charge du développement de tous les types de ressources naturelles partout au pays. En 1908, lors de la Conférence des Gouverneurs, plusieurs dirigeants d'État avaient formulé le désir que la conservation provienne d'un effort conjoint de tous les États au pays. La nouvelle commission fut donc le produit de cette volonté commune des Gouverneurs. Concrètement, la commission fut formée de quatre sections, avec chacune d'entre elles se spécialisant dans le développement d'une ressource. Tout d'abord, une de ces divisions se concentra sur le développement de l'eau, ayant à sa tête Theodore E. Burton, qui avait anciennement présidé le *Inland Waterways Commission*. Plusieurs têtes d'affiche de la conservation siégeaient aussi dans le comité des eaux, notamment Gifford Pinchot, Francis Newlands, connu pour son rôle dans le mouvement pour l'irrigation, et Frederick Haynes Newell, que Samuel P. Hays décrivit comme « one of the architects of water policy and of the entire conservation movement<sup>361</sup> ». Ensuite, une autre section de la commission fut créée en lien avec les forêts, avec le Sénateur Reed Smooth de l'Utah<sup>362</sup> à la présidence et dont le forestier Henry S. Graves était membre<sup>363</sup>. Pour sa part, la section s'occupant des terres fut présidée par le Sénateur Knute Nelson<sup>364</sup>, du Minnesota et, finalement, celle créée pour s'occuper des minéraux fut présidée

---

<sup>361</sup> Hays, *The Gospel of Efficiency*, op. cit., 7

<sup>362</sup> La loi *Smoot-Hawley*, promulguée en 1930, fut en cause pour l'augmentation des droits de douanes sur plusieurs milliers de produits importés aux États-Unis

<sup>363</sup> Henry S. Graves fut un membre important de la foresterie aux États-Unis, puisqu'il fut le second forestier en chef du *United States Forest Service*, après Gifford Pinchot, en plus d'être recteur de l'école de foresterie à Yale.

<sup>364</sup> Le Sénateur Knute Nelson, du Minnesota, fut connu pour son rôle dans l'adoption du *Nelson Bankruptcy Act* en 1898 – qui offrait aux compagnies une mesure de protection fédérale en cas de faillite – et l'établissement du *Department of Commerce and Labor* en 1902.

par le représentant John Dalzell<sup>365</sup>, de la Pennsylvanie. La commission possédait aussi un comité exécutif, composé notamment de tous les présidents des sections, avec Gifford Pinchot à sa tête.

L'intérêt du *National Conservation Commission* résida dans le concept d'interdépendance des ressources. Justement, Theodore Roosevelt écrivit que « the Commission must keep in mind the further fact that all the natural resources are so related that their use may be, and should be, coordinated<sup>366</sup> ». Il affirma par exemple qu'il était très important de développer les fleuves, car le transport par voie maritime nécessitait moins de minéraux que le transport ferroviaire et que le développement judicieux des forêts pouvait assurément contribuer à améliorer la navigation sur les fleuves. De ce fait, dit-il, « the proper coordination of the use of our natural resources is a prime requisite for continued national prosperity<sup>367</sup> ». Le principal accomplissement de la commission fut d'effectuer un inventaire des ressources au pays, présenté au Congrès dans un rapport en trois volumes au début de l'année 1909<sup>368</sup>. Le rapport contient une multitude de renseignements et de statistiques sur l'état des ressources dans différentes régions, c'est-à-dire, la qualité, la quantité, l'évolution, l'amélioration, les différentes utilisations et bien d'autres informations, de même que des solutions proposées pour mieux utiliser et mieux protéger les ressources. Les auteurs du rapport s'assurèrent aussi d'y faire le point sur l'interdépendance des ressources. À cet effet, dans la section du rapport portant sur les terres, intitulée « *Lands* », on y retrouve une sous-section portant sur les terres minérales et les terres possédant d'autres ressources souterraines<sup>369</sup>. Plus tard, nous pouvons constater la présence d'une section séparée portant sur les minéraux eux-mêmes et toutes les autres ressources souterraines, intitulée « *Mineral resources* »<sup>370</sup>. Ainsi, cela prouve en quoi les ressources étaient effectivement rattachées les unes aux autres, puisque l'enjeu de la protection des terres était subordonné au développement des minéraux et vice versa.

Malgré la publication des trois volumes du rapport de la commission, totalisant près de deux mille pages, le Congrès refusa de continuer à subventionner le *National Conservation*

---

<sup>365</sup> John Dalzell fut un représentant au Congrès américain pour la Pennsylvanie de 1887 à 1913 et, en 1912, devint le « *Dean of the House* », c'est-à-dire, le représentant ayant siégé au Congrès pour le plus grand nombre d'années consécutives. Il fut connu pour sa bonne relation avec Theodore Roosevelt.

<sup>366</sup> Theodore Roosevelt, 1908, cité dans « The National Conservation Commission », *Science*, 27, 704, (juin 1908), 996.

<sup>367</sup> *Ibid.*

<sup>368</sup> Henry Gannett, éd., *Report of the National Conservation Commission*, (Washington : National Conservation Commission, 1909), 276 p. (vol. I), 771 p. (vol. II), 793 p. (vol. III).

<sup>369</sup> *Ibid.*, 90-92.

<sup>370</sup> *Ibid.*, 95-111.

*Commission*. La nouvelle organisation fut donc rapidement déchu par le successeur de Roosevelt, William Howard Taft. En conclusion, tout comme le *Inland Waterways Commission* auparavant, la force du *Conservation Commission* fut non pas de favoriser l'adoption de mesures concrètes de conservation, mais plutôt d'établir une base de connaissances sur l'état des ressources. En fait, les dernières actions de Roosevelt concernant la commission, comme la publication du rapport, furent parallèlement parmi ses dernières en conservation, lui qui laissa sa place à la Maison Blanche à William Howard Taft en mars 1909.

## 2.8. Un mouvement mitigé

En regardant les accomplissements de Roosevelt et de son administration en matière de développement et de conservation des ressources naturelles, il semble que le projet du 26<sup>e</sup> Président fut un succès davantage en termes d'idéaux que d'actions concrètes. Son projet comporta trois grandes facettes; le domaine public, les forêts nationales et les fleuves. À la fin de son mandat, une seule d'entre elles avait connu du succès sur toute la ligne. Premièrement, quelques aspects concernant les terres publiques furent un succès. La vente des terres de charbon dès 1906, le règlement de conflits entre éleveurs sur les pâtures publiques, le grand processus de classification des terres et le traitement favorable des *homesteaders* constituent les principales réussites de Roosevelt. Toutefois, le développement concret des terres et l'exploitation des ressources furent marqués d'insuccès. Justement, ce n'est que lors des décennies 1920 et 1930 que les pâtures, l'eau et le charbon seront développés conformément aux principes rooseveltiens de la décennie 1900.

Deuxièmement, pour ce qui en est du réseau de navigation, le mouvement, quoique bien organisé, ne réussit pas à prendre son envol. Même si le *Inland Waterways Commission* connut quelques réussites en termes d'étude de la condition des fleuves et d'élaboration de plans en lien avec le *multi-purpose approach*, le succès s'arrêta là, avec une opposition du *Corps of Engineers* et de plusieurs politiciens. De son côté, Roosevelt et les conservationnistes purent se réjouir de l'adoption du *General Dam Act* en 1906, mais ces réjouissances furent de courte durée, à cause de l'incapacité à y rajouter une clause financière et de la fin du mandat de Roosevelt en 1909.

Finalement, Gifford Pinchot fut le seul à connaître des succès sur toute la ligne dans sa politique de conservation. Son objectif était de pouvoir développer les ressources forestières – le

bois, l'hydroélectricité, les pâtures et le charbon – selon les principes qu'il avait préconisés durant toute sa carrière, c'est-à-dire, grâce à l'expertise et un « businesslike manner<sup>371</sup> ». Épaulé par une législation favorable, il ne fut ralenti que par quelques obstacles – tous résolus rapidement – dans la mise en place d'une foresterie efficace et durable. Ainsi, il est même possible d'affirmer que, sans la contribution de Gifford Pinchot et du *United States Forest Service*, le projet de conservation de Roosevelt au début du 20<sup>e</sup> siècle aurait été bien moins réussi qu'il ne l'a été.

Face à ce bilan mitigé, il est difficile d'ignorer pourquoi les développements sur le domaine public et sur les fleuves furent si différents que ceux dans les forêts nationales. En ce qui concerne les ressources des forêts nationales, il fut relativement aisé de conditionner le développement des ressources car celles-ci demeuraient sous gestion fédérale et étaient encadrées par des lois avantageuses pour les conservationnistes. De son côté, les ressources du domaine public et les fleuves étaient par définition propriété publique, c'est-à-dire, propriété des citoyens américains et soumis à la volonté de ces derniers. Par conséquent, il fut difficile pour le gouvernement d'imposer ses propres restrictions à des ressources qui, après tout, appartenaient à tout le monde. Il fallut donc attendre les décennies suivantes – les années 1920 d'après-guerre et les années 1930 de la Grande Dépression et du *New Deal* – pour que les mesures de Theodore Roosevelt soient adoptées, par le Président Woodrow Wilson et incidemment par un autre Président du même nom; Franklin « FDR » Delano Roosevelt.

À cet effet, cette idée de ressources publiques s'inscrit dans la vision de Theodore Roosevelt, qui désirait mettre de l'avant les valeurs importantes et applicables à la nation et au peuple américain. Nous verrons dans le prochain chapitre l'importance de cet idéal rooseveltien de la nation et les implications qui pouvaient s'y rattacher. En réaction à ces changements dans le secteur des ressources naturelles, nous désirons établir dans le prochain chapitre dans quelle mesure la transformation du domaine de la conservation fut, au-delà de l'aspect économique et utilitaire des ressources, un projet développé selon la vision rooseveltienne de l'intérêt national.

---

<sup>371</sup> James Wilson (1909), cité dans *Ibid.*, 261. Pour davantage de renseignements au sujet de la méthodologie pinchotienne, veuillez consulter le chapitre 1 à la section « Gifford Pinchot : de Biltmore à Washington »

## CHAPITRE 3 : LA CONSERVATION AU SERVICE DE LA NATION CHEZ ROOSEVELT

Tout au long de sa carrière et particulièrement lors de sa présidence de 1901 à 1909, Theodore Roosevelt fut préoccupé par l'idée d'unir les États-Unis sous la bannière de valeurs communes et de ce que la nation américaine devait représenter selon lui. Dans le but de créer et d'appliquer une série de normes typiquement américaines, le 26<sup>e</sup> Président fut catégorique sur les principes qui étaient importants dans les fondements de la nation. À la fois constituée de valeurs importantes pour le citoyen américain dans son action individuelle et de principes à respecter pour bien diriger le pays, la vision rooseveltienne s'adressait à une variété de secteurs de la société. Ce faisant, si le pays était en pleine expansion économique et culturelle et en plein changement social, il était d'autant plus important pour Roosevelt de catalyser ces transformations sous la forme d'une adhésion de tous à une appartenance commune : la nation américaine.

Grâce à ses écrits – articles, lettres et livres – et ses allocutions, nous avons pu distinguer ces idéaux si importants pour Roosevelt comme atouts et comme principes centraux à la nation américaine. Ensuite, puisque nous avons vu dans les chapitres précédents toute l'importance que Roosevelt accorda à la nature et à la conservation des ressources, nous désirons cerner la relation qui pouvait exister entre son idéal de la nation et son idéal de conservation.

À cet effet, nous verrons que ces normes et ces principes sont de quatre grandes catégories. Tout d'abord, il était important de porter une attention particulière au processus de prise de décision et d'action individuelle, tenant compte de valeurs plus abstraites, c'est-à-dire, une condition de morale et de logique. Par la suite, le patriotisme était une norme importante à respecter pour tous les citoyens américains, en termes de fierté et d'attachement à la nation, mais aussi en fonction de l'effort mis de l'avant pour honorer les bâtisseurs de la nation. Plus encore, le pays se devait d'être chapeauté par un *leadership* fort et central, qui permettrait de diriger le pays efficacement et conformément aux intérêts du peuple américain. Finalement, Roosevelt souhaitait établir une unité nationale. Pour ce faire, il était nécessaire que les États-Unis soient gérés uniformément, tout en tenant compte des besoins et des intérêts d'individus et de groupes d'un bout à l'autre du pays.

L'objectif de ce chapitre sera donc de présenter comment la conservation elle-même et le projet de Roosevelt ont pu constituer un atout pour la nation américaine et pour ces idéaux établis comme les fondements de la nation. En analysant la place de ces valeurs dans le projet de conservation de Roosevelt, nous pourrions alors établir dans quelle mesure les efforts du 26<sup>e</sup> Président étaient, au-delà des enjeux environnementaux de la conservation et des retombées économiques, une initiative nationale, représentative des idéaux et des normes américains.

### 3.1. L'objectif moral et logique de la nation

Theodore Roosevelt était désireux de voir tous les individus – citoyens et dirigeants – agir selon une bonne conscience morale, en adhérant à ce qu'il considérait comme « the immutable laws of righteousness<sup>372</sup> », c'est-à-dire, les principes immuables de la vertu. Aux dires de Roosevelt, tous les citoyens étaient tenus d'agir en tout temps « for loyalty to American citizenship as a whole, for loyalty to the immutable laws of righteousness<sup>373</sup> ». De plus, pour l'historien, ce concept prend son sens en lien avec les propos de Roosevelt, lorsqu'il dit : « You have got to have virtue [...] the type of virtue that comes to the strong man who, when he sees a wrong, wishes to go out and right it<sup>374</sup> ». Ainsi, il était crucial pour le citoyen américain de demeurer du bon côté de l'opposition entre le « *righteousness* » (le bien) et le mal.

Dans l'optique de cette opposition, le discours de Roosevelt entourant le *Reclamation Act* de 1902 est révélateur de ses objectifs en relation avec l'irrigation. Dès son adresse annuelle en 1901, il s'attaqua à ce qu'il considérait comme une pratique néfaste pour le secteur. Selon le Président, « ownership of water apart from land cannot prevail without causing enduring wrong<sup>375</sup>

---

<sup>372</sup> Roosevelt, « To Rudolph Spreckels, June 8 1908 », cité dans Morison, *Letters*, vol. 6, *op. cit.*, 1063.

<sup>373</sup> *Ibid.*

<sup>374</sup> *Address of President Roosevelt at Clarinda, Iowa, April 28, 1903*. Theodore Roosevelt Papers. Library of Congress Manuscript Division. Theodore Roosevelt Digital Library. Dickinson State University. 12 août 2019, <https://www.theodorerooseveltcenter.org/Research/DigitalLibrary/Record/ImageViewer?libID=o289738&imageNo=1>.

<sup>375</sup> Dans Roosevelt, Theodore, « First Annual Message », *op. cit.* Il s'agissait d'un débat entre le gouvernement fédéral, et les États. L'administration Roosevelt désirait s'appropriier les terres arides de l'ouest, afin d'effectuer des projets d'irrigation, pour ensuite établir un plan de distribution d'eau pour la population. En revanche, les États voulaient obtenir les droits à l'eau, afin d'eux-mêmes s'occuper de la redistribution à la population. Il s'agissait ainsi d'une séparation des droits de propriété des terres arides et de l'eau, respectivement entre le gouvernement fédéral et les instances étatiques. Voir les renseignements au chapitre 2 pour davantage de renseignements sur la controverse entourant le *Reclamation Act* (section « Un président conservateur »).

». À cet effet, dès l'année suivante, le sénateur Francis Newlands calma l'inquiétude de Roosevelt, dans le *Reclamation Act*<sup>376</sup>. En réponse aux États qui revendiquaient que le droit à posséder la terre et le droit de redistribuer l'eau demeurent séparés, Newlands ajouta à son projet de loi la permission pour le fédéral de s'arroger les droits de redistribution d'eau, tout en gardant possession des terres irrigables<sup>377</sup>. De la sorte, cela évita que le *Reclamation Act* se place dans la sphère du « *enduring wrong* » et, par le fait-même, de l'immoralité dont Roosevelt avait parlé dans son adresse inaugurale.

Quelques années plus tard, en 1908, Gifford Pinchot fut confronté à un enjeu similaire à celui de 1902, c'est-à-dire, par des États jugeant que le droit à disposer de l'eau demeurait le leur, séparément de la propriété territoriale du gouvernement fédéral. Désireux de développer l'hydroélectricité en milieu forestier, ce dernier voulait que le *United States Forest Service* puisse lui-même assurer la gestion des sites hydroélectriques et la redistribution des ressources. Comme nous l'avons vu précédemment, face à la pression exercée par plusieurs États et des compagnies privées, l'enjeu de juridiction se retrouva entre les mains du Procureur-général. Celui-ci donna rapidement raison à Pinchot et le *Forest Service* pu conserver les droits territoriaux des sites hydroélectriques, tout en prenant officiellement charge des droits aquatiques. Tout compte fait, dans une situation similaire à celle entourant le *Reclamation Act*, l'enjeu de 1908 est un autre exemple de ce que Roosevelt avait qualifié de « *enduring wrong* ».

Plus encore, ces deux situations concernant l'irrigation représentent parfaitement les propos de Roosevelt en 1903, lorsqu'il avait déclaré : « [...] when he sees a wrong, wishes to go out and right it<sup>378</sup> ». Ainsi, en réaction à une situation qualifiée de « *enduring wrong* », les actions de Newlands, Pinchot et Roosevelt constituèrent une façon de transformer une pratique dite néfaste en une solution positive, restant fidèle à cette philosophie rooseveltienne de « go out and right it ». De plus, non seulement le citoyen américain se devait-il de respecter ce standard moral de

---

<sup>376</sup> Le *Reclamation Act* était la loi qui permit au gouvernement fédéral de s'appropriier les terres arides de l'ouest, afin de favoriser l'exécution de projets d'irrigation dans seize États de l'ouest du pays. Voir les renseignements au chapitre 2 pour davantage de renseignements sur le *Reclamation Act* (section « Un président conservationniste »)

<sup>377</sup> Comme nous l'avons vu au chapitre 2, à la section 2.3. « Un Président conservationniste », le *Reclamation Act* accorda au fédéral la possibilité de conserver les droits de propriété et d'administration des terres réclamées et irriguées et des ressources ci-développées. On pouvait y lire que « the title to and the management and operation of the reservoirs [...] shall remain in the Government until otherwise provided by Congress ». Cité dans United States Congress, *Statutes at Large of the United States of America, from December, 1901, to March, 1903, op. cit.*

<sup>378</sup> *Address of President Roosevelt at Clarinda, Iowa, April 28, 1903. op. cit.*

*righteousness*, mais cela aurait dû être, dans l'esprit de Roosevelt, la norme pour la nation américaine. Dans son ouvrage, l'historien Leroy Dorsey écrit : « He [Roosevelt] offered moral character as a key ingredient for the American citizen<sup>379</sup> ». De ce fait, les valeurs morales constituaient une des caractéristiques importantes à respecter pour le citoyen américain.

En conservation, le réel problème était pour Roosevelt la méthodologie défailante dans l'exploitation et le développement des ressources naturelles. Dans son adresse en ouverture de la conférence des Gouverneurs en 1908, il utilisa les termes « *reckless* » et « *wasteful*<sup>380</sup> » pour décrire ces méthodes. À cet effet, selon Jessica Sheffield, « *wasteful (immoral) practices threatened America's future*<sup>381</sup> ». Pour elle, Roosevelt voyait la conservation comme un impératif et c'est justement cela qui l'a poussé à agir. Par conséquent, souhaitant passer un message à son public et à tout le pays, la rhétorique du 26<sup>e</sup> Président était vraisemblablement une mise en garde, basée sur l'imprudence et l'immoralité de certaines pratiques.

Ensuite, deux valeurs particulières furent de toute importance pour Roosevelt dans les fondements de la nation, soit l'honnêteté et l'intégrité. Tout d'abord, l'honnêteté était à son avis, une caractéristique foncièrement américaine; le « *true American type* » était pour lui « *honest and honorable*<sup>382</sup> ». Plus encore, il était important pour le citoyen américain de faire preuve d'honnêteté dans son devoir envers l'État. Dans un discours de 1903 adressé aux citoyens de Clarinda, en Iowa, il déclara à son public l'importance de « *do your duty by the State – the desire to show the belief in you in morality, in honesty and in decency*<sup>383</sup> ». Pour atteindre un idéal de citoyenneté, Roosevelt disait que « *good citizenship [...] rests upon moral integrity*<sup>384</sup> ». En outre, il était essentiel pour le bon fonctionnement de la nation que ces valeurs soient respectées dans le domaine

---

<sup>379</sup> Leroy G. Dorsey, *We Are All Americans, Pure and Simple: Theodore Roosevelt and the Myth of Americanism*, (Tuscaloosa : The University of Alabama Press, 2007), 18.

<sup>380</sup> Roosevelt, « Opening Address by the President », *op. cit.*, 6.

<sup>381</sup> Jessica Sheffield est une professeure en communications au *South Alabama University*. Propos tirés de Sheffield, Jessica, « Theodore Roosevelt, Conservation as a National Duty », *Voices of Democracy Journal*, vol. 5, (automne 2010) : 101-102.

<sup>382</sup> Alexander Brodie, « My dear Mr. President. March 8, 1905 » dans Roosevelt, « To Clarence Don Clark, December 8, 1905 », cité dans Morison, Elting, *The Letters of Theodore Roosevelt, vol. 5: The Big Stick*, (Cambridge : Harvard University Press, 1952), 105.

<sup>383</sup> *Address of President Roosevelt at Clarinda, Iowa, April 28, 1903. op. cit.*

<sup>384</sup> *Autographed speech, printed on 30 cards, delivered by President Theodore Roosevelt on October 19, 1905 during a visit to Raleigh*, 19 octobre 1905. Presidential Signatures. Vault Collection. State Archives of North Carolina, 5 juin 2019, <http://digital.ncdcr.gov/cdm/ref/collection/p15012coll11/id/282>.

de la politique. Dans la vision rooseveltienne, « *absolute honesty* » et « *efficiency and integrity*<sup>385</sup> » étaient les atouts nécessaires pour intégrer adéquatement ce monde de l'administration publique.

Concrètement, un des objectifs de Roosevelt dans son projet de conservation fut effectivement de mettre de l'avant l'honnêteté en matière de gestion des terres du domaine public. À cet effet, ses idéaux « [were] based primarily on the conception that it is as much the duty of the public land officials to help the honest settler get the title to his claim as it is to prevent the looting of public lands<sup>386</sup> ». C'était donc une façon pour lui de s'assurer que les terres agricoles du domaine public puissent être développées pour le *homesteading*, tout en s'assurant de réduire le nombre d'acquisitions frauduleuses de ces terres.

En ce qui a trait à l'importance concrète de ces valeurs, Roosevelt s'assura que son entourage soit constitué d'individus honnêtes et intègres, afin que ses mesures puissent refléter les qualités de ceux qui les avaient mises en place. Désirant faire l'éloge de Gifford Pinchot et du Secrétaire de l'Intérieur de l'époque James R. Garfield – tous deux très actifs en conservation – il écrivit que « both have stood for absolute honesty<sup>387</sup> ». Il poussa son propos sur Gifford Pinchot encore plus loin et affirma avoir « one friend who is interested in forestry and irrigation, in whose integrity I believe as I do in my own. This is Gifford Pinchot<sup>388</sup> ».

Somme toute, Roosevelt tenait à tout prix à l'enjeu entourant les valeurs morales et des principes régissant la bonne chose à faire. À ce sujet, le politicien et auteur Joshua David Hawley parla de lui comme « *the Preacher of Righteousness* » et écrit : « His politics of virtue [...] was a gauntlet thrown down to an entire country and to himself, a challenge to be better, to be more, to be righteous<sup>389</sup> ». Parallèlement, avec un discours et une conservation si influencés par cet idéal de vertu et de *righteousness*, cela porte à croire que la conservation était une façon pour Roosevelt d'accéder à ce principe moral qui, selon ses dires, demeurerait central au bon fonctionnement du pays.

---

<sup>385</sup> Roosevelt, « To Harry Stillwell Edwards, June 8, 1904 », cité dans Elting Morison, *The Letters of Theodore Roosevelt, vol. 4: The Square Deal 1903-1905*, (Cambridge : Harvard University Press, 1951), 824.

<sup>386</sup> *Id.*, *Autobiography, op. cit.*, 412.

<sup>387</sup> *Id.*, « To Gifford Pinchot and James Rudolph Garfield, March 3, 1909 », cité dans Morison, *The Letters of Theodore Roosevelt, vol. 6, op. cit.*, 1541.

<sup>388</sup> *Id.*, « To Ray Stannard Baker, July 4, 1903 », cité dans Morison, *The Letters of Theodore Roosevelt, vol. 3, The Big Stick 1901-1903*, (Cambridge : Harvard University Press, 1951), 510.

<sup>389</sup> Joshua David Hawley, *Theodore Roosevelt: Preacher of Righteousness, op. cit.*, xvii.

Mis à part le discours servant à justifier la conservation sur des bases plus morales, Roosevelt défendit la conservation comme l'option logique afin de protéger les ressources naturelles. Dans un sens plus large, le concept de logique et de bon sens était pour lui une composante essentielle pour le succès de la nation américaine. Pour lui, le succès passait nécessairement par l'habileté à faire preuve de « farsighted common sense, where the interests of the nation were at stake<sup>390</sup> ». Plus encore, il croyait en cette qualité comme une caractéristique distincte du peuple américain. Dans une lettre adressée à un diplomate allemand, il traita justement de son « strong belief in the fundamental good sense [...] of the American people<sup>391</sup> ».

Dans l'optique de ce que Jessica Sheffield qualifia de « *crisis of conservation*<sup>392</sup> », Roosevelt ne voyait qu'une seule option viable afin de protéger les ressources naturelles, c'est-à-dire, de travailler activement pour les développer. Pour le Président, « the tree does not grow unless man helps it<sup>393</sup> ». En ce sens, cela était un appel à l'aide pour la protection des ressources, mais également un message aux individus sceptiques de la réelle nécessité de protéger les richesses naturelles. En 1908, lors d'une conférence sur la conservation, il déclara que « there are certain people so foolish that they will incur absolute shortage in the future, and they are willing to stop all attempts to conserve the forests<sup>394</sup> ». Les propos de Theodore Roosevelt démontraient son intransigeance; la conservation était l'option raisonnée et la seule méthode pour bien protéger les ressources naturelles. En ce sens, il s'agissait d'un choix basé sur la logique et le bon sens.

En 1903, lors d'une adresse portant sur l'irrigation, il évoqua la conservation sous un angle national. Il affirma que « we have passed the stage where we can afford to tolerate the man whose object is simply to skin the land [land-skinners] and get out. That man is not a valuable citizen<sup>395</sup> ». Par conséquent, en plus d'être le choix logique, la conservation était la chose « américaine » à

---

<sup>390</sup> Roosevelt, « To Frederick Scott Oliver, August 9, 1906 », cité dans Morison, *Letters*, vol. 5, *op. cit.*, 351.

<sup>391</sup> *Id.*, « To Hermann Speck von Sternberg, July 16, 1907 » cité dans Morison, *Letters*, vol. 5, *op. cit.*, 721.

<sup>392</sup> Sheffield parla d'une « crise de la conservation » en disant que « unchecked consumption of the nation's natural resources could lead to disaster ». Elle présenta aussi ce phénomène de crise avec les propos de Leroy Dorsey, qui dit que « one-half of the country's timber had been cut, with the annual use rate at four times the new growth rate [...] Wasteful mining methods wreaked havoc as well [...] ». Cité dans Jessica Sheffield, « Theodore Roosevelt, Conservation as a National Duty », *op. cit.*, 93.

<sup>393</sup> Theodore Roosevelt, « The Forest in the Life of the Nation », (Discours, American Forest Congress, Washington D.C., 2-6 janvier 1905), cité dans United States Department of Agriculture, *Forest Preservation and National Prosperity*, Washington, Department of Agriculture, 1905, 7.

<sup>394</sup> *Id.*, « Opening Address by the President », *op. cit.*, p. 9.

<sup>395</sup> *Id.*, *Address of President Roosevelt at Boise, Idaho, May 28, 1903*. 28 mai 1903. Theodore Roosevelt Papers. Library of Congress Manuscript Division. Theodore Roosevelt Digital Library. Dickinson State University, 21 janvier 2019 <https://www.theodorerooseveltcenter.org/Research/Digital-Library/Record?libID=o289938>.

faire – un devoir envers la nation américaine. Dans le même discours de 1908, il déclara que « as a people we have the right and the duty [...] of requiring and doing justice, to protect ourselves and our children against the wasteful development of our natural resources<sup>396</sup> ». En mettant l'accent sur la tournure « as a people », Roosevelt voulut alors démontrer en quoi ce devoir de conservation – « *the duty* », comme il l'avait dit – était un devoir prescrit pour tout le peuple américain et s'appliquait à la nation américaine dans son ensemble.

En conclusion, en présentant la conservation comme une obligation morale et un choix logique, Roosevelt utilisa des termes similaires à ceux employés pour définir les qualités essentielles de la nation américaine. Avec ces « immutable laws of righteousness » et ce « fundamental good sense of the American people », son projet de conservation fut une façon de concrétiser cette facette plus abstraite de son idéal américain. En établissant ces mesures de conservation, Roosevelt put rester fidèle à ces valeurs fondamentales qu'il considérait si importantes pour tous les Américains. Sur le plan moral et logique, il est par conséquent possible d'établir comment le projet de conservation de Roosevelt put avoir ses implications dans l'intérêt national et contribua à ce que la nation américaine devait représenter.

### 3.2. Le patriotisme de la nation

Pour Theodore Roosevelt, l'élan patriotique demeurait très important, surtout en matière de tout l'honneur qui devait être accordé aux bâtisseurs du pays, c'est-à-dire, les pionniers du territoire américain, les pères fondateurs des États-Unis et les protecteurs de l'Union. Le 26<sup>e</sup> Président désirait perpétuer l'héritage laissé par ces acteurs historiques, afin d'assurer une certaine continuité face au passé. Concrètement, il affirma: « There are many problems for us to face [...] but we know that we can solve them and solve them well, provided only that we bring to the solution the qualities of head and heart which were shown by the men who, in the days of Washington, rounded this Government, and, in the days of Lincoln, preserved it<sup>397</sup> ».

---

<sup>396</sup> Roosevelt, « Opening Address », *op. cit.*, 10.

<sup>397</sup> *Id.*, « Second Annual Message », (Discours, United States Congress, Washington, D.C., 2 décembre 1902), cité dans American Presidency Project, « Second Annual Message » 21 janvier 2019, <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/second-annual-message-16>.

Dans son adresse en ouverture de la conférence de conservation en 1908, Roosevelt déclara par la suite que « Washington clearly saw that the perpetuity of the States could only be secured by union, and [...] that it must be based on the development and use of their natural resources<sup>398</sup> ». Conséquemment, les ressources naturelles avaient été, selon les dires du 26<sup>e</sup> Président, un des moteurs de la création des États-Unis à la fin du 18<sup>e</sup> siècle. Logiquement, le fait de créer une plateforme de conservation fut donc une démonstration de patriotisme et une façon d'honorer les pères fondateurs du pays.

Plus encore, Roosevelt utilisa ce lien entre la conservation et l'histoire nationale afin de convaincre la population américaine et ses opposants dans l'arène politique des bienfaits et de la nécessité de protéger et de conserver les ressources naturelles. L'historien Daniel O. Buehler écrivit: « Roosevelt based his historical assessment [of conservation] on the wisdom of the country's founding fathers<sup>399</sup> ». Justement, le propos de Roosevelt sur les *homesteaders* et les travailleurs de la terre est pertinent en lien avec l'idéal agraire de Thomas Jefferson, comme nous l'avons vu<sup>400</sup>. Ce dernier avait déclaré à la fin du 18<sup>e</sup> siècle que ces travailleurs de la terre – les *yeomen* – étaient ceux élus de Dieu. Ainsi, plus de cent ans plus tard, ces individus étaient pour Roosevelt des grands responsables du succès des États-Unis. Par conséquent, nous aurions tort de ne pas associer l'idéal conservationniste rooseveltien à saveur nationale et celui agraire de Jefferson. De ce fait, en mettant de l'avant le rôle des fermiers, des agriculteurs et des éleveurs, Roosevelt était en train de faire allusion à ce concept qui, malgré tout, fut très important pour la formation des États-Unis et de la nation américaine à la fin du 18<sup>e</sup> siècle et au début du 19<sup>e</sup> siècle.

L'article de Buehler fait d'ailleurs référence à ce qu'on appelle le phénomène de « *permanence and change*<sup>401</sup> ». En conservation, si ce dernier parla de « *permanence* », cela était une référence à des phénomènes inchangés depuis presque toujours, c'est-à-dire, l'existence même de ressources naturelles sur le territoire et leur utilisation à des fins utilitaires. Ensuite, en abordant le terme « *change* », il mit l'accent sur la réforme des méthodes de protection et de gestion des ressources proposée par Roosevelt. De ce fait, les notions avancées par le Président dans son

---

<sup>398</sup> Roosevelt, « Opening Address », *op. cit.*, p. 3.

<sup>399</sup> Daniel O. Buehler « Permanence and Change in Theodore Roosevelt's Conservation Jeremiad », *op. cit.*, 447

<sup>400</sup> Pour davantage de renseignements à propos de Jefferson et son idéal agraire, veuillez consulter le chapitre 2, à la section « Le politicien-cowboy ».

<sup>401</sup> Le « *permanence and change* » fait référence à l'idée que certaines réalités peuvent demeurer permanentes, tout en voyant certaines de leurs ramifications changer, ou en changeant la manière ou l'angle que l'on adopte pour l'observer.

discours de 1908 sont révélatrices en termes de continuité : le projet du 26<sup>e</sup> Président allait effectivement assurer une certaine continuité avec le passé, mais toutefois en se servant de moyens adaptés au 20<sup>e</sup> siècle. En ce sens, la conservation allait permettre aux États-Unis d'entrer dans la modernité – en matière de transformations économiques et de progrès scientifique – tout en restant fidèle au passé et aux méthodes des bâtisseurs de la nation : les « *founding fathers* ».

Le sentiment de continuité était aussi important pour Roosevelt en relation avec les obstacles encourus et aux conditions endurées par les pionniers des États-Unis et les protecteurs de l'Union, c'est-à-dire, les combattants de la Guerre de Sécession. Dans le but d'honorer l'héritage et perpétuer le courage de ces acteurs historiques, la doctrine du « *Strenuous Life* » était tout ce que Roosevelt attendait du peuple américain pour connaître du succès. Il y affirma que « it is only through strife, through hard and dangerous endeavor, that we shall ultimately win the goal of true national greatness<sup>402</sup> ». De ce fait, il s'agissait d'un message au peuple, comme quoi le pays pouvait survivre et connaître son succès que grâce au travail et en relevant plusieurs défis. Plus encore, en plus d'être un gage de succès, cette idée de *strenuous life* constituait ce qu'il y avait de « [the] most American in the American character<sup>403</sup> ». Concrètement, il fallait que le peuple américain s'inspire des qualités des grands acteurs de la nation, comme les pères fondateurs, les adeptes de la vision de Lincoln et les soldats des armées de Grant lors de la Guerre de Sécession<sup>404</sup>.

Souhaitant mettre de l'avant la conservation tout en faisant la promotion de son idéal national en matière de culture et d'immigration, Roosevelt désirait que le peuple des États-Unis puisse s'inspirer du travail acharné et du *strenuous life* des premiers pionniers du territoire américain au 17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> siècle<sup>405</sup>. Dans son ouvrage *The Winning of the West*, il expliqua le récit des immigrants européens – irlandais, anglais et écossais – venus s'installer sur les terres de l'Amérique afin de coloniser le territoire et d'y bâtir une nouvelle vie. Son propos s'apparentait à l'un des mythes fondateurs des États-Unis, le mythe de la frontière<sup>406</sup>. Récit créateur axé sur les qualités individuelles des pionniers – le courage, la détermination et la résilience – et sur la survie

---

<sup>402</sup>Theodore Roosevelt, « The Strenuous Life », (Discours, Hamilton Club, Chicago, 10 avril 1899), cité dans Theodore Roosevelt, *The Strenuous Life, Essays and Addresses*, (New York : The Century Co., 1902), 21.

<sup>403</sup> *Ibid*, 3

<sup>404</sup> *Ibid*, 7.

<sup>405</sup> Le « territoire américain » signifie le territoire qui devint en 1776 les États-Unis d'Amérique.

<sup>406</sup> Le terme « *frontier* » fait ici référence à l'arrière-pays américain vierge et inexploité. La frontière est donc tout le territoire n'ayant pas alors été développé, diminuant progressivement en superficie avec l'expansion vers l'Ouest.

dans des conditions hostiles et devant des opposants autochtones, le mythe de la frontière explique l'expansion territoriale des États-Unis comme le principal moteur qui permit aux Européens de devenir Américains. La frontière marqua l'imaginaire car elle représenta le progrès de la société américaine. Ce récit, développé en termes de mission civilisatrice et de conquête des peuples Autochtones qualifiés de « sauvages<sup>407</sup> », mais également face au travail acharné des colons européens, constituait la base de l'identité américaine. Ces individus étaient parvenus à s'établir sur le territoire non seulement en éliminant leurs adversaires autochtones, mais en s'épanouissant malgré leur « unending struggle with the wild ruggedness of nature<sup>408</sup> ».

Plus encore, cette fierté rejoint aussi le propos de Frederick Jackson Turner au sujet de l'importance de la frontière américaine. En 1893, ce dernier déclara que « the growth of nationalism and the evolution of American political institutions were dependent on the advance of the frontier<sup>409</sup> ». De la sorte, Turner en vint à dire que le développement des terres était la principale raison pour le développement du nationalisme et du patriotisme aux États-Unis, de même que plusieurs institutions de la société américaine. Pour Turner et les adeptes de sa théorie, « this momentous change [l'arrivée de colons sur les terres] made the American experience unique<sup>410</sup> », ce qui développa d'autant plus l'identité américaine. Ce faisant, cet épisode de l'histoire américaine – la transformation du territoire et du sol – aux dires de Turner et de Roosevelt, contribuait au patriotisme aux États-Unis.

Justement, tout au long de *Winning of the West*, Roosevelt rappela en quoi ceux-ci avaient survécu et prospéré grâce aux ressources naturelles, travaillant à « [...] chop down the trees, hew out the logs for a building, and clear the ground for tillage [...]»<sup>411</sup>. Dans l'esprit du Président, la hache était d'ailleurs un des outils les plus importants pour la cause nationale américaine, en raison de son utilité pour couper les arbres<sup>412</sup>. Ainsi, ces individus – bûcherons, travailleurs de la terre, fermiers, chasseurs – avaient peu à peu créé les bases d'une société qui deviendrait la nation

---

<sup>407</sup> Le terme « sauvage » utilisé pour décrire les peuples Autochtones constitue l'expression employée à l'époque, sans toutefois être acceptée ni couramment utilisée de nos jours. Il ne reflète aucunement l'opinion de l'auteur.

<sup>408</sup> Theodore Roosevelt, *The Winning of the West, Part I. The Spread of English-Speaking People*, (New York : G.P. Putnam's Sons, 1903), 170.

<sup>409</sup> Frederick Jackson Turner, 1893, cité dans American Historical Association, « The Significance of the Frontier in American History (1893) », 18 juin 2019, <https://www.historians.org/about-aha-and-membership/aha-history-and-archives/historical-archives/the-significance-of-the-frontier-in-american-history>.

<sup>410</sup> Ian Tyrrell, *Crisis of a Wasteful Nation, op. cit.*, 10.

<sup>411</sup> *Ibid.*, 119.

<sup>412</sup> *Ibid.*, 143-144.

américaine en 1776. Roosevelt déclara que « the ‘embattled farmers’ of ’76 made this country a nation<sup>413</sup> ». Face à l’établissement d’une nation sur les bases du développement de la terre, ces « *embattled farmers* » étaient donc de toute importance pour Roosevelt, les qualifiant de héros de la nation. Comme l’historien Leroy Dorsey écrit, « [Theodore Roosevelt] altered the traditional Myth by recasting its conqueror-hero with a farmer-hero<sup>414</sup> ».

Ensuite, dans ce que Dorsey qualifie de remaniement du mythe traditionnel, Roosevelt désirait perpétuer les qualités individuelles et civilisatrices des colons et des immigrants européens en un idéal culturel américain. Ainsi, puisque ces individus, disait Roosevelt, avaient utilisé les ressources naturelles comme base concrète pour la création des États-Unis, nous pourrions argumenter que les ressources naturelles avaient elles aussi leur place dans l’identité américaine. Née d’une immigration allemande, britannique, écossaise et irlandaise, cette identité évolua dans le temps en un idéal de supériorité raciale américaine et plus particulièrement de supériorité américaine et « WASP », c’est-à-dire, « White Anglo-Saxon Protestant ». Lui-même issu de cet idéal d’individus blancs, anglo-saxons et protestants, Theodore Roosevelt jugeait que seule l’immigration provenant de l’Europe de l’Ouest et du Nord devait être acceptée. De ce fait, « Roosevelt's openness to immigrants extended only to the so-called old immigrants from Great Britain, Germany, and Scandinavia<sup>415</sup> », car seuls ceux-ci possédaient les qualités et les capacités nécessaires afin de s’adapter à la culture américaine et de perpétuer l’idéal développé par les pionniers du 17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> siècle. Par conséquent, il entretenait des politiques d’exclusion sociale des minorités ethniques, en plus d’une rhétorique parfois virulente contre celles-ci. Parmi celles-ci, Gary Gerstle affirma que « the “new immigrants” from eastern and southern Europe, in this view, received no welcome from Roosevelt, for they were considered to lack the racial makeup to succeed in America<sup>416</sup> ». Ce dernier ne croyait pas non plus en la capacité des Afro-Américains à occuper certaines fonctions. À cet effet, il disait que « the vast majority of nonwhites would not

---

<sup>413</sup> *Address of President Roosevelt at Sioux Falls, South Dakota April 6, 1903, The wage-worker and the tiller of the soil*. 6 avril 1903. Theodore Roosevelt Papers. Library of Congress Manuscript Division. Theodore Roosevelt Digital Library. Dickinson State University, 21 janvier 2019, <https://www.theodorerooseveltcenter.org/Research/Digital-Library/Record?libID=o289689>. Ici, Roosevelt fit référence au fait que ces colons transformèrent le territoire américain en une réelle société, avec une série de valeurs et un sentiment d’appartenance chez les habitants.

<sup>414</sup> Dorsey, « The Frontier Myth in Presidential Rhetoric: Theodore Roosevelt's Campaign for Conservation », *op. cit.*

<sup>415</sup> Gary Gerstle, « Theodore Roosevelt and the Divided Character of American Nationalism », *loc. cit.*, 1298.

<sup>416</sup> *Ibid.*

achieve [political and socio-economic] levels during his lifetime or for several lifetimes thereafter<sup>417</sup> ».

Pour ce qui est des Autochtones, Roosevelt tint un discours d'une extrême violence à leur égard. Opposants naturels des colons européens sur le territoire américain, ils furent un obstacle à l'expansion territoriale des États-Unis et de la race américaine selon le Président. À cet effet, la conquête de l'Ouest et des Autochtones était pour lui « "the great epic feat in the history of our race"<sup>418</sup> ». Bien qu'il semblait apprécier certains éléments du caractère de ces peuples – leur bravoure, leur ruse et leur férocité<sup>419</sup> – il considérait leur expulsion et l'appropriation de leur territoire et même leur extermination comme une étape nécessaire, puisque « [the] war to exterminate the Indians created the "Americans"<sup>420</sup> ». Dans sa critique des Autochtones, il poussa son propos plus loin et déclara : « I don't go so far as to think that the only good Indians are the dead Indians, but I believe nine out of every ten are<sup>421</sup> ».

À cet effet, sans passer par des moyens si drastiques que ceux proposées dans sa rhétorique anti-Autochtones, certains aspects du projet de conservation de Roosevelt furent basés sur une volonté d'appropriation des territoires de ces derniers. Par exemple, les événements de 1904 témoignent de la volonté de faire passer les projets de conservation avant les droits territoriaux des peuples autochtones. Grâce au « *Agreement of 1904 for Cession of Surplus Lands* », les habitants du *Crow Reservation* au Montana acceptèrent de céder une partie de leur territoire en échange d'une somme d'argent afin que le gouvernement fédéral puisse exécuter ses projets d'irrigation<sup>422</sup>. Plus encore, dans une lettre adressée au Secrétaire de l'Intérieur Ethan Hitchcock, à propos de

---

<sup>417</sup> *Ibid.*, 1296. À cet effet, les événements dans le cadre de l'élection de 1912 constituent un bon exemple des politiques raciales de Roosevelt et de son opinion générale face aux Afro-Américains. Lorsque son mandat à la Présidence se termina en 1909, Theodore Roosevelt décida de ne pas briguer de nouveau la Présidence et de quitter le monde de la politique. Toutefois, en 1912, il réintégra le milieu en tant que candidat pour le tout nouveau parti qu'il venait de former, le Parti Progressiste. En prévision du scrutin, l'ancien Président avait très peu d'appuis des États du Sud, mais désirait y créer une base d'électeurs. Désenchantés par la présence de Noirs au Parti Progressiste, plusieurs électeurs du Sud refusaient donc de donner leur appui à l'ancien Président dans son nouveau parti. Toutefois, ces derniers décidèrent de lui offrir leur support, mais que s'il acceptait la ségrégation raciale des États du Sud comme position officielle de son parti. Face à l'espoir de s'immiscer dans le Sud, Roosevelt accepta la proposition et empêcha dorénavant les Noirs d'obtenir des sièges au comité de la convention du Parti Progressiste.

<sup>418</sup> *Ibid.*, 1283

<sup>419</sup> *Ibid.*

<sup>420</sup> *Ibid.*

<sup>421</sup> Theodore Roosevelt, (Discours, New York 1886), cité dans Theodore Roosevelt Association, « Index I », 3 avril 2019, [https://theodoreroosevelt.org/content.aspx?page\\_id=22&club\\_id=991271&module\\_id=339518&act=4](https://theodoreroosevelt.org/content.aspx?page_id=22&club_id=991271&module_id=339518&act=4).

<sup>422</sup> United States Congress, *Public Laws Passed by the United States of America*, (Washington, D.C. : United States Congress, 1905), 352.

telles révocations de terres autochtones, Roosevelt défenda ses actions. Il écrit : « I feel that this is in the interest of the Indians themselves. I feel that it is also in the interest of all the people of the United States<sup>423</sup> ». Tout compte fait, en raison de leurs origines culturelles trop différentes, Roosevelt voulait marginaliser ou exclure les immigrants, les Afro-Américains et les peuples autochtones de la société. En revanche, les descendants de ces « farmer-heroes » méritaient d'être honorés. C'est donc en ce sens que la conservation était une démonstration de patriotisme.

Mis à part leur contribution à l'identité américaine, ces « embattled farmers of '76 » étaient tout aussi importants en termes de mode de vie et de subsistance. De la façon dont Roosevelt les voyait, les fermiers et les travailleurs de la terre de son époque existaient, travaillaient et s'enrichissaient « under the conditions which obtained when the "embattled farmers" of 76 made this country a nation<sup>424</sup> », c'est-à-dire, en contact avec la terre et les ressources naturelles. C'est pour cette raison que Roosevelt tenait en si haute estime les *homesteaders* – agriculteurs, fermiers, laboureurs – en tant que responsables du succès de la nation américaine. Somme toute, en introduisant des mesures avantageuses pour ces individus<sup>425</sup>, Roosevelt y voyait une façon d'honorer les premiers bâtisseurs du pays, tout en restant fidèle à son agenda conservateur.

Parallèlement, le projet de conservation de Theodore Roosevelt était une façon d'exprimer le lien qui pouvait exister entre la nature et le peuple américain. Il désirait rallier le peuple derrière une fierté et un attachement commun : la richesse naturelle. Pour le Président, l'appartenance à la nation était un privilège. Selon ses dires, « we are Americans in heart and in soul, in spirit and in purpose [...] and proud beyond measure of the glorious privilege of bearing it [the very name of American]<sup>426</sup> ». En mettant sous protection fédérale des millions d'acres de territoire, sous forme de forêts nationales, de parcs et de monuments nationaux et de terres publiques à développer, «

---

<sup>423</sup> Roosevelt, « To Ethan Allen Hitchcock, February 1, 1907 », cité dans Morison, *Letters*, vol. 5, *op. cit.*, 578. Ces paroles ne sont pas directement en lien avec les événements du *Crow Reservation*, mais sont caractéristiques de la position de Roosevelt concernant les peuples autochtones.

<sup>424</sup> *Address of President Roosevelt at Sioux Falls, South Dakota*, *op. cit.* La distinction de Roosevelt entre le pays et la nation fait référence au territoire – le pays – qui devient une société, c'est-à-dire, une nation.

<sup>425</sup> Notamment, le *Kinkaid Act* de 1904, le *Land Classification Board* de 1908 et toutes les terres du domaine public désignées comme des aires de *homesteading* sont des exemples de dispositions établies afin de favoriser les *homesteaders* et des *settlers* sur le territoire américain.

<sup>426</sup> Ces paroles se retrouvent dans l'ouvrage de Roosevelt *American Ideals*, au chapitre intitulé *True Americanism*. Comme le dit le titre, les propos contenus dans cet ouvrage révèlent des idéaux que Roosevelt valorisait comme importants dans l'essence de la nation américaine. Cité dans Roosevelt, *American Ideals*, *op. cit.*, 34.

Teddy » Roosevelt espérait développer le sentiment de fierté nationale et mettre de l'avant tous les privilèges que cet attachement pouvait leur procurer.

Justement, la rhétorique de Roosevelt démontre à quel point des endroits comme le *Grand Canyon* en Arizona et le parc national *Yellowstone* en Idaho, au Montana et au Wyoming pouvaient représenter cet idéal de fierté patriotique et de loyauté nationale<sup>427</sup>. À ses yeux, « the Grand Canyon, Arizona has a natural wonder which, so far as I know, is in kind absolutely unparalleled throughout the rest of the world<sup>428</sup> ». Ainsi, il s'émerveillait face au *Canyon*, comme lieu unique au monde. Plus encore, l'existence d'un tel lieu sur le territoire américain et l'accessibilité au *Canyon* constituait un privilège pour le peuple américain. Il incita même les individus aux États-Unis à s'y rendre, de sorte à profiter de ce qui leur était offert en tant que membre de la nation américaine, car c'était « one of the great sights which every American if he can travel at all should see<sup>429</sup> ».

De plus, puisque les grands espaces naturels étaient en fait des terres appartenant à la nation américaine, le réel propriétaire d'endroits comme *Yellowstone* ou le *Grand Canyon* était le peuple américain. Pour Roosevelt, « its [Yellowstone's] beauties can be seen with great comfort in a short space of time and at an astoundingly small cost, and with the sense on the part of every visitor that it is in part his property, that it is the property of Uncle Sam and therefore of all of us<sup>430</sup> ». À l'examen des paroles de Roosevelt, nous pouvons constater que ces espaces naturels pouvaient contribuer à l'attachement des gens pour leur pays et pour leur nation, tant dans une optique de beauté, que de propriété et d'accessibilité pour tous.

Parallèlement, *Teddy* espérait que les forêts nationales et les terres publiques à exploiter puissent également contribuer à renforcer ce sentiment grâce à l'accessibilité aux ressources et aux

---

<sup>427</sup> Même si cette étude reste davantage consacrée à la protection de territoires pour leurs ressources naturelles à exploiter et conserver, le principe mis de l'avant par Roosevelt tout au long de son projet fut de protéger les territoires afin d'éviter leur destruction, tant comme forêts nationales que comme parcs ou monuments nationaux tels que le *Grand Canyon* ou *Yellowstone*.

<sup>428</sup> *Address of President Roosevelt at Grand Canyon, Arizona, May 6, 1903*. Theodore Roosevelt Papers. Library of Congress Manuscript Division. Theodore Roosevelt Digital Library. Dickinson State University. 21 janvier 2019, <https://www.theodorerooseveltcenter.org/Research/Digital-Library/Record?libID=o289796>.

<sup>429</sup> *Ibid.*

<sup>430</sup> *Speech of President Roosevelt at laying of the cornerstones of gateway to Yellowstone National Park, Gardiner, Montana, April 24, 1903*. Theodore Roosevelt Papers. Library of Congress Manuscript Division. Theodore Roosevelt Digital Library. Dickinson State University. 21 janvier 2019, <https://www.theodorerooseveltcenter.org/Research/Digital-Library/Record?libID=o289720>.

bénéfices économiques. Par exemple, il parlait de la foresterie en termes de fierté et d'honneur national. Il s'exclama : « you [foresters of the United States] will have created a new profession; a profession of the highest importance; a profession of the highest usefulness toward the State; and [...] most intimately connected with our highest and finest development as a nation<sup>431</sup> ».

En 1906, Theodore Roosevelt s'assura de concrétiser ce sentiment, en proclamant une loi permettant la protection de plusieurs espaces comme « monuments nationaux ». Le *Antiquities Act* donna au Président le droit de mettre sous protection fédérale certains lieux pour leur valeur naturelle, historique, scientifique ou culturelle<sup>432</sup>. Grâce à la nouvelle législation, plusieurs lieux naturels – canyons, montagnes, rochers, forêts, cavernes et autres – devinrent des aires protégées, afin de demeurer intacts dans le patrimoine américain<sup>433</sup>. Avec déjà la possibilité de désigner des espaces comme parcs nationaux, il s'agit ici d'une autre façon de protéger certains espaces pour leur valeur auprès du peuple américain. Pour leur part, les parcs étaient des espaces protégés pour leur beauté et leur valeur récréative, tandis que les monuments nationaux, d'autre part, étaient des espaces réservés pour leur importance dans des domaines plus précis, c'est-à-dire, pour leur pertinence culturelle, environnementale, historique ou scientifique. À cet effet, une portion du *Grand Canyon*, en Arizona, le *Alibates Flint Quarries*, au Texas, et le *Beryessa Snow Mountain*, en Californie<sup>434</sup>, sont quelques exemples d'endroits protégés pour leur valeur environnementale. En fait, le concept de monuments nationaux s'apparente aux « lieux de mémoire » de l'historien français Pierre Nora. Pour ce dernier, « un lieu de mémoire dans tous les sens du mot va de l'objet le plus matériel et concret, éventuellement géographiquement situé, à l'objet le plus abstrait et intellectuellement construit<sup>435</sup> ». Ainsi, les monuments nationaux, créés pour leur valeur abstraite ou concrète pour l'ensemble d'une société, prennent le même sens que les lieux définis par Nora, qui désire associer certains endroits à la mémoire collective.

---

<sup>431</sup> *Address at meeting of Society of American Foresters, Washington, D.C.*. Theodore Roosevelt Papers. Library of Congress Manuscript Division. Theodore Roosevelt Digital Library. Dickinson State University, 24 mars 2019, <https://www.theodorerooseveltcenter.org/Research/Digital-Library/Record?libID=o288890>.

<sup>432</sup> National Park Service, « American Antiquities Act of 1906 », 29 novembre 2018, <https://www.nps.gov/subjects/legal/american-antiquities-act-of-1906.htm>.

<sup>433</sup> *Id.*, « Monuments List », 29 novembre 2018, <https://www.nps.gov/archeology/sites/antiquities/MonumentsList.htm>.

<sup>434</sup> Le *Beryessa Snow Mountain* en Californie est reconnu comme étant un des endroits les plus riches au monde en termes de biodiversité.

<sup>435</sup> Pierre Nora, *Les lieux de mémoire* (1997), cité dans Commission franco-québécoise sur les lieux de mémoire communs, « Lieux de mémoire », 7 juillet 2019, <https://www.cfqlmc.org/lieux-de-memoire>.

En conclusion, Theodore Roosevelt se distingua par sa capacité à mettre en valeur la relation entre le territoire américain et l'appartenance à la nation afin de mettre de l'avant son projet de conservation. Que cela soit avec le rôle des ressources naturelles dans la création des États-Unis en 1776, de leur utilité pour les premiers pionniers du territoire américain ou de la richesse naturelle des États-Unis, ce fut une façon de justifier l'existence et la pertinence d'un domaine alors peu développé. En misant sur la relation des individus envers leur patrie, il espérait que cela contribue à la fierté nationale, tant en fonction des idéaux se rapportant aux pionniers et aux fondateurs de la nation, que des enjeux contemporains. Somme toute, grâce aux justifications avancées par Roosevelt, la conservation pouvait donc contribuer à ce sentiment. Tout compte fait, sur le plan du patriotisme si important pour le 26<sup>e</sup> Président, il est possible de constater comment le conservationnisme rooseveltien avait effectivement une importance auprès de la nation. De ce fait, Roosevelt fut en mesure de concrétiser ce que la nation américaine devait représenter.

### **3.3. Le *leadership* national**

Tout au long de sa carrière en politique et particulièrement lors de sa présidence, Theodore Roosevelt affirma son désir que les États-Unis soient un pays dirigé avec un *leadership* plus fort et plus central, avec l'augmentation du pouvoir exécutif et de l'autorité présidentielle<sup>436</sup>. À cet effet, ce pouvoir provenait de ce qu'il qualifiait de la théorie d'intendance. Se basant sur le fait qu'il avait été élu et possédait le pouvoir exécutif, le Président était le guide – l'intendant – de la nation et avait le devoir de diriger les États-Unis en fonction de l'intérêt du peuple et de la nation américaine. Suivant les lignes de sa théorie, Roosevelt pouvait alors s'arroger tout le pouvoir qui lui était conféré par la Constitution américaine en tant que chef d'État, sous justification que cela était bénéfique à la nation.

---

<sup>436</sup> Roosevelt, « To George Otto Trevelyan, June 19, 1908 » cité dans Morison, *Letters, vol. 6, op. cit.*, 1087. Plus encore, le style présidentiel de Roosevelt s'apparente à ceux des Présidents Andrew Jackson (1829-1837) et Abraham Lincoln (1861-1865), tous deux connus pour leur style axé sur le pouvoir du gouvernement central. On dit que « he [Roosevelt] characterized himself as a practitioner of the Jackson-Lincoln school of presidential leadership ». Il existait aussi des similitudes entre le style rooseveltien et celui proposé par Alexander Hamilton. Ce dernier est connu pour les « *Federalist Papers* » (1788), une série de documents qui avançaient le fédéralisme comme la méthode gouvernement à adopter pour le jeune pays des États-Unis. À cet effet, on affirme que Roosevelt pratiquait « a principled Neo-Hamiltonianism ». Cité dans Hawley, *Theodore Roosevelt: Preacher of Righteousness, op. cit.*, 178.

Par conséquent, il se distingua par l'usage de son droit présidentiel pour proclamer une grande quantité d'ordres exécutifs<sup>437</sup>. Avec cette procédure, il put désigner plus de 194 millions d'acres comme forêts nationales<sup>438</sup>. C'est pour cette raison que de nombreuses forêts se retrouvèrent sous les auspices du *United States Forest Service* et ensuite développées selon les conditions établies par Gifford Pinchot. Pour ce qui est des terres du domaine public, Theodore Roosevelt avait le droit, en tant que Président, d'effectuer ce processus afin d'y implanter les dispositions de son projet de développement des ressources agricoles, minières et de pâturage. Tel qu'écrit dans le *Harvard Law Review*, « he [the President] may be *expressly* authorized, as an administrative agent with wide discretion, to withdraw public lands from entry [c'est-à-dire, de retirer les terres du domaine public afin de les soumettre au processus de classification]<sup>439</sup> ». Somme toute, tout ce processus de classement des terres, incluant les *land withdrawals*, l'étude des ressources et la désignation de terres comme aires d'exploitation spécifique, fut possible grâce à ce pouvoir exécutif que Theodore Roosevelt possédait et utilisait en tant que Président des États-Unis.

Même si sa position au gouvernement lui donnait le droit de procéder à toutes ces actions exécutives, il s'attira néanmoins quelques critiques. La situation entourant les *Midnight Reserves* constitue une bonne instance où Roosevelt n'hésita pas à se servir de son pouvoir présidentiel, peu importe la controverse que cela pouvait engendrer<sup>440</sup>. Face à son contournement de la loi qui lui avait interdit d'établir de nouvelles forêts nationales, il reçut des critiques l'accusant d'usurpation du pouvoir et d'avoir agi en dictateur<sup>441</sup>. Malgré tout, Roosevelt demeurait à cheval sur sa théorie d'intendance qui, selon ses dires, légitimait ses actions. À son avis, il n'avait pas « usurp power, but [...] greatly [broadened] the use of executive power<sup>442</sup> » au nom de l'intérêt national.

---

<sup>437</sup> Un *executive order* est une directive émise par le Président, affectant l'application d'une loi fédérale. Avec l'ordre exécutif, le Président peut établir de nouvelles normes ou de nouveaux standards dans le but de renforcer ou d'affaiblir une loi existante. Theodore Roosevelt, pour sa part, se démarqua en émettant 1081 ordres exécutifs, presque autant que tous ses prédécesseurs à la Maison Blanche réunis. Cité dans Gerhard Peters et John T. Woolley, *Executive Orders: Washington – Trump*, 21 janvier 2019, <http://presidency.proxied.lsit.ucsb.edu/data/orders.php>. De plus, parmi tous les Président, Roosevelt fut un de ceux ayant utilisé son droit de véto le plus de fois. Cité dans Izatt, « The Precedent of a President: Theodore Roosevelt and Environmental Conservation », *loc. cit.*, 92.

<sup>438</sup> Izatt, « The Precedent of a President », *loc. cit.* 87.

<sup>439</sup> « Implied Authority of the President to Withdraw Public Lands from Entry », *Harvard Law Review*, 28, 6, (avril 1915) : 614.

<sup>440</sup> Pour davantage des renseignements sur cette affaire des « *Midnight Reserves* », veuillez voir le chapitre 2, à la section sur les forêts nationales (« Des forêts pinchotiennes »).

<sup>441</sup> Ellis, *The Development of the American Presidency*, *op. cit.*

<sup>442</sup> Roosevelt, *Autobiography*, *op. cit.*, 357.

Plus encore, en plus d'avoir utilisé son pouvoir exécutif afin de désigner plusieurs forêts nationales, il utilisa aussi ce pouvoir dans le cadre du *National Conservation Commission*. Établie en 1908 après l'échec du *Inland Waterways Commission*, le premier mandat de la nouvelle entité fut d'effectuer un inventaire de toutes les ressources naturelles du pays. De ce fait, avec de nouvelles connaissances sur les ressources d'un bout à l'autre des États-Unis, l'objectif de la commission était de devenir la référence en matière de conservation. Pour ce faire, Roosevelt fut très catégorique dans les moyens qu'il prendrait pour encourager les activités et les projets de la commission. Dans une lettre présentée en ouverture de la *Conservation Commission*, il déclara : « In order to make available to the National Conservation Commission all the information and assistance which it may desire from the Federal Departments, I shall issue an Executive order, directing them to give such help as the Commission may need<sup>443</sup> ». De la sorte, Roosevelt put à la fois concrétiser son idéal d'un gouvernement central fort, tout en mettant de l'avant un conservatisme au niveau national.

Toujours sur le sujet de l'autorité présidentielle, Theodore Roosevelt se distingua en outre par son habileté à prendre des décisions et à agir rapidement. Avec le pouvoir que lui conférait sa place au sommet de la hiérarchie gouvernementale, ce dernier voyait le Président américain comme un individu catégorique et apte à prendre des décisions rapides, c'est-à-dire, « a very strong man who uses without hesitation every power that the position yields<sup>444</sup> ». À cet effet, un des événements marquants par rapport à la conservation fut la position de Roosevelt vis-à-vis de la population aviaire du *Pelican Island* en Floride. En 1903, désireux de protéger les espèces d'oiseaux contre les abus des chasseurs, il demanda à son interlocuteur : « Is there any law that will prevent me from declaring Pelican Island as a Federal Bird Reservation?<sup>445</sup> ». En apprenant qu'aucune loi ne l'empêchait d'en faire une zone protégée, il déclara : « Very well then, I so declare it<sup>446</sup> ». C'est ce genre d'assurance que Roosevelt souhaitait voir chez un Président, en termes de

---

<sup>443</sup> Roosevelt (1908), cité dans « The National Conservation Commission », *op. cit.*, 996. Effectivement, Roosevelt signa un ordre exécutif en 1908, obligeant les départements fédéraux à donner à la commission toute information nécessaire pour ses activités. Il s'agissait de l'ordre 809, que l'auteur et historien Clifford L. Lord présenta comme : « 809 : June 8 Heads of executive departments, bureaux, and other government establishments instructed to compile and furnish to the National Conservation Commission information and data relevant to the work of said commission ». Cité dans Clifford Lee Lord, *Presidential executive orders, numbered 1-8030, 1862-1938: Volume 1 The List*, (New York : Archives Publishing Company, 1944), 76.

<sup>444</sup> Roosevelt, « To Henry Cabot Lodge, July 19, 1908 », cité dans Morison, *Letters, vol. 6, op. cit.*

<sup>445</sup> U.S Fish & Wildlife Service, *Pelican Island National Wildlife Refuge*, (Vero Beach : U.S Fish & Wildlife Service, 2010), 19.

<sup>446</sup> *Ibid.*

ce qui lui était permis et ce qu'il décidait de faire, fidèle à son style présidentiel et à l'intérêt national.

Mis à part ses propres pouvoirs, Roosevelt demeurait aussi ouvert à l'idée de donner à certaines institutions une liberté d'action, afin qu'elles puissent passer à l'action facilement. En 1905, le *Transfer Act* assura la création du *United States Forest Service*. Sans toutefois être libre de toute autorité départementale, la nouvelle instance gouvernementale fut organisée avec une grande marge de liberté – plus qu'en avait la Division Forestière ou le Bureau de Foresterie auparavant – afin d'administrer les forêts fédérales avec les principes qu'elle jugeait adéquats<sup>447</sup>. Avec cette liberté, il lui était en plus beaucoup plus aisé de recevoir des subventions pour ses projets de développement forestier. En plus des subventions, la section 5 du *Transfer Act* assurait que tous les revenus provenant de la vente des ressources contenues dans les réserves forestières soient disponibles pendant cinq ans à partir de la passation du *Transfer Act* dans un fond pour la protection, l'administration, l'amélioration et l'expansion des réserves<sup>448</sup>. Ainsi, cela permit au *United States Forest Act* de pouvoir réinvestir ses propres revenus, pour l'amélioration concrète des forêts sous sa juridiction. Sans devoir se soucier d'obtenir le consentement d'une autorité supérieure, le *Forest Service* est un bon exemple de ce que Roosevelt recherchait en matière de gestion des ressources; un *leadership* fort. Par ailleurs, un autre avantage pour le service forestier fut le fait que Gifford Pinchot pouvait compter sur l'appui de son Président. De la sorte, cela rendit les opérations du *Service* d'autant plus aisées. En somme, avec une autorité centrale et bien organisée au *United States Forest Service*, cela permit de standardiser la foresterie partout au pays selon les intérêts de tous.

À cet effet, le 26<sup>e</sup> Président fit pour sa part preuve de *leadership* en utilisant son prestige afin d'influencer l'approbation de lois et de projets. Notamment, il parla publiquement du transfert des réserves forestières dans ses adresses du *State of the Union* en 1901, 1903 et 1904<sup>449</sup>. De cette

---

<sup>447</sup> Le *United States Forest Service* était une branche indépendante du Département d'Agriculture, qui lui n'était redevable qu'au Président.

<sup>448</sup> Pinchot, *Breaking New Ground*, *op. cit.*, 257.

<sup>449</sup> Adresses citées dans American Presidency Project, *Annual Messages to Congress on the State of the Union (Washington 1790 - Trump 2019)*, *op. cit.*

façon, Roosevelt voulait utiliser son statut de Président devant tout le Congrès<sup>450</sup> pour faire valoir son objectif, qui sera d'ailleurs accompli en 1905 grâce au *Transfer Act*.

Plus encore, en matière de développement des rivières et des fleuves, Roosevelt tenta encore de se servir de son influence afin d'accélérer le mouvement. À partir de 1907, le *Inland Waterways Commission* eut de l'opposition, notamment du Corps d'Ingénieurs de l'Armée, ce qui ralentit la mise sur pied de la jeune institution. En réaction à ces obstacles, « Roosevelt willingly threw his influence behind the Inland Waterways Commission<sup>451</sup> ». Notamment, il participa à une promenade hautement publicisée sur une portion de la rivière Mississippi, dans le cadre des activités de la commission. Par conséquent, son implication concrète donna l'impression – à tort ou à raison – qu'il s'agissait d'une cause qui l'interpela personnellement.

De plus, le vocabulaire employé par Roosevelt révèle l'influence mise pour favoriser certaines mesures. Dans plusieurs adresses publiques, il présenta la conservation sous un angle où le public pouvait penser qu'il s'agissait d'une cause de toute importance pour lui. En 1904, lors de son discours du *State of the Union*, dans ses propos sur la protection des arbres des aires forestières, il utilisa des termes tels que « I have repeatedly recommended », « I myself have urged it » et « I commend it », donnant ainsi une touche plus personnelle à ses propos<sup>452</sup>. Il utilisa d'ailleurs dans d'autres adresses des tournures de phrases plus spécifiques comme « I want the land preserved so that the pasturage will [...]»<sup>453</sup> » ou « I ask that the forests be kept for use in lumbering<sup>454</sup> ».

Toujours dans l'optique de ce prestige présidentiel, face aux mésententes entre le Corps d'Ingénieurs de l'Armée et le sénateur Francis Newlands à propos des projets de navigation, Roosevelt utilisa la même tactique – son statut présidentiel – pour régler le conflit, tout en mettant de l'avant ses intérêts conservationnistes. Lorsque Newlands suggéra de créer une division administrative chargée de la conception, du financement et de l'exécution des projets de

---

<sup>450</sup> Les adresses du *State of the Union* étaient des événements qui se déroulaient annuellement devant l'entière du Congrès des États-Unis, de sorte que le Président puisse traiter de ses accomplissements et de ses objectifs pour l'année à venir.

<sup>451</sup> Hays, *The Gospel of Efficiency*, *op. cit.*, 106.

<sup>452</sup> Roosevelt, « Fourth Annual Message », *op. cit.*

<sup>453</sup> *Address of President Roosevelt at Santa Fe, New Mexico, May 5, 1903*. Theodore Roosevelt Papers. Library of Congress Manuscript Division. Theodore Roosevelt Digital Library. Dickinson State University, 4 juin 2019, <https://www.theodorerooseveltcenter.org/Research/Digital-Library/Record?libID=o289790>.

<sup>454</sup> *Address of President Roosevelt at the capitol building, Sacramento, California, May 19, 1903*. Theodore Roosevelt Papers. Library of Congress Manuscript Division. Theodore Roosevelt Digital Library. Dickinson State University, 4 juin 2019, <https://www.theodorerooseveltcenter.org/Research/Digital-Library/Record?libID=o289852>.

navigation, la mesure fut accueillie très froidement par William Howard Taft et le Corps d'Ingénieurs. Comme nous avons vu, Roosevelt tenta d'influencer l'opinion de William Howard Taft en lui écrivant une lettre. Au final, la tentative du Président échoua et la proposition de Newlands ne se concrétisa pas<sup>455</sup>. Malgré le résultat, il s'agit néanmoins d'un bon exemple du rôle que Roosevelt désirait avoir à la tête des États-Unis; un chef d'État puissant et interventionniste.

Au final, l'objectif de Roosevelt fut de créer un pouvoir central fort afin qu'il soit capable de gérer le pays efficacement. D'une part, le développement des forêts par le *United States Forest Service* fut une réussite à plusieurs niveaux. Non seulement fut-il capable de mettre de l'avant de nombreuses politiques pour mieux gérer les forêts, mais le succès du *Service* résida aussi dans le fait qu'il n'encourut quasiment pas d'opposition entre 1905 et 1909, prouvant que les idéaux de Gifford Pinchot avaient été bien pensés dans l'optique du bien-être de tous. D'autre part, sur les terres du domaine public et dans les fleuves, les résultats furent différents. Malheureusement, le pâturage, l'exploitation minière, le développement hydroélectrique et la réorganisation du réseau de navigation ne purent se développer comme Roosevelt l'avait imaginée lors de sa Présidence. Cependant, peu importe les résultats, la ligne directrice de tous les idéaux conservationnistes de l'administration Roosevelt demeurait constante : un contrôle fédéral des ressources naturelles. Que cela soit en matière des frais perçus pour la location de sites hydroélectriques, de délimitation des pâtures, des conditions imposées pour la construction de barrages sur les fleuves, de redistribution fédérale des ressources et de bien d'autres mesures, l'objectif de Theodore Roosevelt restait toujours de faire de la conservation un enjeu national, chapeauté par un *leadership* fort. Fort de sa théorie d'intendance, tous ces exemples sont révélateurs pour montrer à quel point les intérêts de la nation restaient au cœur du projet de conservation de celui qu'on surnommait *Teddy*. De ce fait, malgré ses échecs, cela démontre en quoi les efforts du 26<sup>e</sup> Président furent une tentative fidèle à ces valeurs qui devaient guider la nation américaine.

---

<sup>455</sup> Pour davantage de renseignements à propos de cette situation entourant le *Inland Waterways Commission* et la mesure de Newlands, veuillez consulter le chapitre 2, à la section « Des fleuves fédéraux ».

### 3.4. L'unité nationale

Dans la rhétorique rooseveltienne, un des thèmes récurrents fut de mettre de l'avant les intérêts collectifs aux dépens des intérêts individuels, pour ultimement atteindre un idéal de bien-être commun. Il souhaitait créer un esprit de solidarité et d'entraide américaine partout au pays. Selon ses dires, cette solidarité était de toute importance pour la nation. Pour le 26<sup>e</sup> Président, « the fundamental rule in our national life – the rule which underlies all others – is that, on the whole, and in the long run, is that we shall go up or down together [...] a period of good times means that all share more or less in them, and in a period of hard times all feel the stress to a greater or less degree<sup>456</sup> ». Ainsi, c'était l'unité et la collaboration du peuple américain, dans le succès et dans l'adversité, qui allait permettre à celui-ci d'avancer.

Face à cette rhétorique basée sur l'unité nationale, la conservation rooseveltienne fut, pour sa part, construite sur des bases similaires. Dans le cadre de son projet de développement des ressources naturelles, il était important que tous contribuent pour en assurer la protection. Il expliqua que « the individual, the community, the State [...] – and the largest group of all, the Nation – may co-operate with advantage to their common interests. Perhaps this is especially true in trying to secure the conservation of our forests and waters, the protection of our streams from pollution, and the like<sup>457</sup> ». D'une part, cet idéal de coopération se manifesta à travers le *National Conservation Commission*. Comme nous l'avons vu, le *Public Land Commission* et le *Inland Waterways Commission* furent créées pour le développement respectif des terres du domaine public et des cours d'eau au pays. Avec la nouvelle commission, Roosevelt désirait créer une seule référence qui allait représenter les intérêts des utilisateurs de toutes les ressources partout au pays. Plus encore, Roosevelt souhaitait que le gouvernement fédéral et les gouvernements des États puissent mieux coopérer pour protéger les ressources. Dans une lettre présentée en ouverture de la commission, il parla de cette association entre le fédéral et les États comme « the duty of the Federal Government to accept this invitation to cooperate with the States in order to conserve the

---

<sup>456</sup> Roosevelt, « First Annual Message », *op. cit.*

<sup>457</sup> *Id.*, « To Herbert Myrick, September 10, 1908 », cité dans Morison, Elting, *The Letters of Theodore Roosevelt*, vol 6, *op. cit.*, 1225.

natural resources of our whole country<sup>458</sup> ». Somme toute, la nouvelle instance est un exemple parfait pour illustrer cette collaboration qui devait régner dans la gestion des ressources.

D'autre part, dans des termes plus spécifiques, Roosevelt proposait d'instaurer un système de frais pour les utilisateurs des pâtures, afin d'assurer une bonne coopération de tous. Il expliqua au Secrétaire de l'Agriculture, James Wilson, la procédure à suivre pour l'acquisition des terres. Il écrivit : « [...] the man who pastures his stock should pay something for the preservation of that pasture. He gets all the benefit of the pasture and he pays for its use but a small fraction of the value that it is to him; and this money is in reality returned to him because it is used in keeping the forest reserve permanently available for use<sup>459</sup> ». Avec ces frais d'exploitation, c'était une façon pour les autorités d'effectuer des travaux d'entretien sur les terres et permettre aux fermiers, aux agriculteurs, aux éleveurs et aux autres utilisateurs d'avoir accès en permanence à des terres de bonne qualité. En somme, la conservation rooseveltienne devait être un effort collectif, afin de protéger ces ressources au nom de tous, c'est-à-dire, pour le bénéfice de gens partout au pays.

Toujours dans le but d'assurer une unité de tous, Roosevelt désira offrir aux citoyens la même accessibilité aux ressources et les mêmes chances de s'épanouir<sup>460</sup>. À cet effet, le projet de Roosevelt fut marqué par un idéal de redistribution des ressources. Dans l'espoir de venir en aide à « the small men who needed help », Gifford Pinchot et le *United States Forest Service* développa un programme qui permit aux individus et aux communautés de recevoir des quantités de bois gratuit pour la construction d'écoles, d'églises, de maisons pour les *settlers* et de routes. Comme nous avons vu, Pinchot voulait permettre à tous de pouvoir profiter des ressources naturelles. À cet effet, si les grandes entreprises pouvaient se procurer des ressources par leurs propres moyens, il s'agissait d'une façon de rendre les ressources accessibles à ceux dont les moyens demeuraient plus modestes. Justement, Roosevelt tint un propos similaire dans son autobiographie, au sujet des

---

<sup>458</sup> Roosevelt (1908), cité dans « The National Conservation Commission », *op. cit.*, 995. En fait, l'idée d'une commission nationale pour la conservation était survenue durant la conférence des Gouverneurs en 1908 et le produit d'un accord entre ces gouverneurs pour une meilleure collaboration en conservation.

<sup>459</sup> Roosevelt, « To James Wilson, December 21, 1905 », cité dans Morison, *Letters, vol. 5, op. cit.*, 122.

<sup>460</sup> Nous avons vu que ce discours égalitaire de la part de Roosevelt avait plusieurs implications dans le domaine des origines ethniques des individus. Ce faisant, le concept d'unité de la nation américaine était largement basé sur l'union de certaines cultures et de l'exclusion de certains groupes, sur les bases de leur soi-disant capacité à s'adapter à l'idéal américain développé au fil du temps. Pour davantage de renseignements, veuillez voir la section « Le standard patriotique de la nation ».

ressources forestières. Il affirma que « it is better for the Government to help a poor man to make a living for his family than to help a rich man make more money for his company<sup>461</sup> ».

Outre cette offre de bois, le *Forest Service* avait ce qu'on appelle le « *10-Percent Fund* » et plus tard le « *25-Percent Fund* », comme nous les avons vus. En bref, cela permit de redistribuer les profits du *Forest Service* aux États dont le territoire abritait une ou des réserves forestières nationales<sup>462</sup>. De ce fait, le *United States Forest Service* fut en mesure de redistribuer ses revenus et ses profits plus équitablement, en laissant la possibilité aux États de bénéficier plus directement de leurs ressources.

Pour sa part, Theodore Roosevelt avait aussi sa propre idée d'accessibilité aux ressources, puisqu'il désirait favoriser l'accès aux terres fertiles pour les *settlers* et les *homesteaders* sur les terres du domaine public. À cet effet, il désigna plus de 130 millions d'acres de territoire comme des terres agricoles dans les forêts nationales, dont plusieurs furent des espaces réservés au *homesteading*<sup>463</sup>. En plus de ces désignations, il créa également des dispositions concrètes qui à la fois faisaient la promotion de ses visées conservacionnistes et permettaient à ces individus de se procurer facilement des terres propices à leurs activités. Le *Forest Homestead Act* de 1906 représenta bien les ambitions de Roosevelt. La nouvelle législation ouvra les réserves forestières à l'agriculture, ce qui fit le bonheur des *homesteaders*, puisque plusieurs d'entre eux dépendaient de cette pratique pour leur survie et celle de leur famille. Dans un esprit similaire, Roosevelt créa le *Land Classification Board* en 1908. Une des responsabilités de la nouvelle institution était d'intégrer les dispositions du tout nouveau *Enlarged Homestead Act* dans le processus de classification des terres du domaine public<sup>464</sup>. Ce faisant, Roosevelt put continuer une pratique qu'il avait établie dans le cadre de son projet de conservation – la classification des terres – tout en restant fidèle à son objectif d'accessibilité aux terres et aux ressources.

---

<sup>461</sup> Roosevelt, *Autobiography*, *op. cit.*, 402.

<sup>462</sup> Pour davantage de renseignements au sujet de cette initiative, veuillez consulter le chapitre 2, à la section « Des forêts pinchotiennes ».

<sup>463</sup> U.S. Department of Agriculture Forest Service, *Highlights in the History of Forest Conservation*, (Washington, D.C., U.S Department of Agriculture, 1976), 21.

<sup>464</sup> Le *Enlarged Homestead Act* est une loi qui offrait aux *homesteaders* et aux *settlers* de plus grands lots de terres. Ces derniers étant toujours soumis aux termes du *Timber Culture Act* de 1873, qui leur offrait des lots 160 acres, ce chiffre fut augmenté à 320 acres avec la nouvelle loi de 1909. Cité dans United States Congress, *The Statutes at Large of the United States of America from December, 1907, To March, 1909*, *op. cit.*, 639.

Pour en revenir à l'unité du pays, Theodore Roosevelt entretenait l'espoir que les États-Unis soient une entité uniforme et non un rassemblement de régions imaginées et gérées selon des principes différents. Concrètement, tous les politiciens – incluant le Président – avaient le devoir de travailler à gérer le pays avec en tête les besoins et les particularités de tous. Cela allait éviter la partisanerie et le régionalisme, conformément aux volontés de Roosevelt, qui souhaitait être « broadly American and national, as opposed to being local or sectional<sup>465</sup> ».

Cette unité se manifesta grandement dans le domaine de la conservation d'un point de vue territorial. Le Président était en faveur d'un conservatisme à l'échelle du pays. Jusque dans les années 1910, toutes les forêts nationales étaient situées dans l'ouest du pays et la majorité du territoire à l'est du pays demeurait sous propriété privée. En 1906, Roosevelt et Pinchot commencèrent à militer pour que le réseau de forêts nationales soit étendu à l'est du pays. Ce faisant, les aires boisées de cette portion du pays pourraient être développées conformément à la volonté du *United States Forest Service*. Plus spécifiquement, le Président voulait créer des réserves forestières dans la région des *White Mountains* et des Appalaches, dans le nord-est du pays<sup>466</sup>. Par conséquent, en 1911, grâce en partie au support de Roosevelt et Pinchot, le Congrès adopta le *Weeks Act*, qui assura que le système de forêts nationales soit effectivement appliqué dans l'est du pays, avec les mêmes normes prescrites par le *United States Forest Service*<sup>467</sup>. Dès lors, la foresterie devint un phénomène national. D'ailleurs, la région des *White Mountains* sera réorganisée en le *White Mountain National Forest* en 1918, réalisant ainsi le désir de Roosevelt véhiculé une décennie plus tôt.

Au-delà de cette opposition est-ouest, Theodore Roosevelt souhaitait faire comprendre au peuple américain que tous les efforts de conservation, peu importe leur grandeur ou leur envergure, constituaient un bienfait pour l'ensemble du pays et de la nation américaine. S'adressant à une foule à Denver à propos des bienfaits de la réclamation de terres arides et de l'irrigation, il déclara que « the creation of new homes upon desert lands means greater prosperity for Colorado and the Rocky Mountain States, and inevitably their greater prosperity means greater prosperity for

---

<sup>465</sup> Roosevelt, *American Ideals, op. cit.*, 34

<sup>466</sup> Roosevelt, « To Herbert Myrick, September 10, 1908 », *op. cit.*

<sup>467</sup> Le *Weeks Act* permit au gouvernement fédéral d'acheter des espaces forestiers dans l'est du pays et de les placer sous les auspices et la réglementation du *United States Forest Service*.

Eastern manufacturers, for Southern cotton growers, for all our people throughout the Union<sup>468</sup> ». Plus encore, non seulement la conservation avait-elle un impact sur toutes les régions du pays, mais il était important que les individus partout aux États-Unis soient en mesure de poser des actions qui pouvaient contribuer à l'intérêt national. Toujours au sujet des avantages d'avoir une politique fédérale d'irrigation, il proclama que « the interest of any part of this country is the interest of all of it; and no man is a really good American who fails to grasp that fact<sup>469</sup> ». Tout compte fait, dans l'esprit de Roosevelt, la conservation était un phénomène qui, directement ou indirectement, touchait chaque individu au pays. De ce fait, la meilleure façon de bien développer les ressources était de s'unir afin que tous puissent bénéficier des efforts et des succès de leurs compatriotes.

Plus spécifiquement, le plan imaginé par le *Reclamation Service* constitue un bon exemple pour illustrer à quel point la conservation – dans ce cas, l'irrigation – était un enjeu national. En utilisant l'argent du fonds de réclamation, le *Service* effectua une trentaine de projets d'irrigation entre 1902 et 1907, dans tous les États de l'Ouest ayant des terres publiques<sup>470</sup>. Il écrivit justement que les travaux accomplis par l'entremise du *Reclamation Act* avaient engendré des résultats concrets au bénéfice du pays au grand complet, puisque le développement des terres arides de l'Ouest en des terres fertiles et habitables avaient permis à la fois de peupler la portion occidentale du pays, en plus d'augmenter la productivité de la région<sup>471</sup>. Concernant la foresterie, il affirma que « forest protection alone can maintain the streamflow necessary for irrigation in the West and prevent floods destructive to agriculture and manufactures in the East ». <sup>472</sup> Ce faisant, les États-Unis purent s'équilibrer, tant au niveau des disparités économiques et démographiques qui pouvaient exister entre l'Est et l'Ouest américain qu'en fonction de l'apport que l'une pouvait fournir à l'autre.

---

<sup>468</sup> *Address of President Roosevelt at Denver, Colorado, May 4, 1903*. Theodore Roosevelt Papers. Library of Congress Manuscript Division. Theodore Roosevelt Digital Library. Dickinson State University, 21 janvier 2019, <https://www.theodorerooseveltcenter.org/Research/Digital-Library/Record?libID=o289782>.

<sup>469</sup> *Address of President Roosevelt at Carson City, Nevada, May 19, 1903*. Theodore Roosevelt Papers. Library of Congress Manuscript Division. Theodore Roosevelt Digital Library. Dickinson State University. 21 janvier 2019, <https://www.theodorerooseveltcenter.org/Research/Digital-Library/Record?libID=o289843>.

<sup>470</sup> United States Department of the Interior Bureau of Reclamation, *The Bureau of Reclamation, A Very Brief History*, 21 janvier 2019, <https://www.usbr.gov/history/borhist.html>.

<sup>471</sup> Roosevelt, *Autobiography*, *op. cit.*, 398.

<sup>472</sup> *Address at meeting of Society of American Foresters, Washington, D.C. op. cit.*

Dans un sens davantage pratique, le fait d’avoir des projets dirigés par une seule entité – le gouvernement fédéral – permit aussi d’éviter que les différents États soient en désaccord sur la tenue de certains projets et connaissent ce que Samuel P. Hays appela des « *interstate bickerings*<sup>473</sup> ». Aux dires des auteurs du rapport du *United States Geological Survey* en 1907, il était plus facile de suivre « "the limits imposed by nature rather than the artificial lines defined by the sovereignty of the various states"<sup>474</sup> ». Ainsi, un des avantages de cette centralisation fut de standardiser les projets partout au pays. Des institutions comme le *United States Forest Service* et le *Reclamation Service* purent alors établir des politiques et des projets de développement applicables à tous et imaginés en fonction de l’intérêt national<sup>475</sup>.

Toujours dans le but de créer un système uniforme, Theodore Roosevelt était contre tout traitement favorable accordé aux régions par leurs représentants à la Chambre et au Sénat. Puisque le Congrès octroyait des subventions aux régions pour le développement des cours d’eau, il n’était pas rare de voir certains politiciens locaux lutter afin d’obtenir davantage de fonds pour leurs propres districts électoraux. Par exemple, l’appropriation de 19 millions de dollars par le Congrès à la région des Grands Lacs, pour l’amélioration de la navigation, créa un émoi. À cet effet, on accusa le représentant au Congrès, Theodore Burton, de biais pour son propre district électoral de Cleveland<sup>476</sup>. Contrairement à ce biais, Theodore Roosevelt désirait que les travaux de développement des ressources puissent prendre en considération les besoins et les particularités de plusieurs régions à la fois. À cet effet, « [he] felt warranted in appealing to the people of the seaboard States on the Atlantic, to the people of the States of the Great Lakes and the Mississippi Valley<sup>477</sup> ».

Pour sa part, le directeur du *United States Geological Survey*, Charles D. Walcott, fut également la cible d’une grande quantité de critiques pour son rôle dans l’établissement de projets d’irrigation dans certains États de l’ouest du pays. En outre, il fut dénoncé par des représentants républicains de l’Utah, du fait qu’il ait proposé d’effectuer des travaux d’irrigation au Nevada, un

---

<sup>473</sup> Hays, *The Gospel of Efficiency*, *op. cit.*, 101

<sup>474</sup> *United States Geological Survey, Annual Report*, (Washington, D.C. : United States Geological Survey, 1907), 7, cité dans Hays, *op. cit.*, 101.

<sup>475</sup> Le *Public Lands Commission* et le *Inland Waterways Commission* sont aussi des exemples de cette volonté de centralisation et de standardisation, mais, comme nous l’avons vu, n’eurent pas beaucoup de pouvoir lors de leur existence.

<sup>476</sup> *St. Louis Daily Globe – Democrat*, 20 février 1907, cité dans Hays, *The Gospel of Efficiency*, *op. cit.*, 99.

<sup>477</sup> *Address of President Roosevelt at Carson City, Nevada, May 19, 1903. op. cit.*

État représenté par les Démocrates au Congrès. Plus encore, il reçut les foudres de Républicains et de Démocrates dans la région des Rocheuses, en réaction à sa contribution à l'irrigation en Arizona. Puisque cet État avait alors peu de représentation au Congrès, les États avoisinants étaient alors réticents à voir l'Arizona recevoir tant d'intérêt, au profit d'États bien représentés<sup>478</sup>. Cependant, Theodore Roosevelt désirait éviter ce genre de division partisane. À son avis, il était important de « follow good external and internal policies, which shall be for the real and ultimate benefit of our people as a whole, and all party considerations will be absolutely secondary<sup>479</sup> ». Ainsi, ce schisme entre Démocrates et Républicains non seulement allait à l'encontre de son opinion personnelle, mais n'était même pas représentatif des intérêts nationaux.

Toutefois, le *Reclamation Act* était conforme à cet idéal rooseveltien. Un article du *Imperial Press*, en Californie, relata l'absence de division partisane dans l'adoption du *Reclamation Act*. On peut y lire : « The bill thus framed was introduced simultaneously in the Senate by Senator Hansdrough, a Republican, and in the House by Mr. Newlands, a Democrat [...] It was passed by a non-partisan vote in both branches of Congress<sup>480</sup> ». Tout compte fait, le *Reclamation Act* put adéquatement servir l'intérêt national, étant le produit d'un consensus entre les deux principaux partis.

Nous avons donc pu constater combien Theodore Roosevelt voulut faire de la conservation un enjeu pouvant aider les Américains partout au pays et les aider à être « American and national, as opposed to being local or sectional<sup>481</sup> ». Pour ce faire, il tint un discours rassembleur dans le but d'unir toutes les régions sous la bannière des bienfaits que pouvaient procurer les ressources naturelles, autant pour les utilisateurs des ressources que pour le pays lui-même. Ultimement, le but du 26<sup>e</sup> Président était que la conservation puisse unir les États-Unis sur le plan de succès économique, de stabilité démographique et de vision administrative. Par contre, il n'est pas difficile de constater la présence d'une grande faille dans cet idéal de communauté américaine forte et unie : les politiques culturelles et raciales de Roosevelt. Le 26<sup>e</sup> Président avait utilisé les ressources naturelles comme point de départ pour les succès des pionniers de la nation américaine et voulait exclure ou marginaliser les individus dont les origines étaient différentes de celles de ces

---

<sup>478</sup> Propos tirés de Roosevelt, « To Ray Stannard Baker, July 4, 1903 », *op. cit.*

<sup>479</sup> *Id.*, « To Richard Olney, September 23, 1901 », cité dans Morison, *Letters*, vol. 3, *op. cit.*, 149.

<sup>480</sup> *The Imperial Press*, 6 Août 1904, dans *Chronicling America: Historic American Newspapers. Library of Congress*, 29 avril 2019, <https://chroniclingamerica.loc.gov/lccn/sn92070143/1904-08-06/ed-1/seq-2/>.

<sup>481</sup> Roosevelt, *American Ideals*, *op. cit.*, 34

pionniers. Ainsi, nous avons vu en quoi le rapport aux ressources à l'époque des pionniers s'était développé en un discours et des mesures raciales parfois virulentes à l'époque de Roosevelt. À travers ceci, il est difficile de voir le projet de Roosevelt dans l'optique de l'union de toute la nation. Avec son exclusion des immigrants, des Afro-Américains et des peuples autochtones, son discours rassembleur sur la conservation ne fut pas entièrement représentatif de ses vraies intentions pour la nation américaine. Par conséquent, il est difficile d'établir en quoi le projet de conservation exista en conformité avec cette idée d'un pays uni à tous les niveaux. Ainsi, nous pouvons constater que les efforts de Roosevelt en conservation ne furent pas entièrement représentatifs de ces idéaux prescrits pour la nation américaine.

En conclusion, face à tous les efforts déployés pour protéger les ressources naturelles, le projet de conservation de Theodore Roosevelt eut plusieurs implications au-delà de l'utilité concrète des forêts, des terres publiques et des cours d'eau. Entre 1901 et 1909, Roosevelt aborda la conservation sous des angles plus abstraits, c'est-à-dire dans l'optique de justifications morales, patriotiques, administratives et nationales, afin de démontrer que la protection des ressources naturelles n'était pas exclusivement une entreprise économique. Plus encore, si les raisons avancées par le 26<sup>e</sup> Président furent des arguments pro-conservation, nous avons vu qu'il est possible de voir le travail de Roosevelt en relation avec un objectif central, c'est-à-dire, sa contribution à la nation américaine et aux idéaux phares qui devaient guider le peuple américain.

Initialement, nous avons établi les valeurs essentielles de la nation pour Roosevelt comme une série de normes et de principes à respecter, c'est-à-dire, de morale et de logique, de patriotisme, de *leadership* fort et d'unité nationale. Ainsi, entre 1901 et 1909, plusieurs des actions en conservation de Theodore Roosevelt peuvent en effet être renvoyées à au moins un des concepts ci-mentionnés. De plus, nous avons pu constater que chacune de ces grandes catégories de valeurs ont fait partie du projet de conservation. Toutefois, nous avons noté que le standard d'unité nationale fit défaut chez Roosevelt, en termes de ses idéaux raciaux qui se sont développées au fil du temps à cause du lien que les pionniers américains entretenaient avec les ressources naturelles. C'est pour cette raison que le projet de conservation de Theodore Roosevelt ne fut donc pas entièrement représentatif des valeurs et des standards essentiels de la nation américaine. Cependant, nous avons été en mesure d'établir que, malgré les opinions discordantes et les obstacles encourus, le projet de conservation des ressources naturelles au début du 20<sup>e</sup> siècle fut

effectivement un effort imaginé, conçu et exécuté dans l'optique d'un intérêt commun, la nation américaine de Theodore Roosevelt.

## CONCLUSION

L'hiver 1867 fut un temps marquant pour Theodore Roosevelt lorsqu'il fit la découverte d'une carcasse de phoque dans la vitrine d'un marché local. Fasciné par la créature en décomposition, ce fut le début d'un intérêt durable pour le monde naturel. Dès son enfance et jusqu'à sa mort, il consacra temps et effort afin d'étudier, de protéger et de profiter de son environnement naturel, un monde qu'il qualifiait de « the most glorious heritage a people ever received<sup>482</sup> ». En fait, la passion de Roosevelt lui permit d'entamer une carrière de naturaliste amateur, avant de devenir un politicien conservationniste au tournant du 20<sup>e</sup> siècle. Un peu comme l'était la carrière environnementale de Roosevelt, le mouvement de protection des ressources naturelles aux États-Unis était en évolution au même moment. Né notamment à partir de la création du *Hot Springs Reservation* en Arkansas en 1832, le concept de protection territoriale par le gouvernement fédéral se développa tout au long du 19<sup>e</sup> siècle par le biais de quelques actions qui servirent de base pour les décennies à venir. À cet effet, les efforts du Président Lincoln en 1864 pour la protection des montagnes Sierra Nevada et la vallée Yosemite furent les premiers pas vers l'établissement de l'institution des parcs nationaux aux États-Unis. Ensuite, l'adoption du *Forest Reserve Act* en 1891 constitua le point de départ pour la création de plusieurs réserves forestières nationales, essentielles au projet de conservation de Roosevelt. Finalement, l'accession de Roosevelt au pouvoir en 1901 fut un tremplin pour de nombreuses mesures de conservation et ce, jusqu'en 1909. En fait, l'arrivée du 26<sup>e</sup> Président à la Maison Blanche fut non seulement importante pour sa carrière de conservationniste, mais aussi pour la conservation en général, qui deviendra un enjeu national.

Comme nous l'avons constaté, avant le tournant du siècle, un des questionnements du mouvement environnemental fut la dualité entre préservation et conservation. La préservation était un concept ayant pris ses sources dans la philosophie transcendantale de Ralph Waldo Emerson et de Henry David Thoreau et connut ses succès lors de la seconde moitié du 19<sup>e</sup> siècle, notamment sous le *leadership* de John Muir. La communauté préservationniste, pour sa part, était davantage encline à laisser la nature intacte, de sorte à pouvoir exploiter tout le côté spirituel et les bienfaits

---

<sup>482</sup> National Park Service, « Theodore Roosevelt and Conservation », 8 mai 2019, <https://www.nps.gov/thro/learn/historyculture/theodore-roosevelt-and-conservation.htm>.

récréatifs de la nature. De son côté, la conservation était un mouvement davantage axé sur l'emploi des ressources naturelles, dans le but de soutirer de la nature un maximum de bienfaits utilitaires. Ce fut notamment le cas dans les dispositions d'une des premières politiques fédérales de conservation aux États-Unis, le *Timber Culture Act* de 1873. Sous les auspices de cette nouvelle loi, le gouvernement fédéral prévoyait offrir aux fermiers, aux agriculteurs et aux *homesteaders* des subventions de terres, en échange de leur engagement de planter et d'entretenir une certaine quantité d'arbres sur leur terrain. Il s'agissait, pour les législateurs et les conservationnistes de l'époque, d'une manière d'améliorer le rendement de la terre, tout en introduisant des mesures incitatives au peuplement de l'Ouest américain, jusque-là vierge et en grande partie inhabité.

Dans le contexte de colonisation des terres de l'Ouest américain et de besoin en ressources naturelles pour la révolution industrielle, les efforts de conservation notamment de Bernhard Fernow et de Gifford Pinchot furent relativement bien accueillis. Ensuite, même si John Muir et les préservationnistes travaillaient toujours afin de protéger les ressources à des fins récréatives, les exigences en lien avec le développement économique et territorial des États-Unis firent en sorte qu'il était plus avantageux de développer les ressources naturelles que de les laisser intactes. Ainsi, lorsqu'il fut le temps d'adopter des méthodes concrètes quant au développement de certaines ressources – notamment les réserves forestières nationales<sup>483</sup> – il devint évident que la conservation était devenue la méthode privilégiée en terme de protection des ressources naturelles. Au final, le contexte au tournant du 20<sup>e</sup> siècle était idéal pour la venue d'un Président comme Theodore Roosevelt. Non seulement ce dernier avait-il déjà un intérêt marqué pour la nature, mais les bases légales étaient déjà en place pour l'établissement d'une plateforme nationale de conservation des ressources naturelles.

Successeur de Bernhard Fernow à la tête de la Division Forestière du Département d'Agriculture, Gifford Pinchot est considéré comme le lieutenant conservationniste de Theodore Roosevelt et le père de la foresterie aux États-Unis. Développant sur les bases théoriques établies par Fernow dans les décennies 1870 et 1880, il se servit de sa formation acquise en France pour faire croître la foresterie aux États-Unis. La foresterie étant une discipline toute nouvelle au pays, Gifford Pinchot désirait la développer à plusieurs niveaux : académiquement, économiquement,

---

<sup>483</sup> Le *Forest Management Act* fut promulgué en 1897, et permettait le développement et l'exploitation des ressources forestières grâce un plan conçu par le Secrétaire de l'Intérieur. Voir le chapitre 1, dans la section « Forest Management Act », pour davantage de renseignements à ce sujet.

politiquement et scientifiquement. Par conséquent, sa contribution au *United States Forest Service* fut très profitable afin de donner à la foresterie une mesure de crédibilité et de reconnaissance aux États-Unis. Il joua notamment un rôle important dans la création et la gestion du *Service*, dans l'établissement d'un standard d'expertise et dans les succès de la nouvelle agence. Selon Theodore Roosevelt, Pinchot fut « the man to whom the nation owes most for what has been accomplished as regards the natural resources of our country<sup>484</sup> ».

Outre ce travail colossal de Gifford Pinchot en matière de forêts nationales, l'autre aspect important de la conservation rooseveltienne fut le développement des terres du domaine public et des cours d'eau. Par le biais d'agences établies lors de la décennie 1900 – le *Reclamation Service*, (1902), le *Public Lands Commission* (1903) et le *Inland Waterways Commission* (1907) et le *National Conservation Commission* (1908) – l'objectif de Roosevelt fut d'améliorer la connaissance et la compréhension des ressources de sorte à les développer adéquatement. De ce fait, il voulut répondre aux trois piliers si importants pour lui : l'accessibilité aux ressources – notamment pour les *settlers* et les *homesteaders* – la contribution au bien-être de la Nation, et le respect de l'avenir et des besoins des générations futures. Plus spécifiquement, Theodore Roosevelt voulait développer toutes les ressources sur le territoire, de sorte à favoriser le maximum d'individus désirant profiter des ressources. Pour ce faire, il mit en place des dispositifs pour développer entre autres les pâtures, les minéraux, les terres agricoles, les réserves de pétrole et les cours d'eau. Il désira aussi exploiter le plein potentiel des ressources, c'est-à-dire, d'utiliser la même ressource pour divers emplois. Par exemple, selon le *multi-purpose approach*, l'eau pouvait servir à plusieurs fins, comme l'irrigation, le transport et la production hydroélectrique.

Les résultats furent relativement équilibrés. D'une part, les efforts menés dans le cadre des trois commissions – *Public Lands*, *Inland Waterways* et *National Conservation Commission* – furent très bénéfiques pour la connaissance et la compréhension des ressources. De grands travaux d'enquête et d'étude furent menés et il s'agit alors d'une excellente façon d'en savoir plus sur les ressources des terres publiques et des cours d'eau, en termes de qualité et de quantité. De plus, l'effort de réclamation de terres et d'irrigation fut une des autres réussites pour Roosevelt, qui parvint à établir plusieurs projets dans le but de développer les terres arides de l'ouest des États-Unis. D'autre part, face à des adversaires – surtout les éleveurs, les États et le Corps d'Ingénieurs

---

<sup>484</sup> Roosevelt, *Autobiography*, op. cit., 394.

de l'Armée – plusieurs des idées imaginées pour le domaine public trouvèrent peu d'appuis et ne purent se concrétiser.

Les partisans de cette conservation rooseveltienne eurent néanmoins l'occasion de se réjouir avec les actions des Présidents Woodrow Wilson (1912-1920) et Franklin Delano Roosevelt (1932-1945). Avec des lois encadrant le développement hydroélectrique et le pâturage adoptées respectivement en 1920 et en 1934, la vision de Theodore Roosevelt fut donc éventuellement réalisée. Tout compte fait, avec des succès en foresterie et dans les projets d'irrigation, mais des échecs en matière de développement des terres publiques et des voies maritimes intérieures le projet de conservation de Roosevelt se solda, pour le moins, par un bilan mitigé.

Malgré ces résultats partagés, il est possible de voir le conservationnisme de Roosevelt dans un sens plus large, en termes d'impacts à grande échelle, c'est-à-dire, pour leur valeur auprès de la nation. Justement, une des plus grandes contributions de Roosevelt fut tout son effort pour présenter et établir la conservation selon son importance pour les intérêts nationaux et dans le but de rallier le peuple américain derrière un attachement commun : la richesse naturelle. À cet effet, nous avons vu dans quelle mesure les grands idéaux et les standards que Roosevelt avait prescrits pour la nation américaine avaient eu une incidence dans ses actions ou dans son discours conservationniste. Grâce à ces valeurs, nous avons pu établir à quel point la conservation rooseveltienne eut son importance pour les intérêts de la nation et l'idéal national de Theodore Roosevelt.

Par exemple, en retouchant le mythe traditionnel de la frontière en un récit axé sur l'importance des fermiers et des agriculteurs pour la création de la nation, Roosevelt enclencha un processus de valorisation de ces individus dont le mode de vie comportait le développement et la conservation des ressources naturelles. La conservation était alors l'occasion idéale de mettre en valeur ces pionniers et, dans un sens plus large, la nation au grand complet. Concrètement, la transformation du mythe fondateur en un récit axé sur l'importance du fermier-modèle est aussi importante en lien avec l'idéal jeffersonien, qui non seulement fut le troisième Président, mais est considéré comme un des pères fondateurs des États-Unis, grâce à son rôle dans la rédaction de la Constitution américaine. Cela dit, le parallèle entre l'idéal agraire de Jefferson et l'idéal conservationniste de Roosevelt montre jusqu'où la conservation rooseveltienne fut effectivement

un retour aux valeurs mises de l'avant dans la création des États-Unis. Mis à part l'élan patriotique, nous avons vu plusieurs autres instances où la conservation fut l'expression des grandes normes prescrites pour le peuple et la nation. Par exemple, la nation américaine devait être, aux dires de Roosevelt, dirigée et chapeautée par un *leadership* fort et central, afin de répondre aux intérêts de la nation et du peuple américain. C'était la théorie d'intendance du 26<sup>e</sup> Président, qui se disait le protecteur des intérêts nationaux. Par conséquent, le projet de conservation du 26<sup>e</sup> Président avait été conçu et appliqué en tenant compte du pouvoir exécutif de Roosevelt et de son habitude à utiliser les pouvoirs qui lui étaient conférés en tant que chef d'État, notamment pour créer de nombreuses réserves forestières nationales, les forêts nationales.

Nous avons aussi vu que certaines valeurs plus fondamentales, comme la moralité de certaines actions, en plus de la logique et du bon sens, étaient importantes dans l'essence de la nation américaine. Parallèlement, Roosevelt basa son discours et sa rhétorique conservacionnistes sur des principes tels que le « *righteousness* » et le « *fundamental good sense* », dans le but de justifier plusieurs mesures de protection des ressources naturelles. En ce sens, nous avons constaté que la conservation rooseveltienne avait effectivement eu ses implications dans ce qui pouvait être bénéfique et avantageux pour la nation américaine.

Finalement, dans la vision de Theodore Roosevelt, l'unité nationale était de toute importance, en termes de contribution de tous aux succès de la nation et d'égalité des chances pour tous les individus et toutes les régions. Avec une conservation notamment basée sur une meilleure accessibilité aux ressources, le projet de Roosevelt était effectivement conforme à son idéal d'unité pour tous. Toutefois, bien que ses propos puissent s'inscrire dans cet idéal d'unité nationale, il est difficile de voir en quoi cela était représentatif de la situation sociale et culturelle aux États-Unis. En théorie, Theodore Roosevelt disait vouloir donner les mêmes chances à tous, sans discrimination. En réalité, ses politiques raciales, comme nous l'avons vu, en suggèrent le contraire. L'idéologie raciale du 26<sup>e</sup> Président s'était développée en lien avec la volonté de perpétuer le caractère et les qualités des premiers pionniers du territoire américain. À cet effet, selon lui, les bases de la nation américaine reposaient sur le travail acharné, le caractère et la persévérance de ces pionniers – des immigrants allemands, britanniques, écossais et irlandais – à travers l'utilisation des ressources naturelles et le travail de la terre. Ainsi, sur ces fondements s'est développée la position d'exclusion et de marginalisation de tous ceux dont les origines culturelles

étaient différentes de celles de ces pionniers de la nation. Cela était donc contraire à son idéal d'une nation unie et inclusive pour tous. Tout compte fait, sans affirmer que la conservation fut en cause pour ses politiques raciales, il est malgré tout possible de voir le rapport que Roosevelt entretenait avec les ressources et avec les pionniers de la nation comme un facteur explicatif de son discours sur les immigrants et les minorités. En somme, même si nous avons vu que la conservation rooseveltienne avait effectivement ses implications auprès de la nation américaine et dans la vision nationale du 26<sup>e</sup> Président, le fait d'avoir un tel discours et une telle opinion sur les minorités prouve que le projet de Roosevelt n'était pas entièrement une expression de cet idéal d'une nation unie et inclusive.

Mis à part la discussion sur l'importance du projet rooseveltien pour la nation américaine, les idéaux de Roosevelt, selon les dires de ce dernier, étaient une façon d'assurer l'avenir des États-Unis. En se prononçant sur l'importance de pouvoir « use the forests, but [...] use them in the way that every really civilized people does use them, that is, to preserve them for future generations<sup>485</sup> », il s'agit ici de la preuve que la conservation était signe de civilisation et d'avancement de la société américaine. Concrètement, dit Roosevelt, « a really good farmer leaves his farm more valuable at the end of his life than it was when he first took hold of it. So with the waterways. So with the forests<sup>486</sup> ». Désirant exploiter le caractère renouvelable de certaines ressources, afin d'améliorer la condition des terres agricoles, des forêts et des cours d'eau, Roosevelt expliqua que, grâce à de nouvelles méthodes de conservation – administratives et scientifiques – « far more can be done in the future even than has been done in the past<sup>487</sup> ». Un bon exemple de ce progrès est la découverte de phosphate sur des terres du domaine public. En 1908, lorsque le géologue Charles Van Hise écrivit à Roosevelt à propos du gaspillage de phosphate dans les terres du domaine public, ce dernier, comme nous l'avons vu, effectua les démarches pour que ces terres puissent être conservées en prévision d'une époque où les fermiers auraient inévitablement eu besoin de cette ressource pour l'engrais sur leurs terres<sup>488</sup>. De la sorte, les fermiers – ces héros de la nation américaine – auraient la possibilité d'avoir accès aux ressources nécessaires pour assurer leur

---

<sup>485</sup> Roosevelt, « To Albert Edward Mead », cité dans Morison, *Letters*, vol. 5, *op. cit.*, 606.

<sup>486</sup> *Id.*, « Opening Address », *op. cit.*, 8.

<sup>487</sup> *Address of President Roosevelt at Denver, Colorado, May 4, 1903, op. cit.*

<sup>488</sup> Hays, *The Gospel of Efficiency*, *op. cit.*, 87-88.

subsistance. Il s'agissait d'une façon pour Roosevelt « not to destroy in advance all hope of the prosperity of our descendants<sup>489</sup> ».

Pour l'historien, tout le discours de Roosevelt sur l'avenir prend son sens en lien avec les accomplissements de ses successeurs à la Maison Blanche. L'adoption du *Water Power Act* et du *Mineral Leasing Act* par le Président Woodrow Wilson en 1920 et du *Taylor Grazing Act* par le Président Franklin Delano Roosevelt en 1934 sont de bons indicateurs de l'avant-gardisme du 26<sup>e</sup> Président. Tout d'abord, une des forces de Theodore Roosevelt fut de voir ses suggestions de la décennie 1900 survivre tant d'années et éventuellement être appliquées dans un contexte économique, politique et social tout à fait différent, surtout en 1934<sup>490</sup>. Ensuite, sa deuxième force concerne la condition des ressources. En fait, si Wilson et Franklin Roosevelt croiront bon d'établir des mesures similaires à celles proposées par Theodore Roosevelt, c'est sans doute parce que la condition des ressources naturelles était similaire dans les années 1920 et 1930 qu'elle l'était à l'époque de Theodore Roosevelt. En ce sens, le 26<sup>e</sup> Président avait donc eu raison d'agir comme il l'avait fait dans le cadre de son projet de conservation.

Par la suite, toute la situation entourant le *Weeks Act* en 1911 et la création du *White Mountains Forest Reserve* en 1918 constitue un autre indicateur en lien avec la vision à long terme du 26<sup>e</sup> Président. À cet effet, Roosevelt avait formulé le désir de voir les réserves forestières nationales s'étendre à l'est du pays en 1906 et suggéré la création d'une forêt protégée dans la région des *White Mountains* en 1908. Ainsi, un peu comme dans le cas du *Water Power Policy*, du *Mineral Leasing Act* et du *Taylor Grazing Act*, il s'agit encore une fois de l'aboutissement des propositions de Roosevelt exprimées lors de sa Présidence. Plus encore, la réalisation de ses objectifs – que cela soit en 1911, en 1918, en 1920 ou en 1934, se place directement en lien avec ses propos de 1905 au *American Forestry Congress*, où il avait lancé à son public que « you are mighty poor Americans if your care for the well-being of this country is limited to hoping that that well-being will last out your own generation<sup>491</sup> ». Non seulement ces propos étaient-ils révélateurs en termes de l'importance de la conservation pour la nation américaine, mais l'étaient aussi en relation avec l'héritage que Roosevelt pu léguer au mouvement de conservation.

---

<sup>489</sup> Roosevelt, « To Bessie Van Vorst, October 18, 1902 », cité dans Morison, *Letters*, vol. 3, *op. cit.*, 356.

<sup>490</sup> Les États-Unis étaient, en 1934, en pleine crise économique, tentant de se relever du krach boursier de 1929, un événement qui eut des répercussions sur l'économique, la politique et la société américaine en général.

<sup>491</sup> Roosevelt, « The Forest in the Life of the Nation », *op. cit.*

Dans un premier temps, l'influence de Roosevelt se fera largement sentir chez Franklin Delano Roosevelt – incidemment la prochaine génération de Roosevelt<sup>492</sup>. L'historien Frank W. Solak écrit que « FDR was following in his illustrious relative's [Theodore Roosevelt] footsteps; both in conservation philosophy and in career path<sup>493</sup> ». Également, l'influence du 26<sup>e</sup> Président sera d'autant plus forte chez Franklin Roosevelt, puisque « Gifford Pinchot, moreover, was still alive at this time; the living representative of Roosevelt and his [conservation] policies<sup>494</sup> ».

Dans un deuxième temps, bien que Franklin Roosevelt soit généralement considéré comme le principal héritier conservateur de Theodore Roosevelt, d'autres Présidents seront actifs en conservation, mettant même de l'avant des principes et des procédés introduits par le 26<sup>e</sup> Président au tout début du 20<sup>e</sup> siècle. Dès 1911, le Président William Howard Taft (1909-1912) lancera que « the precedent he [Roosevelt] set in this matter [conservation] was followed by the present administration<sup>495</sup> ». D'un point de vue administratif, le Président Calvin Coolidge (1923-1929), malgré son style non-interventionniste, accordera à Roosevelt l'établissement d'une conservation partout au pays. À son avis, « Roosevelt's conservation was an inevitable process by which natural resources were brought under federal regulation<sup>496</sup> ». Pour sa part, John F. Kennedy (1961-1963), Président au début du mouvement environnemental écologique comme nous le connaissons aujourd'hui, sera partisan de ce qu'il qualifia du « sound resources program under the Progressive principles of national leadership first forged by Pinchot and Theodore Roosevelt<sup>497</sup> ». Les propos de Coolidge et de Kennedy démontrent donc en quoi les efforts de Roosevelt avaient fait de la conservation un enjeu fédéral et national. Solak rajouta que, pour sa part, le Président Bill Clinton (1993-2001) « did his best to be faithful to Roosevelt's conservation ethic<sup>498</sup> ». Finalement, tout récemment, dans un discours entourant l'agrandissement du *Papahānaumokuākea Marine National Monument* à Hawaï en 2016, le Président Barack Obama (2008-2016) lança que « Teddy

---

<sup>492</sup> Theodore et Franklin Roosevelt étaient effectivement cousins et séparés par une génération.

<sup>493</sup> Solak, *Theodore Roosevelt as an Icon in Presidential Rhetoric*, *op. cit.*, 62.

<sup>494</sup> *Ibid.*, 50.

<sup>495</sup> William Howard Taft, *Address to the National Conservation Congress in St. Paul, Minnesota* (s.d.), cité dans Solak, *op. cit.*, 26.

<sup>496</sup> Cité dans *Ibid.*, 53.

<sup>497</sup> Kennedy, John F. Kennedy, « Special Message to the Congress on Natural Resources », (Discours, United States Congress, Washington, D.C., 23 février 1963), cité dans American Presidency Project, « Special Message to the Congress on Natural Resources », 19 avril 2019, <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/special-message-the-congress-natural-resources>.

<sup>498</sup> Bill Clinton, *My Life* (s.d.) cité dans Solak, *op. cit.*, 112.

Roosevelt gets the credit for starting the National Parks system<sup>499</sup> ». Par conséquent, face à la possibilité d'émuler les succès et le prestige de Roosevelt, ces dirigeants Démocrates et Républicains tenaient le 26<sup>e</sup> Président en haute estime, surtout concernant ses accomplissements en conservation. Cela démontre que, jusqu'à la fin du 20<sup>e</sup> siècle et au 21<sup>e</sup> siècle, l'idéal de conservation de celui qu'on surnommait *The Great Conservationist* était bel et bien vivant.

Pour terminer, des lois spécifiques établies par Theodore Roosevelt font toujours l'objet de discussions et de réinterprétations aujourd'hui. Proclamé en avril 2017 par l'administration du Président Trump, le décret présidentiel 13792 – *Review of Designations Under the Antiquities Act* – permet au Secrétaire de l'Intérieur de réviser les caractéristiques de certains monuments nationaux établis depuis 1996. Ainsi, il est dorénavant possible de réévaluer les frontières des monuments nationaux établis grâce au *Antiquities Act* de 1906, de sorte à ouvrir davantage de territoire notamment à l'extraction d'huile et de minéraux<sup>500</sup>. Concrètement, ce sont les monuments nationaux *Bears Ears* et *Grand-Staircase Escalante* qui furent immédiatement visés par le décret présidentiel, résultant en l'abolition de la protection de plus de deux millions d'acres de territoire anciennement protégé par le gouvernement fédéral. Cela constitue la plus grande élimination de protection territoriale dans l'histoire des États-Unis<sup>501</sup>. Non sans causer de controverse, on dit que ces actions sont néfastes pour de nombreuses raisons. Le *Natural Resource Defense Council* (NRDC) affirme que les sites affectés « have yielded more than 20 previously undiscovered dinosaur species<sup>502</sup> ». On parle de cette proclamation comme une atteinte à la beauté naturelle des espaces concernés, aux espèces animales vivant sur le territoire de ces monuments nationaux et à l'héritage des groupes autochtones dont les terres ancestrales se situent au sein du

---

<sup>499</sup> Barack Obama, *Remarks by the President to Leaders from the Pacific Island Conference of Leaders and the International Union for the Conservation of Nature World Conservation Congress*, (Discours, Pacific Island Conference of Leaders, Honolulu, 1 Septembre 2016), cité dans The White House, President Barack Obama, « Remarks by the President to Leaders from the Pacific Island Conference of Leaders and the International Union for the Conservation of Nature World Conservation Congress », 3 avril 2019, <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2016/09/01/remarks-president-leaders-pacific-island-conference-leaders-and>. En fait, le service qui gère les parcs nationaux aux États-Unis, le *National Park Service* (NPS), ne fut créé qu'en 1916, sous la gouverne du Président Wilson. Toutefois, sous Theodore Roosevelt, le réseau de parcs nationaux prit de l'ampleur, en termes de quantité de parcs nationaux et de leur superficie.

<sup>500</sup> Laura A. Hanson et Carol Hardy Vincent, *Executive Order for Review of National Monuments: Background and Data*, 14 février 2019, <https://fas.org/sgp/crs/misc/R44988.pdf>.

<sup>501</sup> Jen Byers et al., « Lost lands? The American wilderness at risk in the Trump era », dans *The Guardian*, 8 mai 2019, <https://www.theguardian.com/environment/2018/dec/05/american-wilderness-trump-energy-threat>.

<sup>502</sup> Natural Resource Defense Council, *The Wilderness Society et al. v. Trump et al. (Grand Staircase-Escalante)*, 8 mai 2019, <https://www.nrdc.org/court-battles/wilderness-society-et-v-trump-et-grand-staircase-escalante>.

*Bears Ears* et du *Grand-Staircase Escalante National Monument*. Justement, on estime que s’y trouvent plus de cent mille sites archéologiques, « including Native American ceremonial grounds, graves and rock art<sup>503</sup> ». Aux dires du *Ute Indian Tribe Business Committee*, la décision de réduire la taille du monument *Bears Ears* est « another slap in the face in the overall relationship between the federal government and the tribes, and local people<sup>504</sup> ». Dans une optique d’intérêt populaire et du rôle du Président auprès de la nation, on dit que les actions de 2017 « [deserve] an ‘F’ for stewardship<sup>505</sup> ». Plus encore, mis à part les critiques véhiculées par les membres des médias, par certains peuples autochtones, par des comités environnementaux et par certains politiciens, le NRDC et d’autres coalitions environnementales ont engagé une poursuite contre le gouvernement fédéral pour tenter d’invalider l’ordre exécutif et de rétablir la protection des *Bears Ears*<sup>506</sup>.

En conclusion, nous avons vu que durant les premières années du 20<sup>e</sup> siècle, le 26<sup>e</sup> Président était soucieux de valoriser la richesse naturelle de certains endroits, en termes de potentiel économique lié aux ressources naturelles, des intérêts nationaux à respecter via sa théorie d’intendance et avait sa mainmise dans la gestion de plusieurs territoires, incluant ceux appartenant aux peuples autochtones. Plus de cent ans plus tard, l’ordre exécutif 13792 – *Review of Designations Under the Antiquities Act* – démontre à quel point les enjeux importants pour Roosevelt constituent toujours des sujets de discorde de nos jours. Tout compte fait, les débats publics qui se déroulent aux États-Unis concernant les monuments nationaux témoignent en quoi Theodore Roosevelt, avec ses idéaux et ses méthodes, demeure toujours d’actualité et ce, cent ans après sa mort en 1919.

---

<sup>503</sup> « Trump slashes size of Bears Ears and Grand Staircase national monuments in Utah », dans *The Guardian*, 8 mai 2019, [https://www.theguardian.com/us-news/2017/dec/04/trump-bears-ears-grand-staircase-escalante-monuments-shrink?CMP=share\\_btn\\_link](https://www.theguardian.com/us-news/2017/dec/04/trump-bears-ears-grand-staircase-escalante-monuments-shrink?CMP=share_btn_link).

<sup>504</sup> Shaun Chapoose, cité dans *Ibid.*

<sup>505</sup> *Ibid.*

<sup>506</sup> La poursuite intentée par le NRDC et les autres organismes environnementaux continue à connaître des nouveaux développements en 2019, avec l’intervention des instances étatiques et municipales affectées par ces changements dans les monuments nationaux.

## BIBLIOGRAPHIE

### 1. Sources

#### 1.1. Lettres de Theodore Roosevelt

Morison, Elting, éd., *The Letters of Theodore Roosevelt vol. I, The Years of Preparation 1868-1898*, (Cambridge : Harvard University Press, 1951), 800 p.

Morison, Elting, éd., *The Letters of Theodore Roosevelt, vol. III, The Big Stick 1901-1903*, (Cambridge : Harvard University Press, 1951), 710 p.

Morison, Elting, éd., *The Letters of Theodore Roosevelt, vol. IV: The Square Deal 1903-1905*, (Cambridge : Harvard University Press, 1951), 1438 p.

Morison, Elting, éd., *The Letters of Theodore Roosevelt, vol. V: The Big Stick*, (Cambridge : Harvard University Press, 1952), 864 p.

Morison, Elting, éd., *The Letters of Theodore Roosevelt, Vol. VI: To Restore Confidence*, (Cambridge : Harvard University Press, 1952), 1715 p.

#### 1.2. Livres de Theodore Roosevelt

Roosevelt, Theodore, *American Ideals vol. I*, (New York : The Review of Reviews Company, 1904 [1897]), 372 p.

Roosevelt, Theodore, *The Autobiography of Theodore Roosevelt*, (New York : Charles Scribner's Sons, 1922 [1913]), 597 p.

Roosevelt, Theodore, *The Winning of the West, Part I. The Spread of English-Speaking People*, New York, G.P. Putnam's Sons, 1903, p. 170.

#### 1.3. Articles de Theodore Roosevelt

Roosevelt, Theodore, « Message from the President of the United States [...] », cité dans Public Lands Commission, *Report of the Public Lands Commission*, (Washington, D.C. : Public Lands Commission, 1905), 373 p.

Roosevelt, Theodore, « My Life as a Naturalist », *The American Museum Journal*, XVIII, 5, (mai 1918) : 321-349

Roosevelt, Theodore, éd., *The Harvard Advocate*, vol. 28, (1880).

#### 1.4. Notes personnelles de Theodore Roosevelt

*Diaries and notebooks, 1868-1914*, Theodore Roosevelt Collection, MS Am 1454.55 (8). Houghton Library, Harvard University, Cambridge, Mass, 10 octobre 2018, [https://iif.lib.harvard.edu/manifests/view/drs:23392680\\$30i](https://iif.lib.harvard.edu/manifests/view/drs:23392680$30i).

*Diary of Theodore Roosevelt from September 9 to December 2, 1869*. Theodore Roosevelt Collection. MS Am 1454.55 (4). Harvard College Library. 12 août 2019, <https://www.theodorerooseveltcenter.org/Research/Digital-Library/Record?libID=o283255>.

*Natural history on insects*. 1869. MS Am 1541 (286). Theodore Roosevelt Collection. Harvard College Library. Theodore Roosevelt Digital Library. Dickinson State University, 13 septembre 2018, <https://www.theodorerooseveltcenter.org/Research/Digital-Library/Record?libID=o280234>.

*Zoological record*. 1873. MS Am 1454.37. Theodore Roosevelt Collection. Harvard College Library. Theodore Roosevelt Digital Library. Dickinson State University. 13 septembre 2018, <https://www.theodorerooseveltcenter.org/Research/Digital-Library/Record?libID=o287164>,

#### 1.5. Allocutions annuelles de Theodore Roosevelt (*State of the Union*)

Roosevelt, Theodore, « First Annual Message », (Discours, Washington D.C., 3 décembre 1901 »), cité dans, The American Presidency Project, « First Annual Message », 14 mai 2019, <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/first-annual-message-16>.

Roosevelt, Theodore, « Second Annual Message », (Discours, United States Congress, Washington, D.C., 2 décembre 1902), cité dans American Presidency Project, « Second Annual Message » 21 janvier 2019, <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/second-annual-message-16>.

Roosevelt, Theodore, « Third Annual Message », (Discours, United States Congress, Washington, D.C., 7 décembre 1903), cité dans American Presidency Project, « Third Annual Message », 21 janvier 2019, <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/third-annual-message-16>.

Roosevelt, Theodore, « Fourth Annual Message », (Discours, Washington United States Congress, Washington, D.C., 6 décembre 1904), cité dans American Presidency Project, « Fourth Annual Message », 30 mai 2019, <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/fourth-annual-message-15>.

#### 1.6. Discours et messages de Theodore Roosevelt variés

*Address of President Roosevelt at Sioux Falls, South Dakota April 6, 1903, The wage-worker and the tiller of the soil*. 6 avril 1903. Theodore Roosevelt Papers. Library of Congress Manuscript Division. Theodore Roosevelt Digital Library. Dickinson State University, 21 janvier 2019, <https://www.theodorerooseveltcenter.org/Research/Digital-Library/Record?libID=o289689>.

*Speech of President Roosevelt at laying of the cornerstones of gateway to Yellowstone National Park, Gardiner, Montana, April 24, 1903*. Theodore Roosevelt Papers. Library of Congress Manuscript Division. Theodore Roosevelt Digital Library. Dickinson State University. 21 janvier 2019, <https://www.theodorerooseveltcenter.org/Research/Digital-Library/Record?libID=o289720>.

*Address of President Roosevelt at Clarinda, Iowa, April 28, 1903*. Theodore Roosevelt Papers. Library of Congress Manuscript Division. Theodore Roosevelt Digital Library. Dickinson State University. 12 août 2019,

<https://www.theodorerooseveltcenter.org/Research/DigitalLibrary/Record/ImageViewer?libID=o289738&imageNo=1>.

*Address of President Roosevelt at Denver, Colorado, May 4, 1903.* Theodore Roosevelt Papers. Library of Congress Manuscript Division. 12 août 2019, <https://www.theodorerooseveltcenter.org/Research/Digital-Library/Record?libID=o289782>.

*Address of President Roosevelt at the capitol building, Sacramento, California, May 19, 1903.* Theodore Roosevelt Papers. Library of Congress Manuscript Division. Theodore Roosevelt Digital Library. Dickinson State University, 4 juin 2019, <https://www.theodorerooseveltcenter.org/Research/Digital-Library/Record?libID=o289852>.

*Address of President Roosevelt at Carson City, Nevada, May 19, 1903.* Theodore Roosevelt Papers. Library of Congress Manuscript Division. Theodore Roosevelt Digital Library. Dickinson State University. 21 janvier 2019, <https://www.theodorerooseveltcenter.org/Research/Digital-Library/Record?libID=o289843>.

*Address of President Roosevelt at Boise, Idaho, May 28, 1903.* 28 mai 1903. Theodore Roosevelt Papers. Library of Congress Manuscript Division. Theodore Roosevelt Digital Library. Dickinson State University, 21 janvier 2019 <https://www.theodorerooseveltcenter.org/Research/Digital-Library/Record?libID=o289938>.

*Address of President Roosevelt at Grand Canyon, Arizona, May 6, 1903.* Theodore Roosevelt Papers. Library of Congress Manuscript Division. Theodore Roosevelt Digital Library. Dickinson State University. 21 janvier 2019, <https://www.theodorerooseveltcenter.org/Research/Digital-Library/Record?libID=o289796>.

*Autographed speech, printed on 30 cards, delivered by President Theodore Roosevelt on October 19, 1905 during a visit to Raleigh,* 19 octobre 1905. Presidential Signatures. Vault Collection. State Archives.

Roosevelt, Theodore, « Opening Address by the President, Conference of Governors », (Discours, Washington, D.C., 13 mai 1908),

### 1.7. Publications gouvernementales

Ball, Max, W., *Petroleum Withdrawals and Restorations Affecting the Public Domain*, (Washington D.C. : United States Geological Survey, 1916), 444 p.

Blanchard, Newton C., éd., *Proceedings of a Conference of Governors, In the White House Washington D.C May 13-15 1908*, (Washington D.C : United States Congress, 1909), 451 p.

Bureau of the Census, *Thirteenth Census of the United States, Volume III Population 1910*, (Washington : Department of Commerce, 1913), 1228 p.

Bureau of the Census, *Historical Statistics of the United States, Colonial Times to 1957*, (Washington, D.C. : U.S. Department of Commerce Bureau of the Census, 1961 [1960]), 789 p.

Fernow, Bernhard E., *Report upon Forestry Investigations of the United States Department of Agriculture 1877-98*, (Washington D.C. : United States Department of Agriculture, 1899), 401 p.

Gannett, Henry éd., *Report of the National Conservation Commission*, (Washington : National Conservation Commission, 1909), 276 p. (vol. I), 771 p. (vol. II), 793 p. (vol. III).

Inland Waterways Commission, *Preliminary Report of the Inland Waterways Commission*, (Washington, D.C. : Inland Waterways Commission, 1908), 701 p.

Kennedy, John F., « Special Message to the Congress on Natural Resources » (Discours, United States Congress, Washington, D.C., 23 février 1963), cité dans American Presidency Project, « Special Message to the Congress on Natural Resources », 19 avril 2019,

<https://www.presidency.ucsb.edu/documents/special-message-the-congress-natural-resources>.

National Academy of Sciences, *Report of the National Academy of Sciences for the Year 1895*, (Washington, D.C. : National Academy of Sciences, 1896), 38 p.

National Archives, « Declaration of Independence: A Transcription », 16 mai 2019,

<https://www.archives.gov/founding-docs/declaration-transcript>.

Obama, Barack, *Remarks by the President to Leaders from the Pacific Island Conference of Leaders and the International Union for the Conservation of Nature World Conservation Congress*, (Discours, Pacific Island Conference of Leaders, Honolulu, 1 Septembre 2016), cité dans The White House, President Barack Obama, « Remarks by the President to Leaders from the Pacific Island Conference of Leaders and the International Union for the Conservation of Nature World Conservation Congress », 3 avril 2019, <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2016/09/01/remarks-president-leaders-pacific-island-conference-leaders-and>.

Pinchot, Gifford, *The Use of National Forest Reserves*, (Washington, D. C. : United States Department of Agriculture Forest Service, 1905), 97 p.

Public Lands Commission, *Report of the Public Lands Commission*, (Washington : D.C, Public Lands Commission, 1905), 373 p.

*Statute, at Large, Treaties, and Proclamations, of the United States of America. From December, 1865, To March, 1867*, (Boston : Little, Brown and Company, 1868), 969 p.

United States Congress, *Congressional Record: Proceedings and Debates of the Fifty-Third Congress*, (Washington, D.C. : United States Congress, 1893), 3837 p.

United States Congress, *Congressional Record: Proceedings and Debates of the Fifty-Fourth Congress*, (Washington D.C. : United States Congress, 1897), 3072 p.

United States Congress, *Congressional Record, The Proceedings and Debates of the Sixtieth Congress, First Session*, (Washington D.C. : United States Congress, 1908), 7899 p.

United States Congress, *Public Laws Passed by the United States of America*, (Washington, D.C. : United States Congress, 1905), 2632 p.

United States Congress, *The Statutes at Large of the United States of America from December, 1899, to March, 1901, [...]*, (Washington D.C. : United States Congress, 1901), 2026 p.

United States Congress, *The Statutes at Large of the United States of America from December, 1899, to March, 1901, [...]*, (Washington D.C. : United States Congress, 1901), 2167 p.

United States Congress, *Statutes at Large of the United States of America, from December, 1901, to March, 1903*, (Washington D.C. : United States Congress, 1903), 2251 p.

United States Congress, *The Statutes at Large of the United States of America from December, 1905, to March, 1907*, (Washington D.C. : United States Congress, 1907), 3644 p.

United States Congress, *The Statutes at Large of the United States of America from December, 1907, To March, 1909*, (Washington, D.C. : United States Congress, 1909), 2589 p.

United States Congress, *The Statutes at Large of the United States of America from May, 1919, to March, 1921, [...]*, Washington D.C. : United States Congress, 1921), 2142 p.

### 1.8. Ouvrages variés

American Museum of Natural History, *The Third and Fourth Annual Reports of the American Museum of Natural History*, (New York : American Museum of Natural History, 1872), 36 p.

American Society of Civil Engineers, *Proceedings*, (New York : The Society, 1908), 1442 p.

H. E. Kennedy, éd., *Proceedings of the Eights Annual Convention of the National Livestock Association*, (Denver : National Livestock Association, 1905), 400 p.

Muir, John Muir, *Our National Parks*, (Cambridge : Houghton, Mifflin and Company, 1901), 370 p.

Pinchot, Gifford, *Biltmore Forest: The Property of Mr. George W. Vanderbilt; an Account of Its Treatment, and the Results of the First year's Work*, (Chicago : The Lakeside Press R. R Donnelly & Sons Co.), 1893, 46 p.

Pinchot, Gifford, *Breaking New Ground*, (Washington D.C. : Island Press, 1998 [1947]), 522 p.

Pinchot, Gifford, *The Fight for Conservation*, (New York : Doubleday, Page & Company, 1910), 152 p.

*Progressive party platform. 1912.* Article. Prints and Photographs division. Library of Congress Prints and Photographs Division. Theodore Roosevelt Digital Library. Dickinson State University, 15 février 2019, <https://www.theodorerooseveltcenter.org/Research/Digital-Library/Record?libID=o282587>.

Smith, Alfred Charles, *The Attractions of the Nile and Its Banks, a Journal of Travel in Egypt and Syria vol. II*, (London : John Murray, Albemarle Street, 1868), 327 p.

Thoreau, Henry David, *Excursions*, Boston, Tickner and Fields, 1863, 319 p.

Van Hise, Charles, *The Conservation of Natural Resources in the United States*, (New York : McMillan, 1910), 413 p.

### 1.9. Articles de journaux

*Heppner Gazette*, 24 décembre 1903, 1.

*Imperial Press*, 6 août 1904, 2

*St. Louis Post-Dispatch*, 7 avril 1907, 2.

*The Washington Times* (D.C.), 6 juillet 1902, 10.

*The Weekly Independent*, 7 février 1902, 4.

*The Daily Sentinel*, 4 mars 1902, 2.

### 1.10. Articles de périodiques

Leighton, Marshall O., « The Relation of Water Conservation to Flood Prevention and Navigation in the Ohio River », *Engineering News*, 59, 19 (janvier-juin 1908) : 498-504.

Merriam, Clinton Hart, « Lists of Birds of Central New York », *Bulletin of the Nuttall Ornithological Club*, 3, 2 (avril 1878), 256 p.

« Mr. Vanderbilt's Forest », *Garden and Forest*, 7, 13 (Février 1894) : 70-71.

Saunders, William Flewellyn, « The President's Mississippi Journey », *The American Review of Reviews*, 36 (juillet-décembre 1907), 768 p.

Pinchot, Gifford, « Long Struggle for Effective Federal Water Power Legislation », *George Washington Law Review*, 14 (1945-1946) : 9-20.

Texte anonyme, dans *Cassier's Engineering Monthly*, 44, 1908, 1.

« The Biltmore Forest », *Forest and Stream. A Weekly Journal of the Rod and Gun*, 42 (Janvier-juin 1894) : 1-2.

## **2. Sources secondaires**

### 2.1. Ouvrages spécialisés sur Theodore Roosevelt

Brinkley, Douglas, *The Wilderness Warrior, Theodore Roosevelt and the Crusade for America*, (New York : Harper Collins, 2009), 940 p.

Canfield, Michael R., *Theodore Roosevelt in the Field*, (Chicago : University of Chicago Press, 2015), 476 p.

Carson, Rachel, *Silent Spring*, (Boston : Houghton Mifflin, 1962), 368 p.

Cutright, Paul Russell, *Theodore Roosevelt: The Naturalist*, (New York : Harper & Brothers, 1956), 297 p.

Cutright, Paul Russell, *Theodore Roosevelt, The Making of a Conservationist*, (Chicago : University of Illinois Press, 1985), 285 p.

Dorsey, Leroy G., *Theodore Roosevelt, Conservation, and the 1908 Governors' Conference*, College Station : Texas A&M University Press, 2016), 135 p.

Dorsey, Leroy G., *We Are All Americans, Pure and Simple: Theodore Roosevelt and the Myth of Americanism*, (Tuscaloosa : University of Alabama Press, 2007), 218 p.

Hawley, Joshua David, *Theodore Roosevelt: Preacher of Righteousness*, (New Haven : Yale University Press, 2008), 336 p.

Jack, Zachary Michael, éd., *The Green Roosevelt, Theodore Roosevelt in Appreciation of Wilderness, Wildlife and Wild Places*, (Amherst : Cambria Press, 2010), 428 p.

Miller, Nathan, *Theodore Roosevelt, A Life*, (New York : William Morrow and Company, Inc., 1992), 624 p.

Morris, Edmund, *The Rise of Theodore Roosevelt*, (New York : Coward, McCann & Geoghegan, Inc, 1979), 886 p.

Mowry, George, *Theodore Roosevelt and the Progressive Movement*, (Madison : University of Wisconsin Press, 1946), 405 p.

Pearson, Edmund Lester, *Theodore Roosevelt*, (New York : The MacMillan Company, 1920), 159 p.

Pringle, Henry, *Theodore Roosevelt, A Biography*, (New York : Harcourt, Brace and Company, 1931), 626 p.

Tyrrell, Ian, *Crisis of a Wasteful Nation: Empire and Conservation in Theodore Roosevelt's America*, (Chicago : University of Chicago Press, 2015), 351 p.

## 2.2. Ouvrages conservacionnistes/environnementaux

Anderson, H. Michael et Charles, Wilkinson, *Land and Resource Planning in the National Forests*, (Washington D.C. : Island Press, 1987), 373 p.

Baker, Robert D. et al., *Timeless Heritage: A History of the Forest Service in the Southwest*, (College Station : USDA Forest Service, 2008), 263 p.

Barton, Gregory Allen, *Empire Forestry and the Origins of Environmentalism*, (Cambridge : Cambridge University Press, 2004), 192 p.

Billington, David P., et al, *The History of Large Federal Dams: Planning, Design and Construction*, Colorado : U.S. Department of the Interior Bureau of Reclamation, 2005), 605 p.

Clark, Ira G., *Water in New Mexico: A History of Its Management and Use*, (Albuquerque : University of New Mexico Press, 1987), 839 p.

Costello, David F. et Richard E. McArdle, « The Virgin Range », dans United States Department of Agriculture Forest Service, *The Western Range*, (Washington D.C. : United States Senate, 1936), 620 p.

Ekirch Jr., Arthur A., « The Utilitarian Emphasis » dans Nash, Roderick, éd., *Environment and Americans: The Problem of Priorities*, (Huntington : R. E. Krieger Publishing Co., 1979 [1972]), 119 p.

Graham Jr., Otis, *Presidents and the American Environment*, (Lawrence : University Press of Kansas, 2015), 411 p.

Hays, Samuel P., *Conservation and the Gospel of Efficiency: The Progressive Conservation Movement, 1890–1920*, (Pittsburgh : University of Pittsburgh Press, 1999 [1959]), 174 p.

Ise, John, *The United States Forest Policy*, (New Haven : Yale University Press, 1920), 395 p.

MacCleery, Douglas, *American Forests, A History of Resiliency and Recovery*, (Durham : Forest History Society, 2011), 58 p.

Miller, Char, *Gifford Pinchot and the Making of Modern Environmentalism*, (Washington : Island Press, 2001), 458 p.

Miller, Char, éd., *Gifford Pinchot, Selected Writings*, (University Park : Pennsylvania State University, 2017), 264 p.

Mongillo, John F. et Bibi Booth, éd., *Environmental Activists*, (Westport : Greenwood Press, 2001), 368 p.

Nash, Roderick, *Wilderness and the American Mind*, (New Haven : Yale University Press, 2001), 413 p.

Pinkett, Harold, *Gifford Pinchot Public and Private Forester*, (Chicago : University of Illinois Press, 1970), 167 p.

Rabbitt, Mary C. et al., « John Wesley Powell: Pioneer Statesman of Federal Service », dans United States Department of the Interior Geological Survey, *The Colorado River Region and John Wesley Powell*, Washington D.C. : United States Department of the Interior, 1969), 145 p.

Richardson, Elmo, *The Politics of Conservation: Crusades and Controversies 1897-1913*, (Berkeley/Los Angeles : University of California Press, 1962), 207 p.

Righter, Robert W., *The Battle over Hetch Hetchy: America's Most Controversial Dam and the Birth of Modern Environmentalism*, (New York : Oxford University Press, 2005), 328 p.

Sayre, Nathan F., *The Western Range: A Leaking Lifeboat for Conservation in the New West*, dans Knight, Richard L. et al., éd., *Home Land: Ranching and a West That Works*, Boulder : Rocky Mountain Land Library, 2007), 217 p.

Smith, Diane M., *Sustainability and Wildland Fire The Origins of Forest Service Wildland Fire Research*, (Missoula : United States Forest Service, 2017), 120 p.

Williams, Gerald W., *The USDA Forest Service – The First Century*, (Washington D.C. : USDA Forest Service Office of Communication, 2005), 156 p.

U.S. Department of Agriculture Forest Service, *Highlights in the History of Forest Conservation*, (Washington, D.C. : U.S Department of Agriculture, 1976), 56 p.

United States Department of Agriculture (USDA), *Land Areas of the National Forest System*, (Washington, D.C. : United States Forest Service, 2011), 256 p.

United States Fish & Wildlife Service, *Pelican Island National Wildlife Refuge* [pamphlet], (Vero Beach : U.S Fish & Wildlife Service, 2010), 20 p.

Wiener, Alfred A., *The Forest Service Timber Appraisal System: A Historical Perspective, 1891-1981*, (Washington D.C. : U.S. Department of Agriculture Forest Service, 1982), 144 p.

### 2.3. Ouvrages variés

Balogh, Brian, *The Associational State: American Governance in the Twentieth Century*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 2016, 281 p.

Carpenter, Daniel P., *The Forging of Bureaucratic Autonomy: Reputations, Networks, and Policy Innovation in Executive Agencies, 1862, 1928*, Princeton, Princeton University Press, 2001, 479 p.

Ellis, Richard J., *The Development of the American Presidency*, New York, Routledge, 2015 [2012], 629 p.

Ponder, Stephen S., *Managing the Press: Origins of the Media Presidency, 1897-1933*, (New York : St. Martins, 1998), 233 p.

Ricard, Serge, « An All-Times Historian's Favorite », dans Ricard, Serge, ed., *A Companion to Theodore Roosevelt*, West Sussex, Wiley-Blackwell, 2011, 584 p.

Tulis, Jeffrey, *The Rhetorical Presidency*, (New Jersey : Princeton University Press, 1987), 224 p.

#### 2.4. Articles sur Theodore Roosevelt

Buehler, Daniel O., « Permanence and Change in Theodore Roosevelt's Conservation Jeremiad », *Western Journal of Communications*, 62, 4 (Automne 1998) : 439-458.

Cross, Whitney R., « Ideas in Politics: The Conservation Policies of the Two Roosevelts », *Journal of the History of Ideas*, 14, 3 (juin 1953) : 421-438.

Dorsey, Leroy G., « The Frontier Myth in Presidential Rhetoric: Theodore Roosevelt's Campaign for Conservation », *Western Journal of Communications*, 59 (hiver 1995) : 1-19.

Gerstle, Gary, « Theodore Roosevelt and American Nationalism », *The Journal of American History*, 86, 3 (décembre 1999) : 1280-1307.

Greenberg, David, « Theodore Roosevelt and the Image of Presidential Activism », *Social Research*, 78, 4 (hiver 2011) : 1058-1077.

Gurney, Scott, « Biographical Portrait: Theodore Roosevelt (1858-1919) », *Forest History Society*, (automne 2008) : 58-61.

Izatt, Hilary Jan, « The Precedent of a President: Theodore Roosevelt and Environmental Conservation », *Sigma: Journal of Political and International Studies*, 22, 6 (décembre 2004) : 84-101.

Ponder, Stephen S., « Publicity in the Interest of the People: Theodore Roosevelt's Conservation Crusade », *Presidential Studies Quarterly*, 20, 3 (Été 1990) : 547-555.

Sheffield, Jessica, « Theodore Roosevelt, "Conservation As A National Duty" (13 May 1908) », *Voices of Democracy*, 5 (2010) : 89-108.

#### 2.5. Articles variés

Balogh, Brian, « Scientific Forestry and the Roots of the Modern American State: Gifford Pinchot's Path to Progressive Reform », *Environmental History*, 7, 2 (avril 2002) : 198-225.

Baker, Neil J., « Sections 9 and 10 of the Rivers and Harbors Act of 1899: Potent Tools for Environmental Protection », *Ecology Law Quarterly*, 6, 1 (septembre 1976) : 109-159.

Bates, J. Leonard, « Fulfilling American Democracy: The Conservation Movement, 1907 to 1921 », *The Mississippi Valley Historical Review*, 44, 1 (juin 1957) : 29-57.

Bernstein, James E. et al. « Clearcutting: Can You See the Forest for the Trees? », *Environmental Law*, 5 (1974) : 85-126.

Brown, Susan Jane M., « "The Forest Must Come First:" Gifford Pinchot's Conservation Ethic and the Gifford Pinchot National Forest - The Ideal and The Reality », *Fordham Environmental Law Review*, 11, 1 (1999) : 137-205.

Fedkiw, John, « National Forests and the Performance of the Organic Act of 1897 », *Forest History Today*, 1998 Issue, (1998) : 12-17.

« Implied Authority of the President to Withdraw Public Lands from Entry », *Harvard Law Review*, 28, 6 (avril 1915) : 613-615.

- Kury, Channing, « Gifford Pinchot's Philosophy », *Journal of Forestry*, 73, 3 (1975) : 154-155.
- Lear, Linda J., « Rachel Carson's Silent Spring », *Environmental History Review*, 17, 2 (été 1993) : 23-48.
- Locher, Fabien et Grégory Quenet, « Environmental History: The Origins, Stakes, and Perspectives of a New Site for Research » (trad. William Bishop), *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 56, 4 (avril 2009) : 7-83.
- McFarland, Charles K., « The Federal Government and Water Power, 1901-1913: A Legislative Study in the Nascence of Regulation », *Land Economics*, 42, 3 (novembre 1996) : 441-452.
- McIntosh, C. Barron, « Use and Abuse of the Timber Culture Act », *Annals of the Association of American Geographers*, 65, 3 (septembre 1975) : 347-362.
- Meyer, John M. « Gifford Pinchot, John Muir, and the Boundaries of Politics in American Thought », *Polity*, 30, 2 (Hiver 1997) : 267-284.
- Miller, Char, « Wooden Politics: Bernhard Fernow and the Quest for a National Forest Policy, 1876-1898 », dans Steen, Harold K. éd., *The Origins of National Forests*, Durham, Forest History Society (1992) : 287-301.
- Miller, Char et Gerald W. Williams, « At the Creation: The National Forest Commission of 1896-97 » *Forest History Today*, 1 (Printemps/Automne 2005) : 32-41.
- Pisani, Douglas J., « A Conservation Myth: The Troubled Childhood of the Multiple-Use Idea », *Agricultural History*, 76, 2 (Printemps 2002) : 154-171.
- Pisani, Douglas J. « Water Planning in the Progressive Era: The Inland Waterways Commission Reconsidered », *Journal of Policy History*, 18 (2006) : 389-418.
- Robbins, William G., « Federal Forestry Cooperation: The Fernow-Pinchot Years », *Journal of Forestry History*, 28, 4 (octobre 1984) : 164-173.
- Roy F. Nichols, « Breaking New Ground », *Pennsylvania Magazine of History and Biography*, 72, 3 (juillet 1948) : 303-304.
- Steen, Harold K., « Bernhard Fernow on Forest Influences and Other Observations », *Forest History Today Spring/Fall 2005 Issue* (2005) : 27-31.

## 2.6. Mémoires de maîtrise et thèses de doctorat

- Magill, Carlie Shaw, *Gifford Pinchot's Photographic Aesthetic*, (Mémoire de Maîtrise, University of Montana, 2008), 83 p.
- Maldonado, Annette, *Picking Up Where Thoreau Left Off: John Muir and Theodore Roosevelt, an Unlikely Partnership Bringing Thoreau's Vision To Life*, (Mémoire de Maîtrise, Texas A&M International University), 51 p.
- Ponder, Stephen S., *News management in the Progressive Era, 1898-1909: Gifford Pinchot, Theodore Roosevelt and the Conservation Crusade*, (Thèse de Ph.D, University of Washington, 1985), 498 p.
- Solak, Frank W., *Theodore Roosevelt as an Icon in Presidential Rhetoric*, (Mémoire de Maîtrise, Florida State University, 2010), 137 p.

## 2.7. Pages Web

American Presidency Project, « State of the Union Messages », 24 janvier 2019, <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/app-categories/written-messages/state-the-union-messages?page=2>.

Byers, Jen et al., « Lost lands? The American wilderness at risk in the Trump era », dans The Guardian, 8 mai 2019, <https://www.theguardian.com/environment/2018/dec/05/american-wilderness-trump-energy-threat>.

Commission franco-québécoise sur les lieux de mémoire communs, « Lieux de mémoire », 7 juillet 2019, <https://www.cfqlmc.org/lieux-de-memoire>.

Dennehy, Kevin, « First Forester: The Enduring Conservation Legacy of Gifford Pinchot », 28 mai 2018, [<http://environment.yale.edu/news/article/first-forester-the-conservation-legacy-of-gifford-pinchot/>].

Forest History Society, « The Conservation Movement Grows 1898-1917 », 14 septembre 2018, <https://foresthistor.org/research-explore/us-forest-service-history/u-s-forest-service-publications/general-publications/highlights-in-the-history-of-forest-conservation/table-of-contents/the-conservation-movement-grows-1898-1917/>.

Hardy Vincent, Carol et Laura A. Hanson, « Executive Order for Review of National Monuments: Background and Data », 14 février 2019, <https://fas.org/sgp/crs/misc/R44988.pdf>.

MacCleery, Douglas, « Re-inventing the United States Forest Service: Evolution from Custodial Management, to Production Forestry, to Ecosystem Management », 5 juin 2018, <http://www.fao.org/docrep/010/ai412e/AI412E06.htm>.

National Park Service, « American Antiquities Act of 1906 », 29 novembre 2018, <https://www.nps.gov/subjects/legal/american-antiquities-act-of-1906.htm>.

National Park Service, « Birth of a National Park », 15 juin 2017, <https://www.nps.gov/yell/learn/historyculture/yellowstoneestablishment.htm>.

National Park Service, « Monuments list », 29 novembre 2018, <https://www.nps.gov/archeology/sites/antiquities/MonumentsList.htm>.

National Park Service, « Muir's Influences », 1 octobre 2017, <https://www.nps.gov/yose/learn/historyculture/muir-influences.htm>.

National Park Service, « On June 30, 1864... », 15 juin 2017, <https://www.nps.gov/featurecontent/yose/anniversary/timeline/in-1864/index.html>.

National Park Service, « Theodore Roosevelt The Rancher », 30 octobre 2018, <https://www.nps.gov/thro/learn/historyculture/theodore-roosevelt-the-rancher.htm>.

Natural Resource Defense Council, « The Wilderness Society et al. v. Trump et al. (Grand Staircase-Escalante) », 8 mai 2019, <https://www.nrdc.org/court-battles/wilderness-society-et-v-trump-et-grand-staircase-escalante>.

Peters, Gerhard et John T. Woolley, « Executive Orders: Washington – Trump », 21 janvier 2019, <http://presidency.proxied.lsit.ucsb.edu/data/orders.php>.

Roth, Dennis et Gerald W. Williams, « The Forest Service in 1905 », 5 juin 2018, <https://webcache.googleusercontent.com/search?q=cache:3Kt1bJA5pFYJ:https://www.fs.fed.us/newcentury/1905%2520Renaming%2520the%2520Forest%2520Service.doc+&cd=2&hl=en&ct=clnk&gl=ca>.

State Historical Society of North Dakota, « Section 3: Timber Culture Act », 5 juin 2018, <https://www.ndstudies.gov/gr8/content/unit-iii-waves-development-1861-1920/lesson-2-making-living/topic-4-federal-legislation/section-3-timber-culture-act>.

Steiner, Erik et al., « Forest Service Grazing & Timber Payments », 21 janvier 2019, <http://followthemoney.stanford.edu/pages/FS.html>.

Theodore Roosevelt Association, « Index I », 3 avril 2019, [https://theodoreroosevelt.org/content.aspx?page\\_id=22&club\\_id=991271&module\\_id=339518&actr=4](https://theodoreroosevelt.org/content.aspx?page_id=22&club_id=991271&module_id=339518&actr=4).

Theodore Roosevelt Center at Dickinson State University, « Bibliography », 24 février 2018, [http://www.theodorerooseveltcenter.org/Research/Bibliography#\\_top](http://www.theodorerooseveltcenter.org/Research/Bibliography#_top).

Theodore Roosevelt Centre at Dickinson State University, « Roosevelt, Robert Barnwell », 16 juin 2018, <https://www.theodorerooseveltcenter.org/Learn-About-TR/TR-Encyclopedia/Family-and-Friends/Robert-Barnwell-Roosevelt.aspx>.

« Trump slashes size of Bears Ears and Grand Staircase national monuments in Utah », dans The Guardian, 8 mai 2019, [https://www.theguardian.com/us-news/2017/dec/04/trump-bears-ears-grand-staircase-escalante-monuments-shrink?CMP=share\\_btn\\_link](https://www.theguardian.com/us-news/2017/dec/04/trump-bears-ears-grand-staircase-escalante-monuments-shrink?CMP=share_btn_link).

United States Department of Agriculture Forest Service, « About R&D », 21 janvier 2019, <https://www.fs.fed.us/research/about/>.

United States Department of Agriculture Forest Service, « Experimental Forests and Ranges », 21 janvier 2019, <https://www.fs.fed.us/research/efr/>.

United States Department of the Interior Bureau of Reclamation, « The Bureau of Reclamation, A Very Brief History », 21 janvier 2019, <https://www.usbr.gov/history/borhist.html>.

United States Geological Survey, « Beginning the Second Quarter-Century », 14 septembre 2018, <https://pubs.usgs.gov/circ/c1050/second.htm>.

## 2.8. Correspondance Web

Dorsey, Leroy, « Theodore Roosevelt, Conservation and the 1908 Governors Conference », (15 mars 2017), [courriel à Patrick Wiley].